



BROCHURE DE CONVOCATION

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

MARDI 2 JUILLET 2019

A 11 heures 30

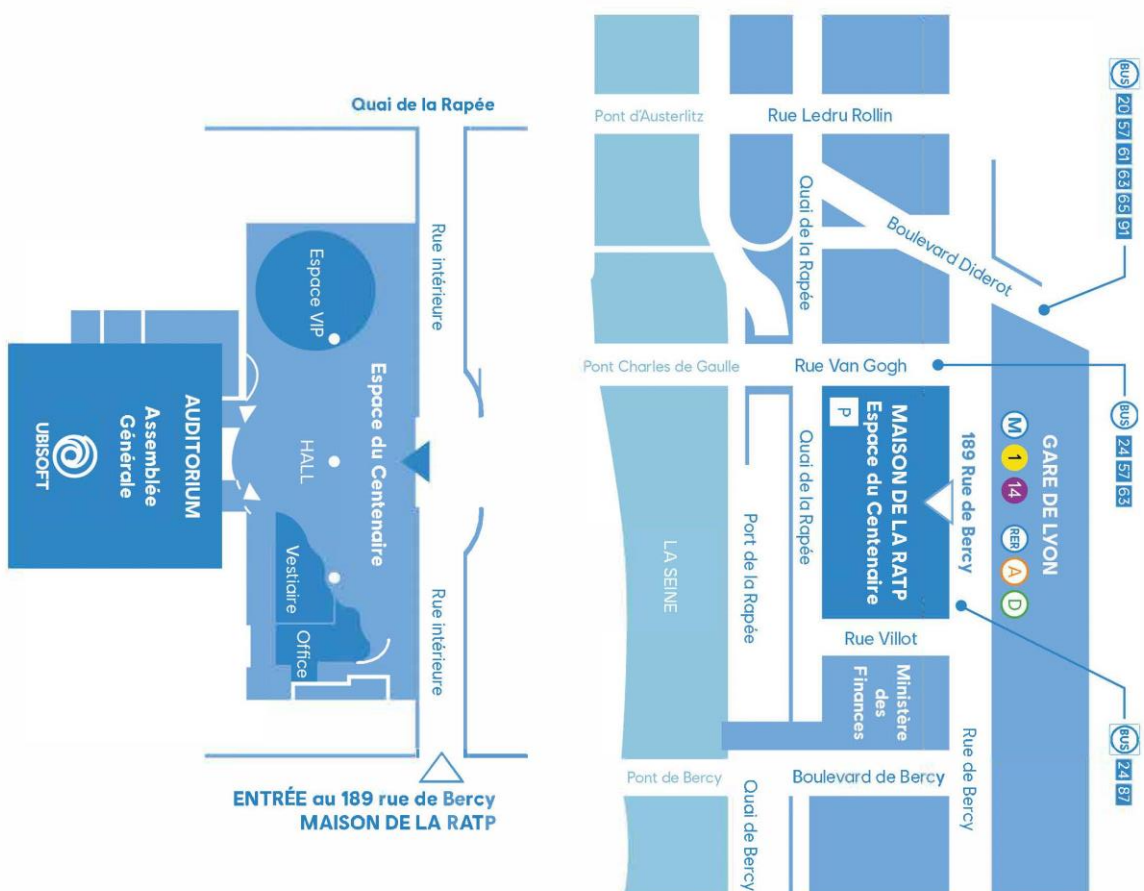
Maison de la RATP
Espace du Centenaire
189, rue de Bercy
75012 Paris
Métro Gare de Lyon
(plan d'accès page suivante)

L'accueil des
participants
sera assuré à
partir de
10 heures 30

Pour faciliter le bon déroulement de l'Assemblée, nous vous remercions :

- de vous présenter à l'avance muni (informations complémentaires en pages 4 à 6) de :
 - votre carte d'admission et/ou
 - votre attestation de participation justifiant de l'enregistrement comptable des actions en votre au nom, au plus tard le vendredi 28 juin 2019 à 0 heure (heure de Paris) établie par votre établissement financier
- de ne pénétrer dans la salle qu'avec le boîtier de vote qui vous aura été remis lors de l'émargement de la feuille de présence
- de vous conformer aux indications données en séance pour les modalités pratiques du vote

PLAN D'ACCES A LA MAISON DE LA RATP - ESPACE DU CENTENAIRE



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE UBISOFT

Maison de la RATP - Espace du Centenaire
02 juillet 2019 - 11h30

LIEU

MAISON DE LA RATP
Espace du Centenaire
189 rue de Bercy - 75012 Paris

ACCÈS

Route : périphérique, sortie **Porte de Bercy**, direction
Porte - Centre / Gare de Lyon. Parking public (VINCI)
à 1 min.

Lignes **A** et **D**

Lignes **1** et **14**

Station **Gare de Lyon**

Sortie **n°7 Rue de Bercy** (trottoir d'en face, à gauche -
Maison de la RATP)
ou sortie **n°15 Maison RATP** (accès direct par escalier
ou ascenseur à la Maison de la RATP).

Lignes **20, 24, 29, 57, 61, 63** et **91**.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL	3
MODALITES DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE	4 A 7
JUSTIFICATION DU DROIT DE PARTICIPER A L'ASSEMBLEE	4
PRESENCE PHYSIQUE L'ASSEMBLEE : DEMANDE DE CARTE D'ADMISSION	4
VOTE A DISTANCE OU PAR PROCURATION	5
CESSION DES ACTIONS	5
COMMENT REMPLIR LE FORMULAIRE JOINT ?	7
ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE	8 A 9
EXPOSE SOMMAIRE	10 A 15
CHIFFRES CLES	10
STRATEGIE DU GROUPE	12
FILIALES ET PARTICIPATIONS	12
L'EXERCICE 2018/2019	13
POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	15
PERSPECTIVES	15
GOVERNANCE	16 A 23
COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITES (15 MAI 2019)	16
EVOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITES AU COURS DE L'EXERCICE	16
REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITES (FY2019)	16
PRESENTATION INDIVIDUELLE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	17
EXPOSE DES MISSIONS ET/OU DE L'ACTIVITE DES COMITES	18
CURRICULUM VITAE DES ADMINISTRATEURS	19
REMUNERATION DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX.....	24 A 41
PRINCIPES DE REMUNERATION DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL ET DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES (VOTE « EX ANTE »)	24
REMUNERATIONS DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL ET DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES DUES OU ATTRIBUEES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019 (VOTE « EX POST »)	30
AUTORISATIONS EN VIGUEUR OU UTILISEES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019	42 A 43
PRESENTATION ET TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS	44 A 65
DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS	66
FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE OU PAR PROCURATION EN ANNEXE	

MESSAGE DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

Chers actionnaires et partenaires,

Ubisoft a réalisé une performance record au cours de l'exercice 2018/19, en ligne avec le plan que le groupe s'était fixé il y a trois ans.

Au cours des trois dernières années, nous avons poursuivi la profonde transformation de la Société. Nous avons lancé des jeux et des expériences d'une très grande qualité à une cadence soutenue. La transformation digitale du Groupe a été bien plus rapide qu'anticipée et nous avons réduit notre dépendance aux nouveaux lancements, avec un profil beaucoup plus récurrent. Nous avons également diversifié notre portefeuille grâce au développement de deux secteurs à fort potentiel, le PC et le mobile, et nous poursuivons notre fort développement en Asie.

Ainsi, notre net bookings a cru de 46% en trois ans. Le résultat opérationnel non-IFRS a atteint 446 million d'euros sur l'exercice (soit +164% sur 3 ans), avec une marge opérationnelle non-IFRS record de 22%, en hausse de 10 points par rapport à l'exercice 2015-2016. Je tiens à remercier toutes les équipes d'Ubisoft pour la performance remarquable qu'elles ont réalisée.*

Aujourd'hui, Ubisoft est idéalement positionnée au sein de l'industrie du jeu vidéo et dispose d'atouts clés qui sont les piliers de sa stratégie long-terme. Nous construisons notre organisation de manière durable tout en gardant notre agilité. Nous nous efforçons de développer une culture d'entreprise forte afin d'attirer les meilleurs talents. Grâce à notre large réseau mondial de studios et notre approche collaborative, nous bénéficions d'une capacité de production inégalée et livrons du contenu de qualité à une cadence soutenue. Nous détenons l'ensemble de nos marques clés, ce qui nous offre une excellente visibilité. Nous avons développé au cours des dernières années une relation privilégiée avec nos communautés. Celles-ci, très engagées et en expansion constante, sont au cœur de la valeur de nos jeux. Enfin, avec Uplay, nous disposons aujourd'hui d'une plateforme de service en ligne et de distribution très performante et en forte croissance, nous permettant d'inscrire cette relation privilégiée dans la durée.

Si le jeu vidéo est dorénavant le segment le plus large de l'industrie du divertissement, il n'en n'est qu'aux prémices de son développement et devrait connaître de nouvelles profondes transformations. Au cours des 10 prochaines années, nous devrions ainsi toucher 5 milliards de joueurs avec la disparition des barrières entre les plateformes et entre les zones géographiques. Le succès grandissant des franchises consoles et PC sur mobile et l'avènement du cloud gaming joueront un rôle important dans ces grandes évolutions. Le cloud gaming bénéficiera, entre autres, de l'attrait de l'offre multi-écrans et de la création de nouvelles expériences remarquables avec l'accès à des capacités technologiques sans précédent. Révélateur de l'ampleur à venir de cette transformation, de plus en plus de plateformes sont en compétition pour obtenir du contenu de qualité et l'accès à des communautés de joueurs engagées. Nos récents partenariats avec Tencent, Epic et Google reflètent à la fois ces dynamiques et la pertinence de notre positionnement.

Dans ce contexte, les opportunités de création de valeur pour Ubisoft sont nombreuses : développement de l'audience et de l'engagement des joueurs avec des jeux plus importants et du contenu post lancement plus puissant — création de nouveaux genres, segments et expériences de jeux — adaptation de nos franchises consoles et PC sur mobile — arrivée de la nouvelle génération de consoles — saisie des opportunités offertes par le streaming et le cloud gaming — développement de notre plateforme Uplay — investissement dans l'intelligence artificielle. Pour tirer pleinement profit de toutes ces opportunités, afin de soutenir la croissance du Groupe et de continuer de faire progresser notre rentabilité sur les prochaines années, nous accélérons nos investissements dans nos équipes et nos studios. Cette approche centrée sur l'investissement organique a fait ses preuves à de nombreuses reprises chez Ubisoft et a permis de créer une valeur très importante au cours des dernières années, pour les talents, les joueurs et les actionnaires de la Société. Nous sommes ainsi confiants dans l'avenir et particulièrement enthousiastes à la vue des opportunités qui s'offrent à nous.

Je tiens à remercier chaleureusement nos actionnaires et nos partenaires pour leur fidélité, leur soutien et la confiance qu'ils nous témoignent.

Yves Guillemot

* Le net bookings correspond au chiffre d'affaires historique (chiffre d'affaires excluant les impacts liés à l'application de la norme IFRS15)



MODALITES DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE

Tout **actionnaire**, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède et leurs modalités de détention (**nominatif** et/ou **au porteur**), peut participer à l'Assemblée soit en y **assistant physiquement**, soit en **votant à distance** (vote par correspondance ou par Internet le cas échéant) ou en y **étant représenté** (**pouvoir sans indication de mandataire** (« Pouvoir au Président de l'Assemblée ») ou **pouvoir à une personne dénommée** (conjoint, partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité, un autre actionnaire ou toute personne physique ou morale)).

JUSTIFICATION DU DROIT DE PARTICIPER A L'ASSEMBLEE

- ⇒ **Actions** détenues **au nominatif** : elles doivent être inscrites **au nom de l'actionnaire** dans les **comptes titres au nominatif** (pur ou administré) auprès de **l'établissement financier** teneur de compte **mandaté par la Société**, au plus tard deux jours ouvrés avant la date de l'Assemblée à 0 heure (heure de Paris), soit le **vendredi 28 juin 2019 à 0 heure** (heure de Paris) (ci-après **J-2**).
- ⇒ **Actions** détenues **au porteur** : elles doivent être inscrites **au nom de l'actionnaire** dans les **comptes titres** de **l'établissement financier** qui en assure la gestion **mandaté par l'actionnaire** (la « **Banque** »). Cette inscription est matérialisée par une **attestation de participation** délivrée par la Banque **à la demande** de **l'actionnaire**, qui devra être **annexée** au **formulaire de vote par correspondance ou par procuration** joint en annexe. Pour être prise en compte, cette **attestation** devra justifier de l'enregistrement comptable au plus tard à **J-2** des actions au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (l'« **Attestation de Participation** »).

Actionnaires au nominatif (compte nominatif pur ou administré)

Un site Internet sécurisé ubisoft2019.voteassemblee.com (le « **Site Internet** »), ouvert jusqu'au **lundi 1^{er} juillet 2019 à 15 heures** (heure de Paris), est mis à disposition des **actionnaires au nominatif** afin de leur permettre de choisir leur mode de participation à l'Assemblée, au moyen des **codes personnels** reçus avec la présente brochure de convocation ou l'e-convocation (les « **Codes** »), selon le choix exprimé le cas échéant par les actionnaires en vertu des dispositions de l'article R. 225-63 du Code de commerce.

Le Site Internet permet **préalablement à l'Assemblée** aux **actionnaires au nominatif** soit de télécharger et imprimer une **carte d'admission**, soit de **transmettre leurs instructions de votes**, soit de **désigner** (révoquer) un **mandataire**, conformément aux dispositions légales.

Une **enveloppe « T »** jointe à la présente brochure de convocation permet aux actionnaires au nominatif convoqués par courrier **qui ne souhaitent pas faire usage du Site Internet** de continuer à choisir leur mode de participation à l'Assemblée par voie postale.

Présence physique à l'Assemblée ⇒ Demande de carte d'admission

Actionnaires au nominatif

En qualité d'**actionnaire au nominatif**, vous pourrez assister à l'Assemblée en vous présentant au bureau d'émargement sur **simple présentation d'une pièce d'identité**.

Vous pouvez également si vous le souhaitez **télécharger** et **imprimer** une **carte d'admission** sur le **Site Internet**.

Pour toute question, vous pouvez contacter :

ag2019.contact@ubisoft.com

Actionnaires au porteur

- ① Cochez la **case A** du formulaire.
- ② **Datez** et **signez** en bas du formulaire.
- ③ Transmettez le **formulaire** dûment complété à votre Banque en lui demandant une **Attestation de Participation**.

⇒ **Soit** votre Banque se chargera d'adresser le **formulaire** ainsi complété et/ou **votre demande de carte d'admission** avec votre **Attestation de Participation** à **UBISOFT ENTERTAINMENT SA**,

⇒ **Soit** vous adressez directement le **formulaire** accompagné de l'**Attestation de Participation** établie par votre Banque à **UBISOFT ENTERTAINMENT SA** :

soit par **mail** : ag2019@ubisoft.com

soit par **fax** : + 33 (2) 99 93 20 68

soit par **courrier** : UBISOFT ENTERTAINMENT SA

Service Titres – 107, avenue Henri Fréville

CS 10704 – 35207 RENNES CEDEX 2

Si vous n'avez pas demandé ou reçu votre carte d'admission, vous pourrez participer à l'Assemblée sur **présentation** de l'**Attestation de Participation** établie par votre Banque **attestant de votre détention à J-2** et d'une **pièce d'identité**.

Vote à distance ou par procuration

Actionnaires au nominatif
(compte nominatif pur ou administré)

Vous pouvez **transmettre électroniquement** vos **instructions** ou **désigner** (révoquer) **un mandataire** via le **Site Internet** en vous connectant avec vos **Codes**.

Actionnaires au porteur
(ou au nominatif ne souhaitant pas faire usage du Site Internet)

Vote par correspondance	Pouvoir au Président de l'Assemblée	Pouvoir à une personne dénommée
<ol style="list-style-type: none"> 1 Cochez la case B du formulaire ainsi que la case « je vote par correspondance » et indiquez le sens de vote. ⇒ Si vous désirez voter « contre » une résolution ou vous « abstenir » (<i>l'abstention étant assimilée à un vote contre</i>), vous noircissez la case correspondant au numéro de la résolution concernée. ⇒ Vous ne noircissez aucune case si vous votez « pour » à chaque résolution. 2 Complétez le cadre concernant les amendements et/ou résolutions nouvelles qui pourraient être proposés en cours d'Assemblée. 3 Dated et signez en bas du formulaire. 	<ol style="list-style-type: none"> 1 Cochez la case B du formulaire ainsi que la case « je donne pouvoir au Président de l'Assemblée ». 2 Dated et signez en bas du formulaire. Le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable aux résolutions agréées par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. 	<ol style="list-style-type: none"> 1 Cochez la case B du formulaire ainsi que la case « je donne pouvoir à ». 2 Précisez l'identité (nom, prénom et adresse) de la personne qui me représentera. 3 Dated et signez en bas du formulaire.
J'ai voté	J'ai voté	J'ai voté

Actionnaires au nominatif

Vous êtes **actionnaire au nominatif** et ne **souhaitez pas faire usage** du **Site Internet** :

Retournez le **formulaire**, dûment complété selon l'une des modalités ci-dessus, au moyen de l'**enveloppe « T »** jointe à la présente brochure de convocation.

Pour toute question, vous pouvez contacter :

ag2019.contact@ubisoft.com

Actionnaires au porteur

Transmettez le **formulaire**, dûment complété selon d'une des modalités ci-dessus, à votre Banque en lui demandant une **Attestation de Participation**.

- ⇒ **Soit** votre Banque se chargera d'adresser le **formulaire** ainsi complété avec votre **Attestation de Participation** à **UBISOFT ENTERTAINMENT SA**,
⇒ **Soit** vous adressez directement le **formulaire** accompagné de l'**Attestation de Participation** établie par votre Banque à **UBISOFT ENTERTAINMENT SA** :

soit par **mail** : ag2019@ubisoft.com

soit par **fax** : + 33 (2) 99 93 20 68

soit par **courrier** : UBISOFT ENTERTAINMENT SA

Service Titres – 107, avenue Henri Fréville

CS 10704 – 35207 RENNES CEDEX 2

Pour être pris en compte, le **formulaire de vote par correspondance** devra être reçu **au plus tard** le **vendredi 28 juin 2019 à minuit** (heure de Paris).

Cession des actions

(après avoir demandé une carte d'admission et/ou une Attestation de Participation, avoir voté à distance ou donné pouvoir au Président de l'Assemblée ou procuration à une autre personne)

Tout **actionnaire** ayant **demandé une carte d'admission** et/ou une **Attestation de Participation**, ou ayant exprimé son **vote à distance**, ou ayant **donné pouvoir au Président de l'Assemblée** ou **à une personne dénommée**, **peut** à tout moment **céder tout ou partie de ses actions** :

- ⇒ **si la cession intervient avant J-2**, la carte d'admission et/ou l'Attestation de Participation, le vote à distance, le pouvoir au Président de l'Assemblée ou à une personne dénommée est, selon le cas, **modifié** ou **invalidé en conséquence** ;
⇒ **si la cession intervient après J-2**, elle **n'a pas à être notifiée** ou **prise en compte par la Société**, nonobstant toute convention contraire.

Tout actionnaire qui a déjà demandé une carte d'admission, voté à distance ou donné pouvoir au Président de l'Assemblée ou à une personne dénommée ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

Les actionnaires au porteur peuvent obtenir le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration sur simple demande auprès de leur Banque ou auprès de la Société. Pour être honorée, la demande devra avoir été reçue au plus tard le mercredi 26 juin 2019, à minuit (heure de Paris). Pour être pris en compte, le formulaire dûment complété devra être accompagné d'une Attestation de Participation et être retourné à la Société.

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, l'actionnaire qui souhaite poser des questions écrites peut, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le mercredi 26 juin 2019, les faire parvenir à la Société :

- par lettre recommandée avec accusé de réception à UBISOFT ENTERTAINMENT SA – Secrétariat du Conseil d'administration – 107, avenue Henri Fréville – CS 10704 – 35207 RENNES CEDEX 2, ou
- à l'adresse électronique suivante : odj2019@ubisoft.com.

Pour être prises en compte, ces questions doivent impérativement, pour les actionnaires au porteur, être accompagnées d'une Attestation de Participation.

Il n'est pas prévu de vote par visioconférence pour cette Assemblée.

Les documents relatifs à la présente Assemblée sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la Société ou à l'adresse commerciale et seront adressés gratuitement à tous les actionnaires qui en feront la demande (cf. page 66). Les documents visés à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce ont été publiés sur le site internet www.ubisoft.com – Groupe – Espace investisseurs – Assemblées Générales – 2019.

COMMENT REMPLIR LE FORMULAIRE JOINT ?

Pour les actionnaires au porteur
ou les actionnaires au nominatif (ne faisant pas usage du Site Internet)
⇒ Choisissez l'option A ou B (Etape 1)

ETAPE 1 - OPTION A

Vous souhaitez assister et voter pendant l'Assemblée

- ⇒ Cochez la case A
⇒ Passez aux étapes 1 et 3

ETAPE 1 - OPTION B

Vous souhaitez voter par correspondance ① ou donner pouvoir au Président de l'Assemblée ② ou à toute autre personne dénommée ③

- ⇒ Cochez la case B
⇒ Choisissez votre mode de participation ① OU ② OU ③
⇒ Passez aux étapes 2 et 3

IMPORTANT : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions figurant au verso / Before making your choice, please see instructions on reverse side
ATTENTION : Lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée (Art. R. 225-85 III du Code de commerce).
CAUTION: A shareholder who has already voted by mail, sent a proxy form or applied for an admission card shall no longer be able to choose any other way to participate in the Meeting (Art. R. 225-85 III of the French Commercial Code).

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM
A. ☐ Je désire assister à cette Assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I wish to attend the Meeting and apply for an admission card: date and sign at the bottom of the form
B. ☐ J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form according to one of the 3 possibilities mentioned below



ASSEMBLEE GENERALE MIXTE D'UBISOFT ENTERTAINMENT SA
convoquée pour le mardi 2 juillet 2019 à 11h30
à la Maison de la RATP – Espace du Centenaire
189, rue de Bercy – 75012 PARIS
COMBINED GENERAL MEETING OF UBISOFT ENTERTAINMENT SA
to be held on Tuesday, July 2nd, 2019 at 11:30 a.m.
at Maison de la RATP – Espace du Centenaire
189, rue de Bercy – 75012 PARIS

CADRE RESERVE / FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant / Account
Nominatif / Registered
Porteur / Bearer
Nombre d'actions / Number of shares
Nombre de voix / Number of voting rights:
VS / single vote
VD / double vote

☐ JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST
Cf. au verso renvoi (2) – See reverse side (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noirissant comme ceci ■
case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens.
I vote FOR all the draft resolutions approved by the Board of Directors EXCEPT those indicated as a shaded box – like this ■, for which I vote AGAINST or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'administration, je vote en noirissant comme ceci ■ la case correspondant à mon choix.
On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice – like this ■

☐ JE DONNE POUVOIR AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE
Dater et signer au bas du formulaire, sans rien remplir
I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING
Date and sign at the bottom without completing it

☐ JE DONNE POUVOIR A (dans les conditions prévues à l'article L. 225-106 du Code de commerce – Cf. renvoi (4) au verso)
I HEREBY APPOINT (in accordance with the provisions of article L. 225-106 of the French Commercial Code – See reverse side (4))

Mlle, M, Mlle, M. Raison sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name
Adresse / Address

ATTENTION : S'il s'agit de titres au porteur, vos instructions de vote ne seront valides que si une attestation de participation établie par l'intermédiaire financier qui gère votre compte titres, constatant l'inscription ou l'enregistrement comptable de vos actions au plus tard le vendredi 28 juin 2019 à zéro heure (heure de Paris), est annexée au formulaire
CAUTION: Concerning bearer shares, your vote or proxy will not be counted unless a certificate of participation drawn up by the financial intermediary that manages your share account, confirming registration or book-entry of your shares at the latest on Friday, June 28th, 2019 at 0:00 (CEST), is appended to the form.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement)
Surname, First Name, Address of the shareholder (if the information is already supplied, please verify and correct if

ETAPE 2

Quel que soit votre choix
⇒ Vérifiez ou complétez de vos nom, prénom et adresse

ETAPE 3

Quel que soit votre choix
⇒ Dater et signer

OPTION B

① Vous souhaitez voter par correspondance

- ⇒ Cochez cette case
⇒ Ne noircissez aucune case si vous votez « pour » à chaque résolution.
Noircissez uniquement les cases pour les résolutions pour lesquelles vous souhaitez voter « contre » ou vous « abstenir ».

N'oubliez pas de compléter ce cadre concernant les amendements et/ou résolutions nouvelles qui pourraient être proposés en cours d'Assemblée.

OPTION B

② Vous souhaitez donner pouvoir au Président de l'Assemblée
⇒ Cochez cette case

OPTION B

③ Vous souhaitez donner pouvoir à une personne dénommée
⇒ Cochez cette case
⇒ Indiquez les coordonnées de cette personne

Si vous êtes actionnaire au nominatif et ne souhaitez pas faire usage du Site Internet ⇒ retournez le formulaire au moyen de l'enveloppe « T » ci-jointe.

Si vous êtes actionnaire au porteur ⇒ demandez à votre Banque d'établir une Attestation de Participation justifiant de la détention de vos actions au plus tard le vendredi 28 juin 2019 à 0 heure (heure de Paris) à votre nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour votre compte.

L'Attestation de Participation devra impérativement être jointe au formulaire à retourner par votre Banque ou vous-même : par mail à ag2019@ubisoft.com, ou fax au +33 (0) 2 99 93 20 68 ou courrier à UBISOFT ENTERTAINMENT SA – Service Titres – 107, avenue Henri Fréville – CS 10704 – 35207 RENNES CEDEX 2.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE

PARTIE ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE

Première résolution	Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2019
Deuxième résolution	Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2019
Troisième résolution	Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2019
Quatrième résolution	Approbation des conventions et engagements réglementés
Cinquième résolution	Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 à M. Yves GUILLEMOT, Président Directeur général
Sixième résolution	Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 à M. Claude GUILLEMOT, Directeur général délégué
Septième résolution	Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 à M. Michel GUILLEMOT, Directeur général délégué
Huitième résolution	Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 à M. Gérard GUILLEMOT, Directeur général délégué
Neuvième résolution	Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 à M. Christian GUILLEMOT, Directeur général délégué
Dixième résolution	Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président Directeur général
Onzième résolution	Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux Directeurs généraux délégués
Douzième résolution	Renouvellement du mandat d'administratrice de Mme Virginie HAAS
Treizième résolution	Renouvellement du mandat d'administratrice de Mme Corinne FERNANDEZ-HANDELSMAN
Quatorzième résolution	Renouvellement du mandat de KPMG SA en qualité de Commissaire aux comptes titulaire
Quinzième résolution	Non-renouvellement et non-remplacement du mandat de KPMG AUDIT IS SAS en qualité de Commissaire aux comptes suppléant
Seizième résolution	Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société

PARTIE EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE

Dix-septième résolution	Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions propres détenues par la Société
Dix-huitième résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres dont la capitalisation serait admise
Dix-neuvième résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou de l'une de ses filiales et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec <u>maintien</u> du droit préférentiel de souscription
Vingtième résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou de l'une de ses filiales et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec <u>suppression</u> du droit préférentiel de souscription <u>par offre au public</u>
Vingt-et-unième résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou de l'une de ses filiales et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec <u>suppression</u> du droit préférentiel de souscription <u>par placement privé</u> visé au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier
Vingt-deuxième résolution	Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de déterminer, dans la limite de 10% du capital social par an, le prix d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission sans droit préférentiel de souscription par offre au public et/ou par offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier
Vingt-troisième résolution	Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires
Vingt-quatrième résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec <u>suppression</u> du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des adhérents à un(des) plan(s) d'épargne entreprise ou groupe

- Vingt-cinquième résolution** Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée aux salariés et/ou mandataires sociaux de certaines filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France, hors plan d'épargne entreprise ou groupe
- Vingt-sixième résolution** Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée à des catégories de bénéficiaires dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié
- Vingt-septième résolution** Autorisation au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société visées aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce au profit des salariés, en ce inclus tout ou partie des membres du Comité Exécutif du Groupe UBISOFT visés au 4.1.2.4 du Document de référence, à l'exclusion des Dirigeants mandataires sociaux de la Société, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription
- Vingt-huitième résolution** Plafond global des augmentations de capital
- Vingt-neuvième résolution** Modification de l'article 8 des statuts afin de permettre la nomination d'un administrateur représentant les salariés actionnaires conformément aux dispositions de l'article L. 225-23 du Code de commerce
- Trentième résolution** Mise en harmonie de l'article 14 – Titre V des statuts de la Société « Commissaires aux comptes »

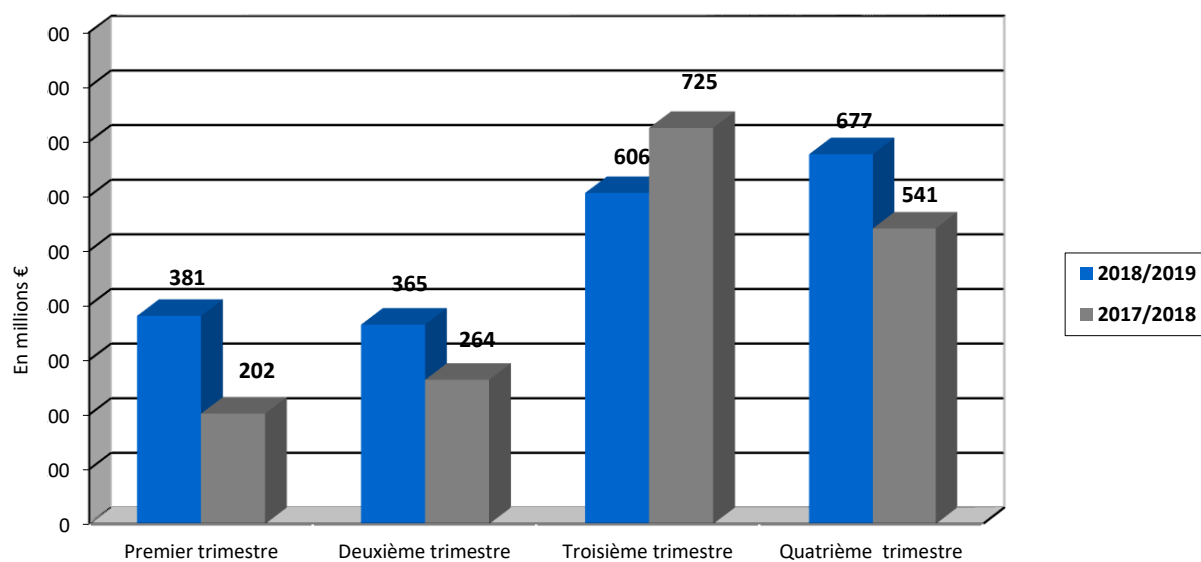
PARTIE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE

- Trente-et-unième résolution** Pouvoirs pour formalités

EXPOSE SOMMAIRE

CHIFFRES CLES

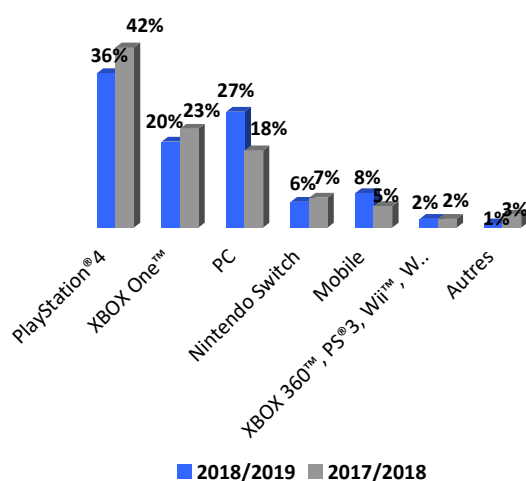
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE TRIMESTRIEL ET ANNUEL



Net bookings (en millions d'euros)	2018/2019	2017/2018	Variation à taux de change courants	Variation à taux de change constants
Premier trimestre	381	202	88,7%	96,0%
Deuxième trimestre	365	264	38,0%	37,7%
Troisième trimestre	606	725	-16,4%	-16,6%
Quatrième trimestre	677	541	25,2%	21,9%
TOTAL EXERCICE	2 029	1 732	17,1%	16,8%

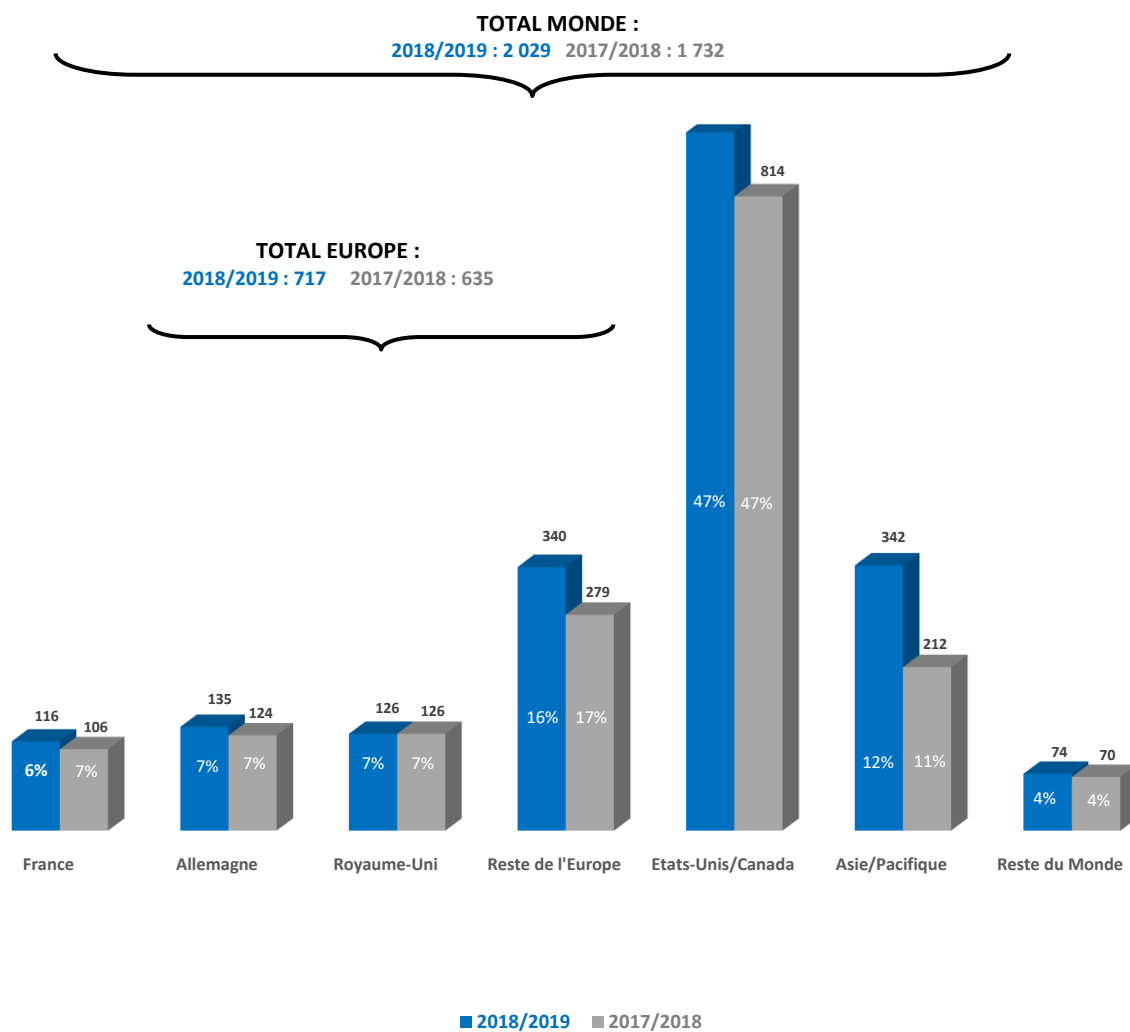
Chiffre d'affaires IFRS 15 (en millions d'euros)	2018/2019
Premier trimestre	400
Deuxième trimestre	367
Troisième trimestre	562
Quatrième trimestre	516
TOTAL EXERCICE	1 845

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TYPE DE SUPPORT



CHIFFRE D'AFFAIRES PAR DESTINATION GEOGRAPHIQUE

Le net bookings réalisé par le Groupe dans les différentes zones géographiques se répartit comme suit (en M€) :



STRATEGIE DU GROUPE

Ubisoft est un des leaders de l'industrie du jeu vidéo. L'activité principale du Groupe s'articule autour de la production, l'édition, la distribution et « l'opération » de jeux vidéo sur consoles, PC, smartphones et tablettes, en versions physiques ou digitales.

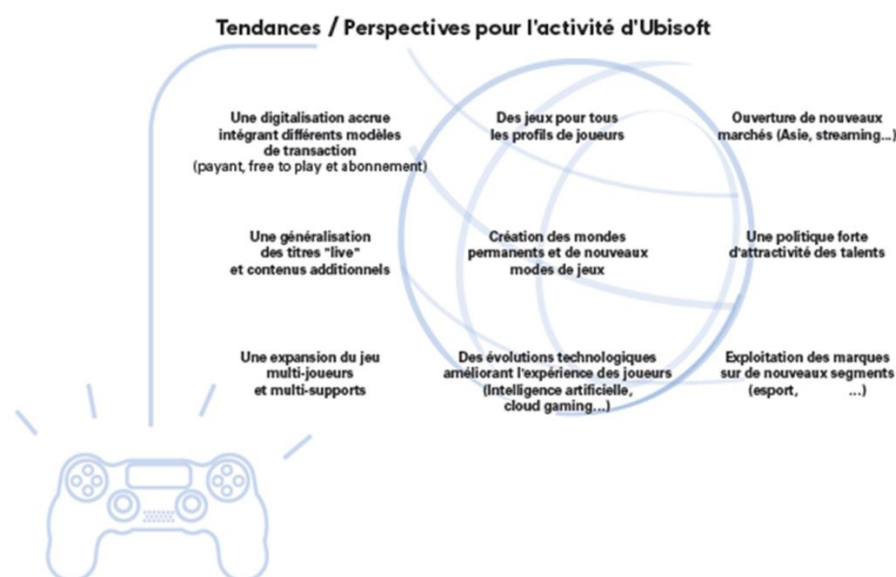
Ubisoft se distingue de ses concurrents par une culture d'entreprise forte et reconnue ainsi que par une organisation de production unique qui permet au Groupe de continuer à créer de nouvelles marques à succès, de détenir l'ensemble de ses plus importantes franchises et de sortir régulièrement des jeux et du nouveau contenu de grande qualité.

Cette stratégie a permis à Ubisoft de croître fortement et de manière organique au fil des années.

Tirant avantage de ces atouts, le Groupe a considérablement transformé et élargi son portefeuille de franchises, dorénavant davantage tournées vers l'engagement des joueurs dans la durée : Assassin's Creed®, The Crew®, Far Cry®, For Honor®, Tom Clancy's Ghost Recon®, Tom Clancy's® Rainbow Six Siege, Tom Clancy's The Division® et Watch Dogs®.

Par ailleurs, avec la forte progression de son activité digitale au cours des dernières années, Ubisoft a poursuivi avec succès la transformation de son modèle économique vers une activité plus rentable et plus récurrente.

Grâce à un portefeuille de franchises l'un des plus riches et des plus diversifiés de l'industrie du jeu vidéo, à la détention totale de ses marques et de ses studios, à la deuxième force de production de l'industrie et à une culture profondément tournée vers le long terme, la prise de risques et la collaboration, le Groupe offre un environnement durable pour enrichir la vie des joueurs, développer pleinement le potentiel de ses talents et créer de la valeur à long terme pour ses actionnaires.



FILIALES ET PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS DE L'EXERCICE

Créations de nouvelles sociétés

- ◆ **Avril 2018** : Ubisoft Winnipeg Inc, studio de production basé au Canada.
- ◆ **Mai 2018** : Création de la société Dev Team LLC, aux Etats-Unis.

Acquisition

- ◆ **Février 2019** : Acquisition du groupe i3D.net
Le 28 Février 2019, Ubisoft Entertainment SA a acquis 100% du groupe hollandais « Performance Group B.V. » et ses 5 filiales détenues à 100%. i3D.net est un leader des solutions d'hébergement pour l'industrie du jeu vidéo. Avec 50 millions de joueurs utilisant quotidiennement ses serveurs, i3D.net fait partie du top 10 mondial des hébergeurs ayant le réseau le plus étendu, offrant une flexibilité exceptionnelle et une portée évolutive à 3 000 clients répartis sur 33 datacenters à travers le monde.

Fusion

- ◆ **Mars 2019** : Fusion de Ubisoft Motion Pictures Sarl avec Script Movie Sarl

ACTIVITE DES FILIALES

Les filiales de production

Elles sont en charge, sous la supervision et dans le cadre défini par la société mère, de la conception et de la réalisation des logiciels, dont notamment l'élaboration des scénarios, de la topographie et des règles du jeu, ainsi que le développement d'outils de conception et moteurs de jeux.

Le Groupe continue son adaptation aux évolutions de l'industrie et le développement de ses compétences vers l'activité online et mobile.

Les filiales de distribution

Elles sont en charge, sous la supervision et dans le cadre défini par la société mère, de la diffusion dans le monde des produits Ubisoft sous forme physique auprès des grandes surfaces ou grossistes indépendants et sous forme digitale via des plateformes dédiées.

Elles s'assurent également de l'application en local de la stratégie et des campagnes marketing liées à la promotion des jeux décidées par la société mère.

PRINCIPALES FILIALES DE DISTRIBUTION

Filiale (en milliers d'euros) Comptes IFRS	31/03/19			31/03/18			31/03/17		
	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Résultat net	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Résultat net	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel	Résultat net
Ubisoft Inc. (États-Unis)	822 405	61 766	34 814	780 977	23 083	19 068	672 834	21 782	13 639
dont CA intragroupe	44 206			44 540			43 124		
Ubisoft EMEA SAS*	793 004	10 693	6 008	582 122	7 259	3 181	433 107	4 731	3 591
dont CA intragroupe	183 936			168 289			149 851		
Ubisoft Ltd (Royaume-Uni)*	86 719	8 324	54 572	81 718	1 608	15 719	77 259	1 917	8 388
Ubisoft Divertissements Inc. (Canada) Distribution uniquement	46 551	3 921	3 155	56 783	1 473	1 078	53 030	1 092	- 786
Ubisoft GmbH (Allemagne)*	92 600	2 094	956	79 382	1 559	1 228	80 385	2 441	- 5 052
Ubisoft France SAS*	56 876	1 359	721	57 949	12 305	3 813	50 740	1 426	- 618

* Hors IFRS15 pour les filiales de la zone EMEA sur l'exercice 2018/2019

LES RELATIONS MERE-FILIALES

L'existence des filiales implique :

- ◆ la facturation à la société mère par les filiales de production des coûts de développement en fonction de l'avancement de leurs projets. Ces coûts sont immobilisés chez la société mère et amortis à partir de la date de lancement commercial du jeu ;
- ◆ la facturation aux filiales de distribution par la société mère d'une licence de distribution.

La société mère centralise également un certain nombre de coûts qu'elle répartit ensuite à ses filiales, notamment en ce qui concerne :

- ◆ les frais généraux ;
- ◆ les frais financiers relatifs à la convention de trésorerie, aux intérêts sur garanties et aux prêts

L'EXERCICE 2018/2019

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Avril 2018 – Far Cry 5 pulvérise les records de vente de la franchise

Ubisoft a annoncé que les ventes de Far Cry 5 sont plus de deux fois supérieures à celles réalisées sur Far Cry 4 lors de la première semaine, faisant du jeu le titre le plus rapidement vendu de toute l'histoire de la franchise. Les ventes digitales représentent à elles seules plus de 50% de l'ensemble des ventes.



Avril 2018 – Ubisoft annonce l'ouverture d'Ubisoft Winnipeg

Ubisoft renforce sa puissance créative au Canada avec l'ouverture d'Ubisoft Winnipeg dans la province du Manitoba. Ce nouveau studio rejoint un réseau global de 13 000 employés opérant dans plus de 30 pays à travers le monde, dont 4 500 sont basés au Canada.

Mai 2018 – Application de la norme comptable IFRS 15

Dans le cadre de la 1^{ère} application de la norme IFRS 15 relative à la reconnaissance du revenu à partir de l'exercice 2018-19, Ubisoft a présenté les principaux impacts de cette norme sur la comptabilisation de son chiffre d'affaires et sur sa communication financière.

Juin 2018 – Adoption de toutes les résolutions par l'Assemblée Générale d'Ubisoft du 27 juin 2018

Les actionnaires ont approuvé toutes les résolutions à l'ordre du jour, exprimant leur plein soutien à la stratégie et au management d'Ubisoft. Les actionnaires ont notamment voté les résolutions permettant la mise en place de programmes d'attributions d'actions gratuites aux salariés, outil essentiel à la politique de recrutement et de fidélisation des talents du Groupe.

Octobre 2018 – Ubisoft nomme Frédéric Duguet au poste de Directeur Financier du Groupe

Ubisoft a annoncé la nomination de Frédéric Duguet au poste de Directeur Financier du Groupe en remplacement d'Alain Martinez qui a pris sa retraite à la fin de l'année 2018. La nomination est effective depuis le 1^{er} janvier 2019.

Novembre 2018 – Ubisoft annonce l'acquisition de la société i3D.net pour renforcer ses infrastructures et offrir une expérience haut de gamme aux joueurs

Avec 50 millions de joueurs utilisant quotidiennement ses serveurs, i3D.net, un des leaders de solutions d'hébergement pour l'industrie du jeu vidéo, fait partie du top 10 mondial des hébergeurs ayant le réseau le plus étendu, offrant une flexibilité exceptionnelle et une portée évolutive à 3 000 clients répartis sur 33 datacenters à travers le monde. Cette acquisition renforce considérablement la capacité d'Ubisoft à délivrer des expériences en ligne de grande qualité à ses communautés.

EVOLUTION DU COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	31/03/19	31/03/18
Chiffre d'affaires	1 845 522	1 731 894
Services différés/autres divergences * entre les 2 normes	183 128	na
Net bookings	2 028 650	1 731 894
Marge brute	1 699 678	1 435 074
Frais de recherche et développement non-IFRS	- 700 370	- 661 090
Frais Commerciaux et Frais Généraux non-IFRS	- 553 279	- 473 867
Résultat opérationnel courant non-IFRS	446 030	300 117
Résultat financier non-IFRS	-2 430	- 5 687
Quote-part de résultat des entreprises associées	294	- 224
Impôt société non-IFRS	-110 352	- 73 640
RESULTAT NET NON-IFRS	333 543	220 566
Capitaux propres	920 018	889 330
Investissements liés à production interne et externe des jeux et films	801 325	720 173
Effectif	15 985	13 742

* Concerne des contrats de licence et de distribution

La marge brute progresse en pourcentage du Net bookings à 83,8 % et en valeur absolue à 1 699,7 M€, par rapport à la marge brute de 82,9 % (1 435,1 M€) sur 2017/2018.

Le résultat opérationnel non-IFRS s'élève à 446,0 M€, en hausse de 49 % par rapport aux 300,1 M€ réalisés sur l'exercice 2017/2018.

L'écart de résultat opérationnel se décline ainsi :

- ♦ hausse de 264,6 M€ de la marge brute ;
- ♦ hausse de 39,4 M€ des frais de R&D qui s'établissent à 700,4 M€ (38,0 % du chiffre d'affaires) contre 661,1 M€ sur 2017/2018 (38,2 %) ;



- ♦ progression de 79,4 M€ des frais commerciaux et frais généraux à 553,3 M€ (27,3 % du chiffre d'affaires), par rapport à 473,9 M€ (27,4 %) sur l'exercice précédent :
 - les dépenses variables de marketing s'élèvent à 296,0 M€ (14,6 % du chiffre d'affaires) en hausse par rapport à 233,2 M€ (13,5 %) sur 2017/2018,
 - les coûts de structure s'élèvent à 257,3 M€ (12,7 % du chiffre d'affaires) par rapport à 240,7 M€ (13,9 %) sur 2017/2018.

Le résultat net non-IFRS s'élève à 333,5 M€, soit un résultat net par action (dilué) non-IFRS de 2,80 €, contre un résultat net non-IFRS de 220,6 M€ sur 2017/2018 ou 1,80 € par action.

EVOLUTION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (BFR) ET DE L'ENDETTEMENT

Sur la base du tableau des flux de trésorerie non-IFRS, le besoin en fonds de roulement diminue de 84,7 M€ contre une hausse de 45 M€ lors de l'exercice précédent.

La génération de trésorerie provenant des activités opérationnelles s'élève à 384,7 M€ (contre une génération de 169,9 M€ en 2017/2018). Ceci reflète une capacité d'autofinancement de 300 M€ (contre 214,9 M€ pour 2017/2018) et une baisse du BFR de 84,7 M€.

La situation financière nette au 31 mars 2019 s'établit à - 293,8 M€ contre - 548,1 M€ au 31 mars 2018. Cette évolution résulte des éléments suivants :

- ♦ génération de trésorerie : 384,7 M€ ;
- ♦ décaissements et encaissements liés aux autres immobilisations incorporelles et corporelles : - 74,4 M€ ;
- ♦ décaissements et encaissements liés aux immobilisations financières : 98,2 M€ ;
- ♦ acquisitions : - 86,2 M€ ;
- ♦ levées de stock-options et actionnariat salarié : 131,9 M€ ;
- ♦ rachats/ventes d'actions propres : - 201,9 M€ ;
- ♦ Variation de la valeur optionnelle de l'obligation convertible : - 8,6 M€
- ♦ Effet des variations de change : 10,8 M€

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Ubisoft internalise la très grande majorité de sa production afin de maîtriser l'expertise nécessaire au développement des jeux et de partager ces savoir-faire entre ses différents studios. Cette approche est particulièrement critique lors du développement de jeux en monde ouvert qui requiert des équipes importantes et donc une collaboration forte entre les différents studios, ainsi que dans le contexte des titres « Live » ou du développement de contenu additionnel dans les jeux.

Ubisoft a poursuivi sa politique d'investissement pour s'imposer sur les nouvelles plateformes, développer l'activité online et plus généralement accroître ses parts de marché et améliorer sa performance financière. Les coûts de production des studios, financés par la société mère, sont en hausse sur l'exercice 2017/2018.

	2018/2019	2017/2018	2016/2017
Investissements liés à la production interne	759 M€	671 M€	568 M€
Investissement rapporté à l'effectif moyen de production	59 742 €	61 217 €	59 578 €

PERSPECTIVES

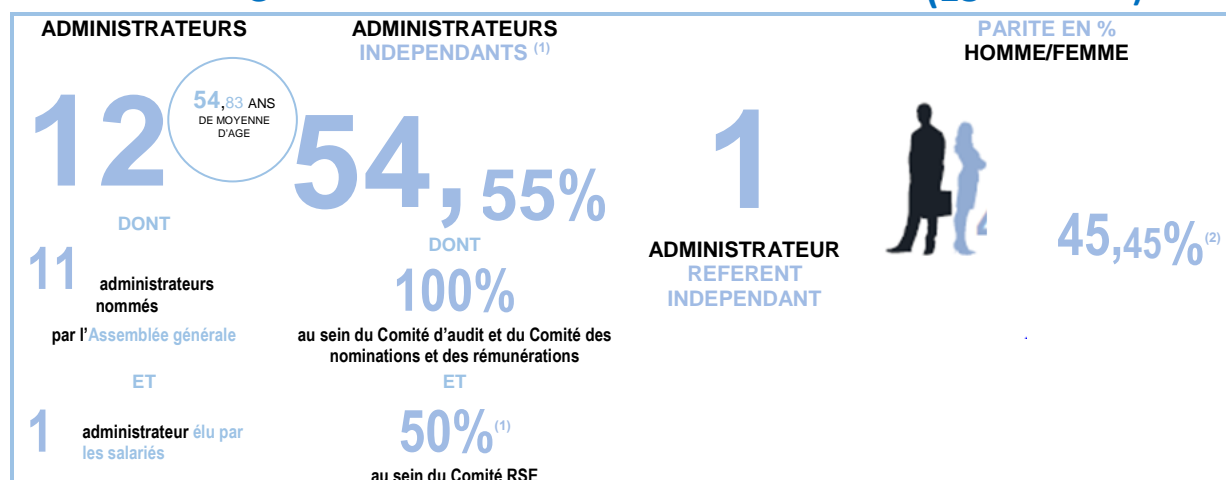
Le Groupe a communiqué mi-mai ses premiers objectifs pour l'exercice 2019-20 : net bookings d'environ 2 185 M€ et résultat opérationnel non-IFRS d'environ 480 M€.

Le net bookings sera porté par :

- ♦ La forte progression des nouveaux lancements avec 4 titres AAA dont Ghost Recon® Breakpoint. Les 3 autres titres seront révélés ultérieurement et sortiront sur le quatrième trimestre fiscal ;
- ♦ La solide croissance en valeur absolue de l'investissement récurrent des joueurs, attendu en progression en pourcentage du net bookings par rapport à 2018-19 ;
- ♦ Le segment digital attendu à plus de 70,0% du net bookings et le PRI aux alentours de 30% du net bookings ;
- ♦ Le back catalogue, autour de 50,0% du net bookings.

GOUVERNANCE

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITES (15 mai 2019)



(1) L'administrateur représentant les salariés n'est pas pris en compte pour le calcul du taux d'indépendance au sein du Conseil d'administration et de ses comités, conformément au Code AFEP/MEDEF.

(2) L'administrateur représentant les salariés n'est pas pris en compte pour le calcul de ce pourcentage, conformément à l'article L. 225-27-1, II du Code de commerce.

EVOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITES AU COURS DE L'EXERCICE

	Nomination	Mandat arrivé à expiration	Renouvellement
Conseil d'administration	N/A	N/A	N/A
Comité d'audit	18/05/18 Florence Naviner, Présidente ⁽¹⁾ (indépendante)	17/05/18 Didier Crespel, Président ⁽²⁾ (indépendant)	N/A
Comité des nominations et des rémunérations	01/04/18 Virginie Haas, membre (indépendante)	31/03/18 Didier Crespel, membre (indépendant)	N/A
Comité RSE ⁽³⁾	12/09/18 Gérard Guillemot, Président Corinne Fernandez-Handelsman, membre (indépendante) Lionel Bouchet, membre	N/A	N/A

(1) Florence Naviner, membre du Comité d'audit depuis le 1^{er} janvier 2018, a pris la présidence dudit comité le 18 mai 2018

(2) Didier Crespel, Président du Comité d'audit jusqu'au 17 mai 2018, est resté membre à part entière du Comité d'audit

(3) Mise en place du Comité RSE le 12 septembre 2018

REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITES (FY 2019)

	Conseil d'administration	Comité d'audit	Comité des Nominations et des rémunérations	Comité RSE ⁽⁶⁾
	12 séances ⁽¹⁾	5 réunions	6 réunions	2 réunions
Yves Guillemot	100% (12/12)	N/A	N/A	N/A
Claude Guillemot	100% (12/12)	N/A	N/A	N/A
Michel Guillemot	100% (12/12)	N/A	N/A	N/A
Gérard Guillemot	67% (8/12) ⁽²⁾	N/A	N/A	100% (2/2) ⁽⁶⁾
Christian Guillemot	75% (9/12)	N/A	N/A	N/A
Didier Crespel	92% (11/12)	100% (5/5) ⁽⁴⁾	N/A	N/A
Laurence Hubert-Moy	100% (12/12)	100% (5/5)	100% (6/6) ⁽⁵⁾	N/A
Florence Naviner	75% (9/12) ⁽³⁾	100% (5/5) ⁽⁴⁾	N/A	N/A
Frédérique Dame	100% (12/12)	N/A	N/A	N/A
Corinne Fernandez-Handelsman	100% (12/12)	N/A	N/A	100% (2/2) ⁽⁶⁾
Virginie Haas	92% (11/12)	N/A	100% (6/6)	N/A
Lionel Bouchet	100% (12/12)	N/A	N/A	100% (2/2) ⁽⁶⁾
TOTAL	91,67%	100%	100%	100%

(1) Les 12 séances du Conseil d'administration se sont tenues à 9 dates différentes dont 2 séances par jour pour 3 dates

(2) Dont absence 2 jours avec 2 séances tenues par jour

(3) Dont absence 1 jour avec 2 séances tenues

(4) Présidence du Comité d'audit assumée par Didier Crespel jusqu'au 17 mai 2018 et par Florence Naviner depuis le 18 mai 2018

(5) Présidente du Comité des nominations et des rémunérations

(6) Le Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale (« RSE ») a été instauré le 12 septembre 2018 – Gérard Guillemot en assumant la présidence

PRESENTATION INDIVIDUELLE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (15/05/2019)

	Informations personnelles			Position au sein du Conseil			Participation	Expérience et expertise	
	Age Sexe	Nationalité	Nombre d'actions	Début du 1 ^{er} mandat	Fin du mandat en cours	Années au CA	CA et comité(s) (FY2019)	Sociétés cotées ⁽¹⁾	Expertise
DIRECTION GÉNÉRALE									
Yves Guillemot, P-Dg	58 M	Française	933 567	28/02/88	2020	31	CA : 100 %	2	<ul style="list-style-type: none"> Industrie du jeu vidéo Stratégie internationale et innovation Finance Gouvernance et management
Claude Guillemot, Dgd	62 M	Française	732 869	28/02/88	2021	31	CA : 100 %	1	<ul style="list-style-type: none"> Technologies hardware Développement international
Michel Guillemot, Dgd	60 M	Française	388 715	28/02/88	2021	31	CA : 100 %	1	<ul style="list-style-type: none"> Informatique Industrie du jeu vidéo Industrie du mobile Finance
Gérard Guillemot, Dgd	57 M	Franco-américaine	455 659	28/02/88	2020	31	CA : 67 % Co. RSE ⁽²⁾ ⁽³⁾ : 100%	1	<ul style="list-style-type: none"> Edition Création de contenus Recrutement et gestion des talents Responsabilité sociétale et environnementale
Christian Guillemot, Dgd	53 M	Française	107 125	28/02/88	2021	31	CA : 75 %	1	<ul style="list-style-type: none"> Administration Finance et opérations boursières
ADMINISTRATEURS/RICES QUALIFIÉ(E)S D'INDÉPENDANT(E)S									
Didier Crespel	57 M	Française	320	20/11/13	2021	6	CA : 92 % CdA : 100 %	-	<ul style="list-style-type: none"> Finance Expérience internationale Stratégie / Entrepreneuriat Fusions / Acquisitions
Laurence Hubert-Moy	57 F	Française	414	27/06/13	2021	6	CA : 100 % CdA : 100 % CN&R ⁽³⁾ : 100 %	-	<ul style="list-style-type: none"> Technologie et digital Modélisation des risques environnementaux Gouvernance et planification stratégique
Florence Naviner	56 F	Française	315	29/09/16	2020	3	CA : 75 % CdA ⁽³⁾ : 100 %	-	<ul style="list-style-type: none"> Expérience internationale Techniques comptables et financières Acquisitions, processus d'intégration Processus de développement et planification stratégique
Frédérique Dame	43 F	Franco-américaine	610	29/09/16	2020	3	CA : 100 %	-	<ul style="list-style-type: none"> Technologies digitales Développement start-ups Amélioration productivité International
Corinne Fernandez-Handelsman	57 F	Française	150	22/09/17	2019	2	CA : 100 % Co. RSE ⁽²⁾ : 100%	1	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation, recrutement et accompagnement des talents Management d'un réseau international de chasseurs de têtes
Virginie Haas	53 F	Française	50	22/09/17	2019	2	CA : 92 % CN&R : 100%	-	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelles technologies et services informatiques Marché international du Cloud computing Développement de start-ups
ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT LES SALARIÉS									
Lionel Bouchet	45 M	Française	148	07/03/18	2022	1	CA : 100 % Co. RSE ⁽²⁾ : 100%	-	<ul style="list-style-type: none"> Production de jeux vidéo Pipeline technique de développement d'un jeu vidéo Informatique en général

⁽¹⁾ Hors Groupe Ubisoft⁽²⁾ Mise en place du Comité RSE le 12 septembre 2018⁽³⁾ Président(e) des comités.Comité d'audit : Florence Naviner, membre depuis le 1^{er} janvier 2018, a remplacé Didier Crespel à la présidence dudit comité le 18 mai 2018 – Didier Crespel étant resté membre à part entière de ce comité.

CA : Conseil d'administration / CdA : Comité d'audit / CN&R : Comité des nominations et des rémunérations / Co. RSE : Comité RSE



EXPOSE DES MISSIONS ET/OU DE L'ACTIVITE DES COMITES

Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations	Comité RSE
<p>Ses missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information comptable et financière, du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les Commissaires aux comptes ; ♦ examiner la pertinence du choix du référentiel comptable, de la permanence des méthodes comptables appliquées, des positions comptables prises et des estimations faites pour traiter les opérations significatives et du périmètre de consolidation ; ♦ examiner, avant qu'ils ne soient rendus publics, certains documents d'information comptable et financière émis par la Société ; ♦ procéder à la revue et au suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne de gestion des risques et de la sécurité des systèmes d'information ; ♦ examiner les risques, les contentieux et les engagements hors-bilan significatifs ; ♦ formuler des propositions au Conseil d'administration pour la nomination des Commissaires aux comptes et la validation des montants des honoraires sollicités ; ♦ approuver la fourniture par les Commissaires aux comptes ou leur réseau, des services autres que la certification des comptes mentionnés à l'article L. 822-11-2 du Code de commerce, conformément à la Charte du Comité d'audit ; et ♦ évaluer la qualité des travaux des Commissaires aux comptes et le contrôle de leur indépendance. 	<p>Ses missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ formuler toutes recommandations, quant au plan de succession des Dirigeants mandataires sociaux, au renouvellement des administrateurs et à la sélection de nouveaux administrateurs ; ♦ se tenir informé du plan de succession relatif aux membres du Comité exécutif du Groupe ; ♦ faire des propositions sur la création et la composition des comités du Conseil d'administration ; ♦ évaluer périodiquement la structure, la taille et la composition du Conseil d'administration et soumettre des recommandations concernant toute modification éventuelle ; ♦ revoir périodiquement les critères retenus par le Conseil d'administration pour qualifier un administrateur indépendant ; ♦ mettre en œuvre de façon régulière l'évaluation du Conseil d'administration et de ses comités ; ♦ s'assurer que les Dirigeants mandataires sociaux exécutifs mettent en œuvre une politique de non-discrimination et de diversité, notamment en matière de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes. ♦ étudier et faire des propositions concernant la rémunération des Dirigeants mandataires sociaux (part fixe et/ou variable, avantages en nature, options de souscription ou d'achat d'actions), proposer s'il y a lieu les critères quantifiables et/ou quantitatifs ainsi qu'en évaluer l'atteinte ; ♦ proposer l'enveloppe globale des jetons de présence à soumettre au vote des actionnaires et la répartition des montants individuels des versements dans le respect de cette enveloppe ; ♦ donner un avis sur la politique générale d'attribution des options de souscription et/ou d'achat d'actions et faire toute proposition au Conseil d'administration en matière d'attribution, définir à l'avance la périodicité des attributions ; ♦ s'informer et formuler des recommandations afin de s'assurer de la cohérence des rémunérations fixes et variables des équipes dirigeantes – en ce inclus le Comité exécutif – avec la stratégie de l'entreprise, et de la mise en place de conditions de performance ; et ♦ s'informer et examiner la politique générale de rémunération du Groupe et formuler tout commentaire y afférent. 	<p>Ses missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ examiner la stratégie et le plan d'actions en matière de responsabilité sociale, environnementale et sociétale du Groupe et proposer, s'il le juge opportun, des recommandations ; ♦ examiner les rapports relatifs à la RSE soumis au Conseil en application des lois et règlements en vigueur ; ♦ examiner les engagements et les politiques du Groupe en matière de RSE, ainsi que le plan d'actions des projets liés à ces politiques et/ou le suivi des déploiements des actions du Groupe ; ♦ apprécier l'intégration des engagements du Groupe en matière de RSE au regard des enjeux propres à son activité et à ses objectifs ; ♦ apprécier les risques et identifier de nouvelles opportunités au regard des enjeux prioritaires du Groupe en matière de RSE ; ♦ prendre en compte l'impact RSE en termes d'investissement, de performances économiques et d'image ; ♦ passer en revue les systèmes de reporting, d'évaluation et de procédure de contrôle interne afin de permettre la production d'une information extra-financière stable ; ♦ vérifier le rapport RSE annuel et, de manière générale, toute information requise par la législation en vigueur en matière de RSE ; ♦ procéder à un examen annuel d'une synthèse des notations extra-financières de la Société et ses filiales par les agences de notation extra-financière ; et ♦ se tenir informé des plaintes reçues dans le cadre du dispositif d'alerte des salariés qui ont pour objet des questions RSE et examiner celles qui sont relatives à sa mission.

CURRICULUM VITAE DES ADMINISTRATEURS

ADMINISTRATRICES DONT LE RENOUVELLEMENT EST PROPOSE A L'ASSEMBLEE

**Virginie HAAS**

Administratrice indépendante

Membre du Comité de nominations et des rémunérations

Virginie Haas apporte à Ubisoft une expérience de près de 30 ans dans le domaine des nouvelles technologies et services informatiques. Virginie Haas a réalisé l'essentiel de sa carrière chez IBM, où elle a occupé divers postes de direction. Elle intègre en 2006 le Comité de direction d'IBM France en tant que Directrice des opérations, avant de prendre la Direction des ventes de services d'infrastructure d'IBM France. En 2010, elle entame une carrière internationale et devient Vice-Présidente des Ventes de Services Cloud Computing pour IBM au niveau mondial, contribuant à faire de la Compagnie l'un des leaders sur ce marché.

En 2016, Virginie Haas change de cap et rejoint Shift Technology en qualité de Chief Revenue Officer. Start-up fondée en 2014, Shift Technology développe une solution SaaS de détection de la fraude aux assurances s'appuyant sur les technologies d'intelligence artificielle et de Big Data. Chez Shift Technology, Virginie Haas est en charge de développer et accompagner la croissance rapide de l'entreprise et son expansion internationale. Forte d'une expérience significative dans les problématiques de transformation et de gestion de l'hyper-croissance, Virginie Haas apportera à Ubisoft sa connaissance du marché mondial du cloud computing, et plus largement des nouvelles technologies, vecteurs de transformation digitale. Virginie Haas est diplômée de l'ESCEM.

Virginie Haas siège au Comité des Nominations et des Rémunérations depuis le 1^{er} avril 2018.

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Nouvelles technologies et services informatiques
- Marché international du Cloud computing
- Développement de start-ups

53 ans**Nationalité française****1^{re} nomination (administratrice)****22/09/17****Date de fin de mandat****AG 2019****Nombre d'actions au 31/03/19****50****Nombre de mandats (sociétés cotées) : 1****Ubisoft Entertainment SA****AUTRES MANDATS ET FONCTIONS****EN COURS AU SEIN DU GROUPE UBISOFT AU 31/03/19****France : N/A****Étranger : N/A****EN COURS EN DEHORS DU GROUPE UBISOFT AU 31/03/19****France : Chief Revenue Officer de Shift Technology****Étranger : N/A****EXPIRES AU SEIN ET EN DEHORS DU GROUPE UBISOFT (5 DERNIERS EXERCICES)****France : N/A****Étranger : N/A****EXPIRES EN DEHORS DU GROUPE UBISOFT (5 DERNIERS EXERCICES)****France : N/A****Étranger : N/A****Corinne FERNANDEZ-HANDELSMAN**

Administratrice indépendante

Membre du Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale (« RSE »)

Corinne Fernandez-Handelsman est actuellement Industrial & Technology Practice Leader, Associée au sein du cabinet Progress, spécialisé dans le recrutement de cadres dirigeants. Progress est membre du réseau international IIC Partners, qui fédère des cabinets indépendants comptant parmi les leaders de leur marché. Corinne Fernandez-Handelsman a dirigé la Practice « Technologie, Media digitaux et Télécommunications » au sein de ce réseau.

Elle apporte à Ubisoft 30 ans d'expérience, dont plus de quinze années d'expertise dans le domaine du recrutement, ainsi qu'une connaissance précieuse sur les sujets de sourcing, attraction et rétention des talents dans le domaine digital et de la technologie. Corinne Fernandez-Handelsman a débuté sa carrière à la SNCF avant d'intégrer, en 1986, le cabinet de conseil en stratégie Boston Consulting Group en tant que consultante. En 1988, elle rejoint GSI, société de services numériques rachetée par ATOS en 1997, où elle sera successivement consultante, Directrice Marketing & Communication, Responsable de business units, et Global Account Manager. Elle rejoindra Progress en 1999. Depuis 2016, Corinne Fernandez-Handelsman est également administratrice de Coheris, un éditeur de référence de solutions CRM & Business Analytics, coté à Euronext. Corinne Fernandez-Handelsman est diplômée de HEC Paris.

Corinne Fernandez-Handelsman siège au Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale instauré le 12 septembre 2018.

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Évaluation, recrutement et accompagnement des talents
- Management d'un réseau international de chasseurs de têtes

57 ans**Nationalité française****1^{re} nomination (administratrice)****22/09/17****Date de fin de mandat****AG 2019****Nombre d'actions au 31/03/19****150****Nombre de mandats (sociétés cotées) : 2****Ubisoft Entertainment SA / Coheris SA****AUTRES MANDATS ET FONCTIONS****EN COURS AU SEIN DU GROUPE UBISOFT AU 31/03/19****France : N/A****Étranger : N/A****EN COURS EN DEHORS DU GROUPE UBISOFT AU 31/03/19****France : Administratrice de Coheris SA (Société cotée)****Étranger : N/A****EXPIRES AU SEIN DU GROUPE UBISOFT (5 DERNIERS EXERCICES)****France : N/A****Étranger : N/A****EXPIRES EN DEHORS DU GROUPE UBISOFT (5 DERNIERS EXERCICES)****France : N/A****Étranger : Administratrice de IIC Partners**

AUTRES ADMINISTRATEURS

**Yves GUILLEMOT**

Président-Directeur général/administrateur

58 ans

Nationalité française

1^{re} nomination (administrateur)

28/02/88

Date de fin de mandat

AG 2020

Nombre d'actions au 31/03/19

933 567

Nombre de mandats

(administrateurs/membres du
Conseil de surveillance sociétés
cotées) : 3

Ubisoft Entertainment SA

Rémy Cointreau SA

Lagardère SCA

Tout juste diplômé d'école de commerce, Yves Guillemot se lance avec ses quatre frères dans l'aventure de l'industrie naissante du jeu vidéo et fonde Ubisoft en 1986. Yves comprend très tôt que le succès futur d'Ubisoft reposera sur sa capacité à créer en interne du contenu original et le développement de ses propres marques. Il fonde la stratégie d'Ubisoft sur l'utilisation des percées technologiques pour innover, créer de nouvelles marques et gagner de nouvelles parts de marchés, stratégie qui rencontre un immense succès au fil des années.

Misant sur la croissance organique et la productivité interne, il développe une organisation aujourd'hui reconnue pour son approche collaborative sans égale et sa compétitivité, avec deux tiers de la production basés dans des pays à coûts compétitifs.

Yves Guillemot a constamment fait évoluer Ubisoft en mettant l'engagement des joueurs au cœur du développement de la Société. Ubisoft est un des pionniers et un leader dans les jeux en monde ouvert, devenu l'un des segments les plus populaires de l'industrie. Ubisoft développe également des jeux multi-joueurs à succès qui, combinés à une animation Live de très grande qualité, engagent leurs fans sur le long terme.

Sous la direction d'Yves, Ubisoft a classé trois de ses franchises parmi les quatre meilleurs lancements de nouvelles marques de l'histoire du jeu vidéo – avec Tom Clancy's The Division sur la première marche – un exploit remarquable. Cette capacité unique à développer des franchises blockbusters a permis une création de valeur massive pour les actionnaires d'Ubisoft.

Propriétaire de ses marques, Ubisoft est aujourd'hui idéalement positionné pour élargir l'audience de ses franchises au travers du cinéma, des séries télévisées, des parcs à thème et autres produits dérivés. Sous l'impulsion d'Yves, la Société poursuit une approche innovante en gardant le contrôle créatif de ces projets majeurs – une première dans l'industrie – pour garantir la cohérence avec l'ADN des franchises.

En 30 ans, Yves Guillemot a transformé Ubisoft en un des leaders mondiaux du divertissement. Il a accompagné l'évolution de l'industrie et a une profonde compréhension des enjeux et des risques d'un secteur en perpétuelle évolution et marqué par de nombreuses ruptures créatives et technologiques. Sa grande expérience professionnelle est très appréciée par des groupes internationaux tels Lagardère et Rémy Cointreau où il siège respectivement au Conseil de surveillance et au Conseil d'administration. Yves Guillemot est également administrateur du Cercle des dirigeants d'Entreprises Franco-Québécois. Il a été nommé Entrepreneur de l'année en 2009 et 2018 par Ernst & Young et fait partie des chefs d'entreprises les plus appréciés en France (# 6 au classement Glassdoor 2017).

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Industrie du jeu vidéo
- Stratégie internationale et innovation
- Finance
- Gouvernance et management

**Claude GUILLEMOT**

Directeur général délégué en charge des opérations/administrateur

62 ans

Nationalité française

1^{re} nomination (administrateur)

28/02/88

Date de fin de mandat

AG 2021

Nombre d'actions au 31/03/19

732 869

Nombre de mandats

(administrateurs/membres du
Conseil de surveillance sociétés
cotées) : 2

Ubisoft Entertainment SA

Guillemot Corporation SA

Claude Guillemot est Président-Directeur général de Guillemot Corporation, société spécialisée dans les équipements et les accessoires pour PC, mobiles et consoles. Il a, depuis 1997, dirigé l'expansion de la Société qui compte aujourd'hui des centres R&D et logistiques en Europe, au Canada et en Chine, et qui commercialise ses produits dans plus de cent pays.

Claude Guillemot a cofondé Ubisoft en 1986. Il siège au Conseil d'administration au titre de Directeur général délégué en charge des opérations. Il apporte au Conseil d'administration d'Ubisoft trente années d'expérience dans l'industrie du jeu vidéo. Son esprit entrepreneurial et sa connaissance approfondie des technologies au service des joueurs mises en œuvre dans les PC, consoles et accessoires de jeux, ont permis de positionner Ubisoft très tôt lors de chaque nouveau cycle de console, un pilier essentiel de la stratégie à long terme d'Ubisoft.

Claude Guillemot est titulaire d'une Maîtrise ès Sciences Economiques de l'Université de Rennes 1 et d'un certificat d'informatique industrielle de l'ICAM de Lille.

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Technologies hardware
- Développement international



60 ans
Nationalité française
 1^{re} nomination (administrateur)
 28/02/88
 Date de fin de mandat
 AG 2021
 Nombre d'actions au 31/03/19
 388 715
 Nombre de mandats
 (administrateurs/membres du
 Conseil de surveillance
 sociétés cotées) : 2
 Ubisoft Entertainment SA
 Guillemot Corporation SA

Michel GUILLEMOT

Directeur général délégué en charge du développement, de la stratégie et de la finance/administrateur

Passionné très jeune par la programmation, Michel Guillemot a rejoint l'entreprise familiale après ses études et l'a réorientée avec ses frères vers l'industrie du jeu vidéo. Guillemot International Software, le distributeur et importateur de jeux vidéo qu'ils ont créé en 1984, est devenu le leader français l'année suivante.

Michel Guillemot a ensuite participé avec son frère Gérard Guillemot à la mise en place des premiers studios d'Ubisoft et à leur première production : Rayman. Michel Guillemot a également cofondé Gameloft et en a été Président-Directeur général de 2001 à 2016. Sous sa direction, Gameloft un pionnier du développement de jeux sur mobiles a connu une forte croissance, et est devenu un leader mondial de cette industrie.

Michel Guillemot a cofondé Ubisoft en 1986. Il est membre du Conseil d'administration et Directeur général délégué du développement stratégique et financier. Il apporte au Conseil d'administration d'Ubisoft trente années d'expérience dans l'industrie du jeu vidéo. Son esprit entrepreneurial et sa connaissance approfondie de l'industrie du mobile en font une référence au Conseil d'administration sur tout sujet lié à l'avenir de la Société, et notamment sur l'acquisition et la rétention d'une audience grand public.

Il développe aujourd'hui un groupe de nouvelles sociétés centré sur l'Intelligence Artificielle.

Michel Guillemot est diplômé de l'école de commerce EDHEC et est titulaire du DECS.

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Informatique
- Industrie du jeu vidéo
- Industrie du mobile
- Finance



57 ans
Nationalité franco-américaine
 1^{re} nomination (administrateur)
 28/02/88
 Date de fin de mandat
 AG 2020
 Nombre d'actions au 31/03/19
 455 659
 Nombre de mandats
 (administrateurs/membres du
 Conseil de surveillance
 sociétés cotées) : 2
 Ubisoft Entertainment SA
 Guillemot Corporation SA

Gérard GUILLEMOT

Directeur général délégué en charge de l'édition/administrateur

C.E.O. de l'activité cinéma d'Ubisoft

Président du Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale (« RSE »)

Gérard Guillemot est Président-Directeur général de Longtail Studios, une société qu'il a créée en 2003 et qui développe des jeux sur console pour une audience familiale. En 2000, il fonde Gameloft dont la mission était alors orientée vers le marché émergent des jeux en ligne sur PC. Lors de la création d'Ubisoft, Gérard a pris la direction du contenu éditorial et du management des équipes de développement. Il a activement encouragé Ubisoft à développer ses propres franchises, un pilier de la stratégie de la Société et un élément différenciant qui procure aux actionnaires de la sécurité et de la visibilité sur le long terme. Gérard a été également responsable de l'expansion d'Ubisoft en Amérique du Nord, un des marchés les plus importants du jeu vidéo.

Gérard a cofondé Ubisoft en 1986. Il gère la division cinéma d'Ubisoft (Motion Pictures). Il est également membre du Conseil d'administration et Directeur général délégué en charge de l'édition d'Ubisoft Entertainment SA. Il apporte au Conseil d'administration d'Ubisoft trente années d'expérience dans l'industrie du jeu vidéo. Son ancrage aux États-Unis offre au Conseil d'administration un éclairage sur les nouvelles opportunités telles que les communautés en ligne et les médias sociaux.

Gérard Guillemot préside le Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale (« RSE ») instauré le 12 septembre 2018.

Gérard est diplômé de l'école de commerce EDHEC. Il vit aux États-Unis depuis plus de 15 ans.

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Édition
- Création de contenus
- Recrutement et gestion des talents
- Responsabilité sociétale et environnementale



53 ans
Nationalité française
 1^{re} nomination (administrateur)
 28/02/88
 Date de fin de mandat
 AG 2021
 Nombre d'actions au 31/03/19
 107 125
 Nombre de mandats
 (administrateurs/membres du
 Conseil de surveillance
 sociétés cotées) : 2
 Ubisoft Entertainment SA
 Guillemot Corporation SA

Christian GUILLEMOT

Directeur général délégué en charge de l'administration/administrateur

Christian Guillemot est Président-Directeur général d'AMA SA qu'il a cofondée en 2004 avec ses frères. AMA SA, en forte croissance, spécialisée dans l'Internet des objets est devenue ces dernières années un des leaders mondiaux des nouveaux usages en matière de télémédecine et téléassistance avec lunettes connectées.

Passionné comme ses frères par l'innovation, la création d'entreprise et les nouvelles technologies, Christian Guillemot est également impliqué dans la création d'accélérateurs numériques French Tech.

Il est aussi Président-Directeur général de Guillemot Brothers Ltd, la holding familiale du groupe Guillemot. Christian Guillemot a cofondé Ubisoft en 1986. Il est membre du Conseil d'administration et Directeur général délégué en charge de l'administration. Il apporte au Conseil d'administration d'Ubisoft trente années d'expérience dans l'industrie du jeu vidéo. Christian Guillemot a notamment été en charge de la création, de la consolidation et de l'intégration des filiales internationales d'Ubisoft et a joué un rôle clé lors de l'entrée en bourse de la Société. Sa connaissance approfondie des nouveaux usages technologiques et son expertise financière, comptable et juridique font de lui une voix essentielle au Conseil d'administration.

Christian Guillemot est diplômé de la European Business School of London.

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Administration
- Finance et opérations boursières



Didier CRESPEL

Administrateur référent indépendant
Membre du Comité d'audit

Didier Crespel a plus de 30 ans d'expérience comme entrepreneur et financier. Il est Président de Crespel & Associates, cabinet de conseil qu'il a fondé en 2013 et spécialisé en stratégie d'entreprise et prises de participations. Il est aussi actionnaire majoritaire et Président de Mecamen, un groupe industriel.

Didier Crespel a été Directeur général de Shaper (2000/2012), une filiale internationale du groupe Arkk, coté à la bourse de Tokyo. Grâce à son expertise financière, Didier Crespel a contribué à la conformité du groupe en mettant en place la réglementation J-SOX. Entre 1984 et 2000, il a également été Directeur financier puis Directeur général de la filiale allemande du groupe Valeo, un des leaders mondiaux des équipementiers automobiles. Chez Valeo, Didier Crespel a dirigé et supervisé plusieurs transactions financières, notamment des fusions et acquisitions d'envergure.

Didier Crespel siège comme administrateur indépendant au Conseil d'administration d'Ubisoft depuis 2013. Il est membre du Comité d'audit, dont il a assumé la présidence jusqu'au 17 mai 2018. Ses connaissances en finance et en stratégie d'entreprise constituent un atout précieux pour Ubisoft pour saisir les opportunités dans les marchés émergents, et particulièrement en Asie. Son esprit entrepreneurial et son expérience internationale sont également appréciés par le Conseil d'administration pour évaluer la stratégie de diversification de la Société et pour identifier de nouvelles perspectives.

Didier Crespel est diplômé de l'EDHEC.

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Finance
- Expérience internationale
- Stratégie / Entrepreneurial
- Fusions / Acquisitions

57 ans
Nationalité française
1^{re} nomination (administrateur)
20/11/13
Date de fin de mandat
AG 2021
Nombre d'actions au 31/03/19
320
Nombre de mandats
(administrateurs/membres du
Conseil de surveillance
sociétés cotées) : 1
Ubisoft Entertainment SA



Laurence HUBERT-MOY

Administratrice indépendante
Présidente du Comité des nominations et des rémunérations
Membre du Comité d'audit

Laurence Hubert-Moy est Professeur à l'Université de Rennes. Membre du Comité des Programmes Scientifiques de l'Agence Spatiale Française depuis 2019 et de l'Académie de l'Air et de l'Espace depuis 2018, elle a présidé le comité scientifique des Sciences de la Terre du CNES entre 2013 et 2019. Laurence Hubert-Moy est également la Directrice scientifique du campus numérique ENVAM, consortium français de quatre écoles et universités. Depuis 2017, elle est associée à Kemap, une startup qui propose des services dédiés aux professionnels de l'aménagement à partir de données spatiales et aéroportées. Dans le cadre de ses travaux de recherche actuels, qui portent sur le traitement de grandes séries de données, elle collabore avec des scientifiques basés en Chine, en Inde et au Brésil.

Laurence Hubert-Moy siège depuis 2013 comme administratrice indépendante au Conseil d'administration d'Ubisoft. Elle préside le Comité des nominations et des rémunérations et elle est membre du Comité d'audit. Ses travaux de recherche sur l'observation spatiale et son intérêt pour les big data mettent la R&D, l'innovation, l'analyse de data et les mondes ouverts au cœur de la réflexion du Conseil d'administration d'Ubisoft.

Laurence Hubert-Moy est titulaire d'un doctorat et a réalisé des études post-doctorales à l'Université de Boston. Elle est également titulaire du certificat d'administration des sociétés de l'IFA-Sciences Po Paris.

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Technologie et digital
- Modélisation des risques environnementaux
- Gouvernance et planification stratégique

57 ans
Nationalité française
1^{re} nomination
(administratrice)
27/06/13
Date de fin de mandat
AG 2021
Nombre d'actions au 31/03/19
414
Nombre de mandats
(administrateurs/membres du
Conseil de surveillance
sociétés cotées) : 1
Ubisoft Entertainment SA



Florence NAVINER

Administratrice indépendante
Présidente du Comité d'audit

Florence Naviner est actuellement Directrice financière et Senior Vice-Présidente de Mars Wrigley Confectionery, une multinationale américaine et filiale du groupe Mars, Incorporated. Florence Naviner a rejoint Mars en 1992 et apporte à Ubisoft plus de 30 années d'expérience dans des postes de directions financières et stratégiques dans l'industrie des produits grand public.

Basée à Chicago, après avoir passé cinq ans au poste de Directeur financier global de Wrigley, elle a été très impliquée dans l'intégration mondiale de Mars Chocolat et de Wrigley et a pris en juillet 2017 la Direction financière de la nouvelle entité combinée, leader mondial de la confiserie, Mars Wrigley Confectionery. À ce poste, elle dirige l'équipe finance globale et co-pilote le déploiement de la stratégie et des opérations. De 2011 à 2012, alors Vice-Présidente de Mars Financial Services, elle a élaboré et mis en place une stratégie mondiale pour le déploiement d'un centre de services financiers partagés pour Mars, Incorporated.

Florence Naviner a également acquis une solide expérience internationale en occupant les postes de Directrice financière de Mars Petcare pour l'Europe, de Vice-Présidente Finance de Mars en Chine entre 2006 et 2008, et de Vice-Présidente Finance de Mars Petcare aux États-Unis entre 2008 et 2011. Elle a notamment mené le redressement d'activités, piloté des programmes de compétitivité ou encore supervisé la réalisation de synergies liées à des acquisitions. Florence Naviner a débuté sa carrière chez Arthur Andersen à Paris en 1985.

Florence Naviner siège au Comité d'audit depuis le 1^{er} janvier 2018 et en assume la présidence depuis le 18 mai 2018. Florence Naviner est diplômée de HEC Paris et est titulaire d'un DESCF en comptabilité.

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Expérience internationale
- Techniques comptables et financières
- Acquisitions, processus d'intégration
- Processus de développement et planification stratégique

56 ans
Nationalité française
1^{re} nomination
(administratrice)
29/09/16
Date de fin de mandat
AG 2020
Nombre d'actions au 31/03/19
315
Nombre de mandats
(administrateurs/membres du
Conseil de surveillance
sociétés cotées) : 1
Ubisoft Entertainment SA



43 ans
Nationalité franco-américaine
1^{re} nomination
(administratrice)
29/09/16
Date de fin de mandat
AG 2020
Nombre d'actions au 31/03/19
610
Nombre de mandats
(administrateurs/membres du
Conseil de surveillance
sociétés cotées) : 1
Ubisoft Entertainment SA

Frédérique DAME

Administratrice indépendante

Frédérique Dame apporte à Ubisoft plus de quinze années d'expérience au sein d'entreprises comptant parmi les plus innovantes au monde, notamment Uber qu'elle a rejoint à ses tout débuts. Frédérique Dame est aujourd'hui business Investing Partner à GV (Google Ventures) dans la Silicon Valley.

Au cours de son parcours dans plusieurs sociétés internet américaines, Frédérique Dame s'est spécialisée dans le développement et le lancement de produits et services à destination du grand public. De 2012 à 2016, elle a ainsi contribué à faire grandir Uber de 80 employés à plus de 7 000 dans le monde, et de 14 villes dans 4 pays à plus de 400 villes dans 68 pays. Elle y a dirigé deux programmes stratégiques : le « Driver Experience » qui permet aux chauffeurs privés de faire partie du réseau Uber à l'échelle mondiale, ainsi que le « Employee Experience » destiné à automatiser les systèmes internes en vue d'améliorer la productivité et la collaboration des équipes internationales.

Auparavant, Frédérique Dame a contribué au développement de Yahoo!, en tant que responsable de la stratégie sociale de leurs produits de 2004 à 2008. Elle rejoindra Photobucket en 2009 puis Smugmug, deux produits de partage de photos en ligne pour lesquels elle a implémenté des solutions de monétisation et d'acquisition d'audience.

Frédérique Dame est titulaire d'un Master en Technologies Spatiales et Communications par Satellites de l'University College London et d'un Master en Ingénierie des Télécommunications de Télécom SudParis. Elle est basée à San Francisco.

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Technologies digitales
- Développement start-ups
- Amélioration productivité
- International



45 ans
Nationalité française
Élection (administrateur
représentant les salariés)
07/03/18
Date de fin de mandat
AG 2022
Nombre d'actions au 31/03/19
148
Nombre de mandats
(administrateurs/membres du
Conseil de surveillance
sociétés cotées) : 1
Ubisoft Entertainment SA

Lionel BOUCHET

Administrateur représentant les salariés

Membre du Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale (« RSE »)

Lionel Bouchet rejoint le Conseil d'administration en qualité d'administrateur représentant les salariés.

Actuellement Senior Lead Programmer, Lionel Bouchet a réalisé l'essentiel de sa carrière chez Ubisoft qu'il a rejoint en 1996 après avoir obtenu un diplôme d'ingénieur en informatique à l'EERIE de Nîmes. Lionel Bouchet a d'abord travaillé sur POD, le premier jeu de voitures développé par Ubisoft, puis sur plusieurs jeux de Formule 1 avant de se consacrer, depuis 2005, sur la montée en puissance de la franchise à succès Ghost Recon. Il est aujourd'hui responsable du développement du moteur et de l'ensemble des outils (pipeline de production) de la marque, projet ambitieux co-développé en France par trois studios : Ubisoft Paris, Ubisoft Montpellier et Ubisoft Bordeaux. Son expérience de plus de 20 ans au sein des studios de production de Paris et de Montpellier lui permet de bien cerner les enjeux des équipes de production, avec un focus particulier sur les enjeux technologiques, sujet central de l'industrie du jeu vidéo.

En tant que salarié d'Ubisoft et fort de sa connaissance approfondie du Groupe, Lionel Bouchet apporte notamment au Conseil d'administration la vision opérationnelle des entités du Groupe.

Lionel Bouchet siège au Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale instauré le 12 septembre 2018.

Expertises utiles au Conseil d'administration :

- Production de jeux vidéo
- Pipeline technique de développement d'un jeu vidéo
- Informatique en général

REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

PRINCIPES DE REMUNERATION DU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL ET DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES (VOTE « EX ANTE »)

PRINCIPES GENERAUX

Le Conseil d'administration se réfère aux principes de détermination de la rémunération des Dirigeants mandataires sociaux exécutifs du Code AFEP/MEDEF et s'appuie pour mener ses réflexions sur des études d'experts externes qui éclairent le Conseil d'administration et le Comité des nominations et des rémunérations sur les meilleures pratiques de marché. Le Conseil d'administration veille à ce que la politique de rémunération soit alignée avec l'intérêt social du Groupe et les intérêts des actionnaires et des parties prenantes. Les conditions de performance choisies pour la fixation des rémunérations variables (annuelle et long terme) sont alignées avec la stratégie du Groupe.

PRINCIPES DE REMUNERATION DU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Piliers de la politique de rémunération du Président-Directeur général

La politique de rémunération du Président-Directeur général proposée par le Comité des nominations et des rémunérations et arrêtée par le Conseil d'administration repose sur les piliers suivants :

1. Refléter les choix stratégiques permettant la croissance du Groupe

Le Comité des nominations et des rémunérations s'assure de la corrélation entre la rémunération du Président-Directeur général et la stratégie du Groupe. Ainsi, les prochains défis majeurs sont reflétés dans les conditions de performance des rémunérations variables dont les cibles à atteindre sont alignées avec les objectifs de création de valeur du Groupe.

2. Maintenir un lien direct avec les résultats financiers à moyen et long termes

La structure de rémunération totale du Président-Directeur général repose de façon prépondérante sur des éléments variables (annuel et long terme). Le versement des éléments variables est soumis à la réalisation de conditions de performance précises, cohérentes et exigeantes.

3. Assurer un alignement direct avec les intérêts des investisseurs

Afin que la rémunération du Président-Directeur général soit alignée avec les intérêts des investisseurs, une partie de la rémunération totale est liée au cours de bourse de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris (l'« Action Ubisoft »), soit via une attribution d'actions sous forme d'actions de performance ¹ ou d'options de souscription/d'achat d'actions ², soit via une rémunération pluriannuelle dont la valeur est indexée sur le cours de bourse de l'Action Ubisoft.

4. Garantir la compétitivité de la rémunération totale par rapport aux pratiques de sociétés dont la performance est comparable à celle du Groupe Ubisoft

Le Comité des nominations et des rémunérations veille à la compétitivité de la rémunération totale du Président-Directeur général. Pour apprécier cette compétitivité, des études de rémunération sont régulièrement effectuées sur la base d'un panel de comparaison stable et cohérent.

Ce panel se compose de sociétés européennes, majoritairement françaises, opérant dans les secteurs ou les industries dont les défis économiques, technologiques et concurrentiels peuvent être approchés de ceux du Groupe, tel que détaillé ci-dessous :

ALTEN	JCDECAUX
EDENRED	LOGITECH INTERNATIONAL SA
COMPUTACENTER PLC	MERLIN ENTERTAINMENTS PLC
DASSAULT SYSTEMES SE	METROPOLE TV
GFK	NEOPOST
HAVAS	SAGE GROUP PLC/THE
HERMES INTERNATIONAL	TECHNICOLOR
ILIAD	TF1
IPSEN	UNITED INTERNET AG
IPSOS	WORLDLINE

Le Comité des nominations et des rémunérations, accompagné par un partenaire externe, a ainsi fait le choix de regrouper notamment des sociétés du divertissement, des médias et des industries high-tech et pharmaceutiques.

Par ailleurs, la sélection s'opère à partir des indicateurs suivants :

- chiffre d'affaires médian (1 900M€ pour l'étude réalisée en 2018) ;
- capitalisation boursière médiane (4 200M€ pour l'étude réalisée en 2018) ;
- effectif médian (12 930 collaborateurs pour l'étude réalisée en 2018).

Le panel de comparaison qui sert de référentiel pour établir le premier quartile et la médiane du marché (respectivement le « Premier Quartile du Marché » et la « Médiane du Marché ») est réévalué à chaque nouvelle étude de rémunération afin de prendre en compte les éventuelles évolutions de structure et d'activités des entreprises le composant, et l'évolution des indicateurs du Groupe.

Conformément au principe de modération appliqué à la stratégie de rattrapage décrite ci-dessous, le Comité des nominations et des rémunérations a décidé de ne pas utiliser les résultats de l'étude mise à jour en 2019 et de conserver les résultats obtenus lors de l'étude réalisée en 2018. L'évolution du panel aurait eu pour effet d'entraîner une hausse significative de la Médiane du Marché.

¹ En vertu des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires

² En vertu des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce et sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires



Structure et évolution de la rémunération totale du Président-Directeur général

En adéquation avec les 4 piliers de rémunération précités ainsi que la culture entrepreneuriale du Groupe, sa mission et l'ambition de développer sa position de leader de son marché, la structure de rémunération totale du Président-Directeur général repose pour une part importante sur des éléments variables, tout en maintenant un niveau de rémunération totale cohérent et compétitif.

1. Positionnement cible et stratégie de rattrapage

La rémunération totale vise à être positionnée à la Médiane du Marché en cas d'atteinte des conditions de performance fixées pour les rémunérations variables (annuelle et long terme), la part de rémunération fixe restant située sous la Médiane du Marché. Ce positionnement de la rémunération totale à la Médiane du Marché, particulièrement au travers d'une rémunération long terme plus importante, se justifie au regard de la progression et de la transformation remarquable du Groupe conduite par le Président-Directeur général sur les cinq dernières années. Il est ainsi rappelé que le chiffre d'affaires Groupe et l'EBIT Groupe non-IFRS ont progressé respectivement de 46% et 164% sur les 3 derniers exercices. Cette performance s'est traduite par une hausse du cours de bourse de l'Action Ubisoft de 188% sur 3 ans et 16% sur 1 an témoignant de la création de valeur long terme que le Président-Directeur général a su générer grâce à son pilotage du Groupe.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, le Comité des nominations et des rémunérations a constaté l'existence d'un décalage significatif entre le niveau de rémunération totale du Président-Directeur général et celui des dirigeants mandataires sociaux de sociétés françaises et internationales ayant un profil comparable au Groupe. Ce décalage peut s'expliquer notamment par l'absence d'évolution de la rémunération fixe depuis l'exercice clos le 31 mars 2010, période sur laquelle le Groupe a parallèlement connu une croissance forte et continue. Au vu de ce constat, le Comité des nominations et des rémunérations a décidé de réviser progressivement la rémunération du Président-Directeur général, tout en respectant un principe de modération et les piliers de la politique de rémunération décrits ci-dessus.

Ainsi, la rémunération fixe du Président-Directeur général a progressé de 3%, 5% puis 5% au cours des exercices clos les 31 mars 2017, 2018 et 2019. Ce rattrapage s'effectue par étape afin d'accompagner dans la durée la progression effectivement réalisée par le Groupe. Ainsi, au titre de l'exercice social clos le 31 mars 2019, la rémunération totale cible est positionnée à 97% de la Médiane du Marché.

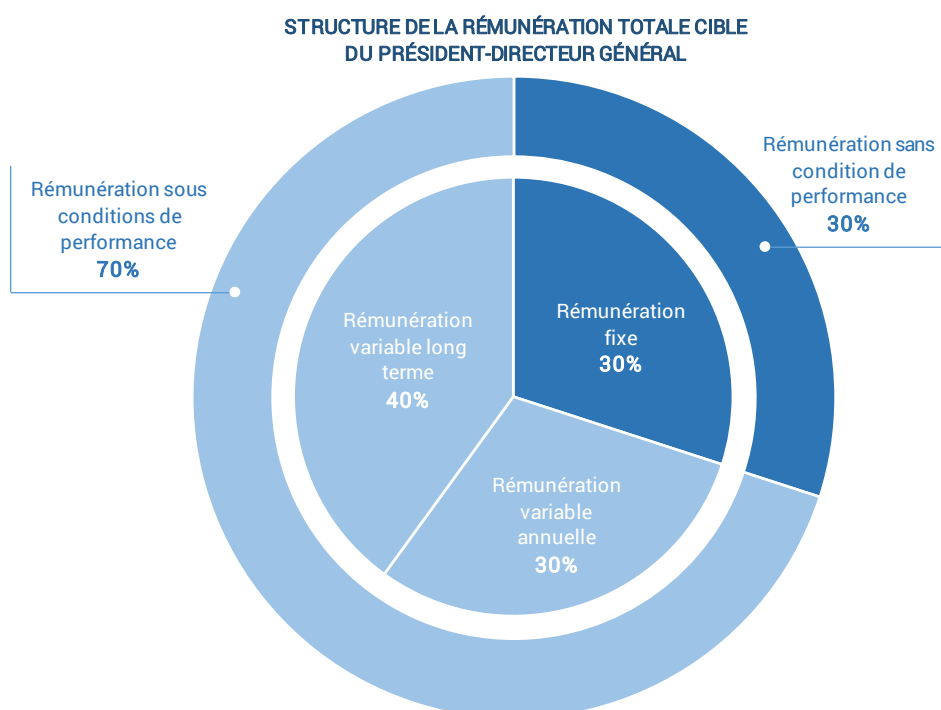
Les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération soumis au vote des actionnaires lors de l'Assemblée générale du 27 juin 2018 prévoyaient l'achèvement du processus de rattrapage au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020. Le choix conservateur (décrit ci-dessus) d'utiliser les résultats de l'étude 2018 permet, au travers d'une augmentation de 3% de la rémunération fixe, d'atteindre l'objectif de positionnement de la rémunération totale du Président-Directeur général à la Médiane du marché au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020. Il est rappelé que la rémunération totale repose de manière prépondérante sur des éléments variables, et ne vise à atteindre la Médiane du Marché qu'en cas d'atteinte de conditions de performance exigeantes mesurant la bonne réalisation du *Business Plan* (objectifs financiers officiellement communiqués au marché en début d'exercice pour l'année en cours).

2. Structure de rémunération totale

Depuis l'exercice clos le 31 mars 2019, la structure de rémunération totale du Président-Directeur général est la suivante :

- rémunération fixe représentant 30% de la rémunération totale ;
- rémunération variable annuelle cible ³ représentant 30% de la rémunération totale ;
- rémunération variable long terme cible ³ représentant 40% de la rémunération totale.

Au total, 70% de la rémunération totale cible ³ est soumise à l'atteinte de conditions de performance.



♦ Récapitulatif de la structure

Eléments de la rémunération fixe		Eléments de rémunération sous conditions de performance	
Rémunération fixe		Rémunération variable annuelle	Rémunération variable long terme
Fixée selon le niveau de responsabilité et l'expérience		Conditions de performance annuelles (au minimum un critère quantifiable et un critère qualitatif)	Conditions de performance interne et externe sur 3 exercices ou années au minimum Période d'acquisition de 4 années au minimum ⁽¹⁾
Numéraire		Numéraire	Actions Ubisoft ⁽²⁾ ou numéraire (valeur d'attribution indexée sur le cours de bourse de l'Action Ubisoft)

⁽¹⁾ La date d'acquisition correspond, pour les actions de performance, à la date de livraison des actions et, pour les options de souscription ou d'achat d'actions, à la date d'ouverture des droits d'exercice

⁽²⁾ Attribution d'actions de performance ou d'options de souscription ou d'achat d'actions en application des dispositions légales en vigueur et sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires des résolutions correspondantes

Des jetons de présence constitués d'une partie fixe (40 %) et d'une partie variable liée au taux d'assiduité (60 %) sont également versés au Président-Directeur général.

♦ Rémunération fixe

Le Comité des nominations et des rémunérations prend en compte à la fois les éléments de l'étude de rémunération et les résultats du Groupe et s'assure de positionner la rémunération fixe entre le Premier Quartile et la Médiane du Marché.

Au 1^{er} avril 2019, la rémunération fixe de M. Yves Guillemot s'établit à 584 824 € soit une augmentation de 3%. Cette augmentation a été proposée par le Comité des nominations et des rémunérations dans le cadre du rattrapage initié au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017. Elle permet d'assurer la compétitivité de la rémunération fixe de M. Yves Guillemot par rapport aux rémunérations fixes des Présidents-Directeurs généraux des sociétés composant le panel de comparaison et conformément à la structure détaillée précédemment. Ainsi, au titre de l'exercice social clos le 31 mars 2020, la rémunération fixe est positionnée à 99% de la Médiane du Marché selon l'étude réalisée en 2018.

La croissance du Groupe, cumulée à un contexte d'innovation technologique stratégique et de concurrence accrue, traduit une hausse des responsabilités du Président-Directeur général qui est retranscrite dans la rémunération fixe.

♦ Rémunération variable annuelle

La rémunération variable annuelle est alignée avec la performance économique du Groupe. Les critères quantifiables retenus permettent de refléter chaque année la réalisation du *Business Plan*. Les critères qualitatifs enrichissent cette vision et permettent de tenir compte de la réalisation des choix stratégiques nécessaires à la croissance du Groupe Ubisoft.

La valeur cible de la rémunération variable annuelle est de 100 % de la rémunération fixe (soit 584 824 €, représentant 30% de la rémunération totale), et le plafond est fixé à 150 % de la rémunération fixe. Il est précisé que, pour chaque critère, en cas d'atteinte des conditions de performance inférieure à 80%, aucune rémunération variable annuelle ne sera versée. La rémunération variable annuelle suit une progression par palier jusqu'à l'atteinte de la cible puis proportionnelle entre la cible et le plafond. Le niveau des cibles définies pour chaque critère est conforme aux objectifs du Groupe.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les critères suivants ont été retenus :

- l'EBIT Groupe non-IFRS en valeur, pour 60 % ;
- le Net Booking Digital Groupe ⁴, pour 20 % ;
- l'évolution du nombre de joueurs sur certains territoires stratégiques, pour 10 % ;
- la protection des joueurs (RSE), pour 10%.

Sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, un critère portant sur la responsabilité sociale, environnementale et sociétale du Groupe a été ajouté pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Ce critère a été défini par le Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale (« RSE »), instauré le 12 septembre 2018, et reflète un axe majeur de la stratégie RSE du Groupe autour de la protection des joueurs (lutte contre la toxicité dans les communautés de joueurs et protection des données personnelles). Pour chaque critère, le versement de la rémunération variable annuelle suit la logique suivante :

	Conditions de performance			
	< 1 ^{er} Seuil	1 ^{er} Seuil	2 nd Seuil	Cible
Critères quantifiables (80%)				
EBIT Groupe non-IFRS (en M€)	< 352	≥ 352 - < 396	≥ 396 - < 440	440 ⁽¹⁾
En % de la cible sur le critère EBIT Groupe non-IFRS	< 80%	≥ 80%	≥ 90%	100%
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	18%	30%	60%
Net Booking Digital Groupe (en M€)	< 1 066	≥ 1 066 - < 1 199,25	≥ 1 199,25 - < 1 332,50	1 332,50 ⁽¹⁾
En % de la cible sur le critère Net Booking Digital Groupe	< 80%	≥ 80%	≥ 90%	100%
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	6%	10%	20%
Critères qualitatifs (20%)				
Evolution du nombre de joueurs sur certains territoires stratégiques	< 80% de la cible	≥ 80% et < 90% de la cible	≥ 90% et < 100% de la cible	cible non communiquée ⁽²⁾
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	3%	5%	10%
Protection des joueurs (« RSE »)	< au seuil minimum	≥ au seuil minimum < à la cible	cible non communiquée ⁽²⁾	≤ au plafond
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	3%	3%	10%
Total				
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	30%	48%	100%

⁽¹⁾ La cible correspond aux objectifs annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de l'exercice

⁽²⁾ Le détail du niveau d'atteinte attendu, établi et prédéfini de manière précise, ne peut être rendu public pour des raisons de confidentialité sur la stratégie du Groupe

³ En cas d'atteinte des conditions de performance fixées pour les rémunérations variables (annuelle et long terme).

⁴ Net Booking Digital correspond au chiffre d'affaires digital historique.



Il est rappelé que, conformément à l'alinéa 2 de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, le versement des éléments de rémunération variable en numéraire sera conditionné à l'approbation de l'Assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2020, dans les conditions prévues à l'article L. 225-100 du Code de commerce.

♦ Rémunération variable long terme

La rémunération variable long terme assure une création de valeur pérenne et solide. Elle est alignée directement sur l'intérêt des actionnaires et la réalisation de conditions de performance cohérentes avec le plan stratégique du Groupe. Le Comité des nominations et des rémunérations s'assure de la corrélation entre la valeur de la rémunération long terme et celle du cours de bourse de l'Action Ubisoft.

La rémunération variable long terme peut consister, selon la recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, en l'attribution d'instruments tels que des actions de performance ou des options de souscription ou d'achat d'actions (les « Plans d'Actions ») ou d'un versement en numéraire dans le cadre de plans de rémunérations variables pluriannuelles (la « Rémunération Pluriannuelle »). Elle est, quel que soit le mécanisme (Plan d'Actions ou Rémunération Pluriannuelle) assortie de conditions de performance exigeantes à satisfaire sur une période de plusieurs exercices ou années consécutifs, étant entendu que la Rémunération Pluriannuelle n'a vocation à être mise en place que dans le cas où aucun Plan d'Actions ne pourrait être attribué.

L'objectif est de procéder chaque année à une attribution de rémunération variable long terme pouvant, en cas d'atteinte des conditions de performance fixées, positionner la rémunération totale à la Médiane du Marché.

Sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, la valeur de l'attribution annuelle de rémunération variable long terme, estimée à la date d'attribution (valorisation comptable), représente environ 40% de la rémunération totale du Président-Directeur général soit 133% de la rémunération fixe.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les critères de performance suivants ont été retenus :

- (i) pour 50 % sur la base d'un EBIT moyen Groupe en valeur ⁵ (indicateur à caractère non strictement comptable) (les « Conditions Internes ») ; et
- (ii) pour 50 % sur la base du positionnement du rendement total de l'Action Ubisoft (le « TSR Ubisoft ») ⁶ par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index ⁶ (les « Conditions Externes »).

Pour chaque critère, l'acquisition de la rémunération variable long terme suit la logique suivante :

	< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible
EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère

La rémunération variable long terme conditionnée à l'atteinte d'un EBIT moyen Groupe est acquise par palier. Le niveau de la cible définie pour ce critère est conforme aux objectifs annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice. Le Groupe s'engage à communiquer le niveau d'atteinte dans le cadre du Document de référence suivant la date d'acquisition.

	< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile
Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère

La rémunération variable long terme conditionnée au positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index est acquise par palier.

L'atteinte de ces critères est évaluée sur une période de trois exercices ou années consécutifs minimum conditionnant l'acquisition/le versement de la rémunération long terme. Les Plans d'Actions seront définitivement acquis suite à une période d'acquisition de quatre années minimum ⁷. L'acquisition/le versement sera également subordonné au maintien de la fonction de Dirigeant mandataire social.

L'évaluation cumulée des conditions de performance sur trois exercices ou années consécutifs pour les actions de performance et les options de souscription ou d'achat d'actions, permet d'aligner la dilution sur la création de valeur effectivement constatée par l'actionnaire.

Il est rappelé que, conformément à l'alinéa 2 de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, le versement des éléments de rémunération variable en numéraire sera conditionné à l'approbation de l'Assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'exercice clos le 31 mars suivant la date d'acquisition, dans les conditions prévues à l'article L. 225-100 du Code de commerce.

La politique de rémunération variable long terme est décidée par le Conseil d'administration sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations dans le cadre et sous réserve, concernant les Plans d'Actions, des résolutions votées par l'Assemblée générale des actionnaires.

Le Président-Directeur général ne recourt pas à des instruments de couverture tant sur les options que sur les actions issues des levées d'options ou sur les actions de performance pendant toute la durée de son mandat social.

En application des articles L. 225-185 et L. 225-197-1 du Code de commerce, et conformément aux dispositions du Code AFEP/MEDEF, le Conseil d'administration fixe le nombre d'actions issues des levées d'options ou le nombre d'actions de performance que le Président-Directeur général est tenu de conserver au nominatif jusqu'à l'expiration de son mandat social au sein du Groupe.

⁵ EBIT moyen des exercices couvrant la période d'acquisition (sur la base des objectifs d'EBIT non-IFRS annuels annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice en fonction des normes en vigueur)

⁶ TSR Ubisoft et TSR des sociétés composant le NASDAQ Composite Index calculés entre la date d'attribution et la veille de la troisième date anniversaire de l'attribution au plus tôt

⁷ La date d'acquisition correspond, pour les actions de performance, à la date de livraison des actions et pour les options de souscription ou d'achat d'actions, à la date d'ouverture des droits d'exercice

♦ Jetons de présence

Le Président-Directeur général perçoit au titre de ses fonctions d'administrateur d'Ubisoft Entertainment SA des jetons de présence composés d'une part fixe (40%) et d'une part variable (60%) déterminée en fonction des présences aux réunions du Conseil d'administration. Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le montant des jetons de présence pourra s'élever à 40 000€ dans le cas où le taux d'assiduité aux séances du Conseil d'administration est atteint (cf. sections 4.1.3.2 et 4.2.1 du Document de référence 2019).

♦ Autres éléments de rémunération

Le Président-Directeur général ne bénéficie pas :

- de régime de retraite supplémentaire ;
- d'indemnité de départ ;
- d'indemnité de non-concurrence ;
- de rémunération exceptionnelle.

REMUNERATION DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

La politique de rémunération des Directeurs généraux délégués est déterminée par le Conseil d'administration qui, sur la base des travaux et propositions du Comité des nominations et des rémunérations, s'assure notamment de la conformité de cette politique avec les principes énoncés par le Code AFEP/MEDEF et de la cohérence de la rémunération totale par rapport à celle du Président-Directeur général et du top management du Groupe.

Eléments de la rémunération fixe	Eléments de rémunération soumis à conditions de performance
Rémunération fixe	Rémunération variable long terme
Fixée selon l'expérience et le niveau de responsabilité	Conditions de performance interne et externe sur 3 exercices ou années au minimum Période d'acquisition de 4 années au minimum ⁽¹⁾
Numéraire	Actions Ubisoft ⁽²⁾ ou numéraire (valeur d'attribution indexée sur le cours de l'Action Ubisoft)

⁽¹⁾ La date d'acquisition correspond, pour les actions de performance, à la date de livraison des actions et, pour les options de souscription ou d'achat d'actions, à la date d'ouverture des droits d'exercice

⁽²⁾ Attribution d'actions de performance ou d'options de souscription ou d'achat d'actions en application des dispositions légales en vigueur et sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale des actionnaires des résolutions correspondantes

Les Directeurs généraux délégués perçoivent, en outre, en leur qualité d'administrateur, des jetons de présence constitués d'une partie fixe (40 %) et d'une partie variable liée au taux d'assiduité (60 %).

Par ailleurs, s'ils occupent les fonctions de Président et/ou membre d'un comité du Conseil d'administration, ils peuvent à ce titre percevoir des jetons de présence (cf. section 4.2.1.1 du Document de référence 2019).

♦ Rémunération fixe

La rémunération fixe des Directeurs généraux délégués est déterminée en prenant en compte les responsabilités et l'expérience dans la fonction et dans le domaine d'activité de la Société et l'ancienneté dans le Groupe.

Au 1^{er} avril 2019, la rémunération fixe de MM. Claude, Michel, Gérard et Christian Guillemot est maintenue à 65 621€.

♦ Rémunération variable long terme

La rémunération variable long terme assure une création de valeur pérenne et solide. Elle est alignée directement sur l'intérêt des actionnaires et la réalisation de conditions de performance cohérentes avec le plan stratégique du Groupe. Le Comité des nominations et des rémunérations s'assure de la corrélation entre la valeur de la rémunération long terme et celle du cours de bourse de l'Action Ubisoft.

La rémunération variable long terme peut consister, selon la recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, en l'attribution d'instruments tels que les actions de performance ou les options de souscription ou d'achat d'actions (les « Plans d'Actions ») ou d'un versement en numéraire dans le cadre de plans de rémunérations variables pluriannuelles (la « Rémunération Pluriannuelle »). Elle est, quel que soit le mécanisme (Plan d'Actions ou Rémunération Pluriannuelle) assortie de conditions de performance exigeantes à satisfaire sur une période de plusieurs exercices ou années consécutifs, étant entendu que la Rémunération Pluriannuelle n'a vocation à être mise en place que dans le cas où aucun Plan d'Actions ne pourrait être attribué.

L'objectif est de procéder chaque année à une attribution de rémunération variable long terme.

Sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, la valeur de l'attribution annuelle de rémunération variable long terme, estimée à la date d'attribution (valorisation comptable), représente environ 50% de la rémunération totale des Directeurs généraux délégués soit 100% de leur rémunération fixe.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les critères de performance suivants ont été retenus :

- pour 50 % sur la base d'un EBIT moyen Groupe en valeur ⁸ (indicateur à caractère non strictement comptable) (les « Conditions Internes ») ; et
- pour 50 % sur la base du positionnement du rendement total de l'Action Ubisoft (le « TSR Ubisoft ») ⁹ par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index ⁹ (les « Conditions Externes »).

Pour chaque critère, l'acquisition de la rémunération variable long terme suit la logique suivante :

	< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible
EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère

⁸ EBIT moyen des exercices couvrant la période d'acquisition (sur la base des objectifs d'EBIT non-IFRS annuels annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice en fonction des normes en vigueur)

⁹ TSR du Groupe et TSR des sociétés composant le NASDAQ Composite Index calculés entre la date d'attribution et la veille de la troisième date anniversaire de l'attribution au plus tôt

La rémunération variable long terme conditionnée à l'atteinte d'un EBIT moyen Groupe est acquise par palier. Le niveau de la cible définie pour ce critère est conforme aux objectifs annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice. Le Groupe s'engage à communiquer le niveau d'atteinte dans le cadre du Document de référence suivant la date d'acquisition.

	< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile
Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère

La rémunération variable long terme conditionnée au positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index est acquise par palier.

L'atteinte de ces critères est évaluée sur une période de trois exercices ou années consécutifs minimum conditionnant l'acquisition/le versement de la rémunération long terme. Les Plans d'Actions seront définitivement acquis suite à une période d'acquisition de quatre années minimum ¹⁰. L'acquisition/le versement sera également subordonné au maintien de la fonction de Dirigeant mandataire social.

L'évaluation cumulée des conditions de performance sur trois exercices ou années consécutifs pour les actions de performance et les options de souscription ou d'achat d'actions, permet d'aligner la dilution sur la création de valeur effectivement constatée par l'actionnaire.

Il est rappelé que, conformément à l'alinéa 2 de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, le versement des éléments de rémunération variable en numéraire sera conditionné à l'approbation de l'Assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'exercice clos le 31 mars suivant la date d'acquisition, dans les conditions prévues à l'article L. 225-100 du Code de commerce.

La politique de rémunération variable long terme est décidée par le Conseil d'administration sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations dans le cadre et sous réserve, concernant les Plans d'Actions, des résolutions votées par l'Assemblée générale des actionnaires.

Les Directeurs généraux délégués ne recourent pas à des instruments de couverture tant sur les options que sur les actions issues des levées d'options ou sur les actions de performance pendant toute la durée de leur mandat social.

En application des articles L. 225-185 et L. 225-197-1 du Code de commerce, et conformément aux dispositions du Code AFEP/MEDEF, le Conseil d'administration fixe le nombre d'actions issues des levées d'options ou le nombre d'actions de performance que les Directeurs généraux délégués sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à l'expiration de leur mandat social au sein du Groupe.

♦ Jetons de présence

Les Directeurs généraux délégués perçoivent au titre de leurs fonctions d'administrateur d'Ubisoft Entertainment SA des jetons de présence composés d'une part fixe (40 %) et d'une part variable (60 %) déterminée en fonction des présences aux réunions du Conseil d'administration. Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le montant des jetons de présence pourra s'élever à 40 000€ pour chaque Directeur général délégué dans le cas où le taux d'assiduité aux séances du Conseil d'administration est atteint (cf. sections 4.1.3.2 et 4.2.1 du Document de référence 2019).

Les Directeurs généraux délégués peuvent en outre percevoir en qualité de Président et/ou membre des comités du Conseil d'administration, un montant de jeton de présence tel qu'exposé au 4.2.1.1 du Document de référence 2019. Ainsi, pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le montant des jetons de présence que pourrait percevoir M. Gérard Guillemot en sa qualité de Président et membre du Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale pourra s'élever à 11 000€ (dont 5 000 € de fixe et 6 000 € de variable en fonction de l'assiduité et du nombre de séances dudit Comité).

♦ Autres éléments de rémunération

Les Directeurs généraux délégués ne bénéficient pas :

- de rémunération variable annuelle ;
- de régime de retraite supplémentaire ;
- d'indemnité de départ ;
- d'indemnité de non-concurrence ;
- de rémunération exceptionnelle.

¹⁰ La date d'acquisition correspond, pour les actions de performance, à la date de livraison des actions et, pour les options de souscription ou d'achat d'actions, à la date d'ouverture des droits d'exercice

REMUNERATIONS DU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL ET DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES DUES OU ATTRIBUEES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019 (VOTE « Ex Post »)

REMUNERATION DU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Détail des éléments de rémunération du Président-Directeur général au titre l'exercice clos le 31 mars 2019

La rémunération de M. Yves Guillemot, Président-Directeur général, comprend au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 les éléments suivants :

♦ Rémunération fixe

Le montant de la rémunération fixe du Président-Directeur général s'élève au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 à 567 790 €, soit une augmentation de 5 % effective au 1^{er} avril 2018.

Cette augmentation s'inscrit tout d'abord dans une logique d'alignement entre la rémunération fixe de M. Yves Guillemot et les rémunérations pratiquées par les groupes de taille similaire.

La croissance du Groupe traduit également une hausse des responsabilités du Président-Directeur général qui est retranscrite dans la rémunération fixe.

Lors de l'étude menée par Willis Towers Watson en janvier 2017, le Comité des nominations et des rémunérations a proposé d'entamer un exercice de rattrapage initié au titre de l'exercice clos le 31 mars 2017 : l'étude ayant démontré un décrochage entre la rémunération fixe de M. Yves Guillemot et les rémunérations pratiquées par les entreprises du panel étudié. Ce rattrapage progressif s'est poursuivi au titre des exercices 2018 et 2019, sur la base de l'étude ci-avant visée mise à jour annuellement, en poursuivant l'objectif d'amener la rémunération fixe du Président-Directeur général à un niveau compétitif et cohérent avec les performances économique et boursière du Groupe. Ainsi, l'augmentation appliquée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 a permis de positionner la rémunération fixe de M. Yves Guillemot entre le Premier Quartile et la Médiane du Marché.

♦ Rémunération variable annuelle

La rémunération variable annuelle cible correspond à 100 % de la rémunération fixe avec un maximum correspondant à 150 % de la rémunération fixe. Elle est basée sur deux critères quantifiables et un critère qualitatif.

- **Critères quantifiables** : 90% de la rémunération fixe en cas d'atteinte des conditions de performance fixées et 135 % maximum de la rémunération fixe avec une progression par palier jusqu'à l'atteinte de la cible puis proportionnelle entre la cible et le plafond.
- **Critère qualitatif** : 10% de la rémunération fixe en cas d'atteinte des conditions de performance fixées et 15 % maximum de la rémunération fixe avec une progression par palier jusqu'à l'atteinte de la cible puis proportionnelle entre la cible et le plafond.

	Conditions de performance					Atteinte des objectifs
	< 1 ^{er} Seuil	1 ^{er} Seuil	2 nd Seuil	Cible	Plafond	% final attribué
Critères quantifiables (90%)						
EBIT Groupe non-IFRS (en M€)	< 352	≥ 352 - < 396	≥ 396 - < 440	440	550	446
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	18%	30%	60%	90%	60,82 %
Net Booking Digital Groupe (en M€)	< 1 066	≥ 1 066 - < 1 199,25	≥ 1 199,25 - < 1 332,50	1 332,50	1 665,63	1 396,6
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	9%	15%	30%	45%	31,44%
Critère qualitatif (10%)						
Evolution du nombre de joueurs sur certains territoires stratégiques	< 28%	≥ 28% - < 31,5%	≥ 31,5% - < 35%	35%	45,5%	36,98%
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	3%	5%	10%	15%	10,57%
Total						
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	30%	50%	100%	150%	102,83%

Les deux objectifs d'EBIT Groupe non-IFRS et de Net Booking Digital Groupe dépassent la cible initialement communiquée sans pour autant atteindre leur seuil maximum. Ils ouvrent ainsi droit respectivement à 60,82% et 31,44% soit 92,26% de la rémunération fixe au total pour les critères quantifiables.

L'objectif d'augmentation du nombre de joueurs sur certains territoires stratégiques dépasse la cible sans pour autant atteindre son seuil maximum et ouvre ainsi droit à 10,57% de la rémunération fixe.

Par conséquent, l'atteinte de ces objectifs ouvre droit à 102,83% de la rémunération variable annuelle cible, soit 583 834 euros brut.

Il est rappelé que, conformément à l'alinéa 2 de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, le versement des éléments de rémunération variable décrits ci-dessus sera conditionné à l'approbation de l'Assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019 devant se tenir le 2 juillet 2019, dans les conditions prévues à l'article L. 225-100 du Code de commerce.

♦ Une rémunération variable long terme

Conformément aux principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération soumis au vote des actionnaires lors de l'Assemblée générale du 27 juin 2018, le Conseil d'administration a arrêté, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, la rémunération variable long terme du Président-Directeur général qui se traduit pour l'exercice clos le 31 mars 2019 par une attribution de 41 607 options de souscription d'actions.

L'acquisition des options de souscription d'actions est conditionnée :

- (i) pour 50 % sur la base d'un EBIT moyen Groupe en valeur (indicateur à caractère non strictement comptable) (les « Conditions Internes ») calculé en tenant compte des EBIT Groupe non-IFRS des exercices 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 ; et
- (ii) pour 50 % sur la base du positionnement du rendement total de l'Action Ubisoft (le « TSR Ubisoft ») par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index, le TSR Ubisoft et les TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index étant calculés entre le 17 décembre 2018 et le 16 décembre 2021 (les « Conditions Externes »).

Pour chaque critère, l'acquisition des options de souscription d'actions suit la logique suivante :

	< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible
EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère

La rémunération variable long terme conditionnée à l'atteinte d'un EBIT moyen Groupe est acquise par palier. Le niveau de la cible d'EBIT moyen Groupe définie est conforme aux objectifs annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice.

Le détail des conditions de performance et le niveau d'atteinte attendu, établis et prédéfinis de manière précise, visant trois exercices non clôturés, ne peuvent être rendus publics pour des raisons de confidentialité sur la stratégie du Groupe.

	< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile
Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur le critère	50% de l'attribution sur le critère	100% de l'attribution sur le critère

La rémunération variable long terme conditionnée au positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index est acquise par palier.

L'atteinte de ces critères est évaluée sur une période de trois exercices ou années consécutifs conditionnant l'acquisition de la rémunération long terme. Le plan d'options de souscription d'actions sera définitivement acquis suite à une période d'acquisition de quatre années ¹¹. L'acquisition sera également subordonnée au maintien de la fonction de Dirigeant mandataire social. Le Groupe s'engage à communiquer l'atteinte des conditions de performance dans le document de référence publié au titre de l'exercice au cours duquel intervient la date d'acquisition des droits à exercice.

L'attribution représente environ 40% de la rémunération totale du Président-Directeur général sur l'exercice clos le 31 mars 2019 soit 754 543€ au jour de l'attribution.

Récapitulatif de l'attribution

AG CA	Nombre d'options de souscription d'actions attribuées	Périodes d'évaluation de la performance et d'acquisition	Prix d'exercice ⁽²⁾	Conditions de performance évaluées sur 3 exercices ou années consécutifs déterminant le nombre d'options de souscription d'actions acquises	
				Condition interne (50%)	Condition externe (50%)
AG 27/06/18 (19 ^e résolution) CA 17/12/18	41 607 options de souscription d'actions ⁽¹⁾	Conditions de performance interne et externe : 3 exercices ou années consécutifs Période d'acquisition : 4 années	68,59 €	EBIT moyen Groupe ⁽³⁾ en valeur apprécié sur les EBIT Groupe annoncés au marché au cours des 3 exercices couvrant la période d'acquisition (exercices 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021)	Positionnement du rendement total de l'Action Ubisoft (le « TSR Ubisoft ») par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index, les TSR du Groupe et des sociétés du NASDAQ Composite Index étant calculés entre la date d'attribution et la veille de la 3 ^{ème} date anniversaire de l'attribution, soit du 17 décembre 2018 au 16 décembre 2021.

⁽¹⁾ Sous réserve de la réalisation de conditions de performance évaluées sur 3 exercices ou années consécutifs

⁽²⁾ 68,59 € correspondant à la moyenne des cours d'ouverture de l'Action Ubisoft sur Euronext Paris constatés aux vingt séances précédant le Conseil d'administration d'attribution

⁽³⁾ Non-IFRS, EBIT moyen des exercices couvrant la période d'acquisition (sur la base des objectifs d'EBIT Groupe annuels annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice en fonction des normes en vigueur)

¹¹ La date d'acquisition correspond, pour les options de souscription d'actions, à la date d'ouverture des droits d'exercice

♦ Des jetons de présence

En sa qualité d'administrateur, le Président-Directeur général perçoit également des jetons de présence (Cf. 4.2.1 du Document de référence 2019).

♦ Rémunération et avantages dus à raison de la cessation des fonctions de mandataire social de la société (Nomenclature AMF : Tableau 11)

Nom	Cumul du mandat avec un contrat de travail de la Société		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus en raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Yves Guillemot Président-Directeur général		✓		✓		✓		✓

Synthèse des éléments de rémunération du Président-Directeur général au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 (Nomenclature AMF)

♦ Tableau 1 : Synthèse des rémunérations et des options et/ou actions attribuées

Yves Guillemot, Président-Directeur général	31/03/19		31/03/18	
	Ubisoft	Autres sociétés	Ubisoft	Autres sociétés
Rémunérations dues au titre de l'exercice ⁽¹⁾	1 191 624 €	-	1 192 242 €	-
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-	540 750 €	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	754 543 €	-	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-	-	-
TOTAL	1 946 167 €	-	1 732 992 €	-

⁽¹⁾ Détail tableau 2 ci-après « Récapitulatif des rémunérations »

⁽²⁾ Juste valeur IFRS au moment de l'attribution

♦ Tableau 2 : Récapitulatif des rémunérations versées par l'Emetteur et par toute société (Article L. 233-16 du Code de commerce)

Yves Guillemot Président-Directeur général	31/03/19		31/03/18	
	Montants versés (en euros) ⁽¹⁾	Montants dus (en euros) ⁽²⁾	Montants versés (en euros) ⁽¹⁾	Montants dus (en euros) ⁽²⁾
Rémunération fixe brute avant impôt	567 790	567 790	540 750	540 750
Rémunération variable annuelle	611 492	583 834	515 004	611 492
Rémunération variable pluriannuelle ⁽³⁾	-	-	-	540 750 ⁽⁴⁾
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence Ubisoft	Part fixe ⁽⁵⁾	16 000	16 000	16 000
	Part variable ⁽⁵⁾	24 000	24 000	24 000
Avantages en nature	-	-	-	-
TOTAL	1 219 282	1 191 624	1 095 754	1 732 992

⁽¹⁾ Intégralité des rémunérations versées au Dirigeant mandataire social au titre de ses fonctions au cours de l'exercice

⁽²⁾ Rémunérations attribuées au Dirigeant mandataire social au titre de ses fonctions au cours de l'exercice quelle que soit la date de versement

⁽³⁾ Juste valeur IFRS au moment de l'attribution

⁽⁴⁾ Conditionnée à l'atteinte de conditions de performance internes et externes

⁽⁵⁾ 40 % fixe et 60 % variable

Tableau de synthèse des éléments de rémunération du Président-Directeur général soumis au vote des actionnaires (Vote « Ex Post »)

Yves Guillemot, Président-Directeur général																																																																																																
Éléments de la rémunération due ou attribuée	Montants ou valorisation comptable	Présentation																																																																																														
Rémunération fixe brute	567 790 €	Rémunération en vigueur depuis le 1 ^{er} avril 2018. La rémunération fixe a été augmentée de 5% par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2018 afin de prendre en compte l'évolution du Groupe Ubisoft notamment en termes de chiffre d'affaires, de capitalisation boursière et d'effectif. Cette augmentation permet également le rapprochement progressif de la rémunération d'Yves Guillemot par rapport aux rémunérations pratiquées par les sociétés comparables.																																																																																														
Rémunération variable annuelle	583 834 €	<p>Rémunération variable annuelle avec une cible correspondant à 100% de la rémunération fixe et un maximum correspondant à 150% de la rémunération fixe basée sur des critères quantifiables et qualitatif.</p> <ul style="list-style-type: none">• Critères quantifiables : 90% de la rémunération fixe en cas d'atteinte des conditions de performance fixées et 135 % maximum de la rémunération fixe avec une progression par palier jusqu'à l'atteinte de la cible puis proportionnelle entre la cible et le plafond.• Critère qualitatif : 10% de la rémunération fixe en cas d'atteinte des conditions de performance fixées et 15 % maximum de la rémunération fixe avec une progression par palier jusqu'à l'atteinte de la cible puis proportionnelle entre la cible et le plafond. <table><tr><th rowspan="2"></th><th colspan="5">Conditions de performance</th><th>Atteinte des objectifs</th></tr><tr><th><1^{er} Seuil</th><th>1^{er} Seuil</th><th>2nd Seuil</th><th>Cible</th><th>Plafond</th><th></th></tr><tr><td colspan="7">Critères quantifiables (90%)</td></tr><tr><td></td><td colspan="5"></td><td>% final attribué</td></tr><tr><td>EBIT Groupe non-IFRS (en M€)</td><td>< 352</td><td>≥ 352 - < 396</td><td>≥ 396 - < 440</td><td>440</td><td>550</td><td>446</td></tr><tr><td>Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe</td><td>0%</td><td>18%</td><td>30%</td><td>60%</td><td>90%</td><td>60,82 %</td></tr><tr><td>Net Booking Digital Groupe (en M€)</td><td>< 1 066</td><td>≥ 1 066 - < 1 199,25</td><td>≥ 1 199,25 - < 1 332,50</td><td>1 332,50</td><td>1 665,63</td><td>1396,6</td></tr><tr><td>Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe</td><td>0%</td><td>9%</td><td>15%</td><td>30%</td><td>45%</td><td>31,44%</td></tr><tr><td colspan="7">Critère qualitatif (10%)</td></tr><tr><td>Evolution du nombre de joueurs sur certains territoires stratégiques</td><td>< 28%</td><td>≥ 28% - < 31,5%</td><td>≥ 31,5% - < 35%</td><td>35%</td><td>45,5%</td><td>36,98%</td></tr><tr><td>Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe</td><td>0%</td><td>3%</td><td>5%</td><td>10%</td><td>15%</td><td>10,57%</td></tr><tr><td colspan="7">Total</td></tr><tr><td>Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe</td><td>0%</td><td>30%</td><td>50%</td><td>100%</td><td>150%</td><td>102,83%</td></tr></table> <p>Les deux objectifs d'EBIT Groupe non-IFRS et de Net Booking Digital Groupe dépassent la cible initialement communiquée sans pour autant atteindre leur seuil maximum. Ils ouvrent ainsi droit respectivement à 60,82% et 31,44% soit 92,26% de la rémunération fixe au total pour les critères quantifiables.</p> <p>L'objectif d'augmentation du nombre de joueurs sur certains territoires stratégiques dépasse la cible sans pour autant atteindre son seuil maximum et ouvre ainsi droit à 10,57% de la rémunération fixe.</p> <p>Par conséquent, l'atteinte de ces objectifs ouvre droit à 102,83% de la rémunération variable annuelle cible, soit 583 834 euros brut.</p>						Conditions de performance					Atteinte des objectifs	<1 ^{er} Seuil	1 ^{er} Seuil	2 nd Seuil	Cible	Plafond		Critères quantifiables (90%)													% final attribué	EBIT Groupe non-IFRS (en M€)	< 352	≥ 352 - < 396	≥ 396 - < 440	440	550	446	Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	18%	30%	60%	90%	60,82 %	Net Booking Digital Groupe (en M€)	< 1 066	≥ 1 066 - < 1 199,25	≥ 1 199,25 - < 1 332,50	1 332,50	1 665,63	1396,6	Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	9%	15%	30%	45%	31,44%	Critère qualitatif (10%)							Evolution du nombre de joueurs sur certains territoires stratégiques	< 28%	≥ 28% - < 31,5%	≥ 31,5% - < 35%	35%	45,5%	36,98%	Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	3%	5%	10%	15%	10,57%	Total							Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	30%	50%	100%	150%	102,83%
	Conditions de performance					Atteinte des objectifs																																																																																										
	<1 ^{er} Seuil	1 ^{er} Seuil	2 nd Seuil	Cible	Plafond																																																																																											
Critères quantifiables (90%)																																																																																																
						% final attribué																																																																																										
EBIT Groupe non-IFRS (en M€)	< 352	≥ 352 - < 396	≥ 396 - < 440	440	550	446																																																																																										
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	18%	30%	60%	90%	60,82 %																																																																																										
Net Booking Digital Groupe (en M€)	< 1 066	≥ 1 066 - < 1 199,25	≥ 1 199,25 - < 1 332,50	1 332,50	1 665,63	1396,6																																																																																										
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	9%	15%	30%	45%	31,44%																																																																																										
Critère qualitatif (10%)																																																																																																
Evolution du nombre de joueurs sur certains territoires stratégiques	< 28%	≥ 28% - < 31,5%	≥ 31,5% - < 35%	35%	45,5%	36,98%																																																																																										
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	3%	5%	10%	15%	10,57%																																																																																										
Total																																																																																																
Rémunération variable annuelle en % de la rémunération fixe	0%	30%	50%	100%	150%	102,83%																																																																																										
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu																																																																																														
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Pas d'attribution de rémunération variable pluriannuelle en faveur d'Yves Guillemot au cours de l'exercice.																																																																																														
Rémunération exceptionnelle annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'a pas été prévu au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019																																																																																														
Options d'action	754 543 € (valorisation comptable)	<p>La rémunération variable long terme prend la forme d'une attribution de 41 607 options de souscription d'actions dont le prix d'exercice a été fixé à 68,59€ ⁽¹⁾.</p> <p>L'acquisition des options de souscription d'actions est conditionnée :</p> <p>(i) pour 50 % sur la base d'un EBIT moyen Groupe (indicateur à caractère non strictement comptable) (les « Conditions Internes ») calculé en tenant compte des EBIT Groupe non-IFRS des exercices 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 ; et</p> <p>(ii) pour 50 % sur la base du positionnement du rendement total de l'Action Ubisoft (le « TSR Ubisoft ») par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index, le TSR Ubisoft et les TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index étant calculés entre le 17 décembre 2018 et le 16 décembre 2021 (les « Conditions Externes »).</p> <p>Pour chaque critère, l'acquisition des options de souscription d'actions suit la logique suivante :</p> <table><tr><th></th><th>< 80% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 100% EBIT moyen Groupe cible</th></tr><tr><td>EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)</td><td>0% de l'attribution sur ce critère</td><td>30% de l'attribution sur ce critère</td><td>50% de l'attribution sur ce critère</td><td>100% de l'attribution sur ce critère</td></tr></table> <p>La rémunération variable long terme conditionnée à l'atteinte d'un EBIT moyen Groupe est acquise par palier. Le niveau de la cible d'EBIT moyen Groupe définie est conforme aux objectifs annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice.</p>						< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible	EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère																																																																																
	< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible																																																																																												
EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère																																																																																												

Le détail des conditions de performance et le niveau d'atteinte attendu, établis et prédéfinis de manière précise, visant trois exercices non clôturés, ne peuvent être rendus publics pour des raisons de confidentialité sur la stratégie du Groupe. Le Groupe s'engage à communiquer l'atteinte des conditions de performance dans le document de référence publié au titre de l'exercice au cours duquel intervient la date d'acquisition des droits à exercice.

	< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile
Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur le critère	50% de l'attribution sur le critère	100% de l'attribution sur le critère

La rémunération variable long terme conditionnée au positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index est acquise par palier.

L'atteinte de ces critères est évaluée sur une période de trois exercices ou années consécutifs minimum conditionnant l'acquisition de la rémunération long terme. Le plan d'options de souscription d'actions sera définitivement acquis suite à une période d'acquisition de quatre années ⁽²⁾. L'acquisition sera également subordonnée au maintien de la fonction de Dirigeant mandataire social.

Actions de performance	N/A	Pas d'attribution d'actions de performance en faveur d'Yves Guillemot au cours de l'exercice
Autre élément de rémunération long terme (BSAR, BSA...)	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice
Jetons de présence (brut)	40 000 €	<p>40 K€ maximum au total</p> <p>Fixe : 40 % versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1^{er} avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1^{er} octobre au 31 mars</p> <p>Variable ⁽³⁾ : 60 % versés en mars proratisés en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ participation inférieure à 50 % aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable ♦ participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable ♦ participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable
Avantages de toute nature	N/A	Yves Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Yves Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire

⁽¹⁾ 68,59 € correspondant à la moyenne des cours d'ouverture de l'Action Ubisoft sur Euronext Paris constatés aux vingt séances précédant le Conseil d'administration d'attribution

⁽²⁾ La date d'acquisition correspond, pour les options de souscription d'actions, à la date d'ouverture des droits d'exercice

⁽³⁾ Taux de présence aux réunions du Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31/03/19 visé à la page 16 de la présente Brochure

REMUNERATION DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

Détail des éléments de rémunération des Directeurs généraux délégués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019

♦ Rémunérations fixes annuelles perçues par les Directeurs généraux délégués

Directeurs généraux délégués	Rémunération brute annuelle	
Claude Guillemot	65 621 €	Rémunération augmentée le 1 ^{er} avril 2018
Michel Guillemot	65 621 €	Rémunération augmentée le 1 ^{er} avril 2018
Gérard Guillemot	65 621 €	Rémunération augmentée le 1 ^{er} avril 2018
Christian Guillemot	65 621 €	Rémunération augmentée le 1 ^{er} avril 2018

Les rémunérations fixes de MM. Claude, Michel, Gérard et Christian Guillemot ont été augmentées de 5% au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

La croissance du Groupe, cumulée à un contexte d'innovation technologique stratégique et de concurrence accrue, traduit une hausse des responsabilités des Directeurs généraux délégués qui a été retranscrite dans la rémunération fixe. Il est rappelé que les rémunérations de MM. Claude, Gérard et Christian Guillemot n'avaient pas évolué depuis 2011.

♦ Rémunération variable à long terme

Conformément aux principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération soumis au vote des actionnaires lors de l'Assemblée générale du 27 juin 2018, le Conseil d'administration a arrêté, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, la rémunération variable long terme des Directeurs généraux délégués qui se traduit pour l'exercice clos le 31 mars 2019 par une attribution individuelle de 3 606 options de souscription d'actions.

L'acquisition des options de souscription d'actions est conditionnée :

- (i) pour 50 % sur la base d'un EBIT moyen Groupe en valeur (indicateur à caractère non strictement comptable) (les « Conditions Internes ») calculé en tenant compte des EBIT Groupe non-IFRS des exercices 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 ; et
- (ii) pour 50 % sur la base du positionnement du rendement total de l'Action Ubisoft (le « TSR Ubisoft ») par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index, le TSR Ubisoft et les TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index étant calculés entre le 17 décembre 2018 et le 16 décembre 2021 (les « Conditions Externes »).



Pour chaque critère, l'acquisition des options de souscription d'actions suit la logique suivante :

	< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible
EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère

La rémunération variable long terme conditionnée à l'atteinte d'un EBIT moyen Groupe est acquise par palier. Le niveau de la cible d'EBIT moyen Groupe définie est conforme aux objectifs annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice.

Le détail des conditions de performance et le niveau d'atteinte attendu, établis et prédéfinis de manière précise, visant trois exercices non clôturés, ne peuvent être rendus publics pour des raisons de confidentialité sur la stratégie du Groupe.

	< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile
Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur le critère	50% de l'attribution sur le critère	100% de l'attribution sur le critère

La rémunération variable long terme conditionnée au positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index est acquise par palier.

L'atteinte de ces critères est évaluée sur une période de trois exercices ou années consécutifs conditionnant l'acquisition de la rémunération long terme. Le plan d'options de souscription d'actions sera définitivement acquis suite à une période d'acquisition de quatre années ¹². L'acquisition sera également subordonnée au maintien de la fonction de Dirigeant mandataire social. Le Groupe s'engage à communiquer l'atteinte des conditions de performance dans le document de référence publié au titre de l'exercice au cours duquel intervient la date d'acquisition des droits à exercice.

L'attribution représente environ 50% de la rémunération totale des Directeurs généraux délégués sur l'exercice clos le 31 mars 2019 soit 65 395 € au jour de l'attribution.

Récapitulatif de l'attribution

AG CA	Directeurs généraux délégués	Nombre d'options de souscription d'actions attribuées	Périodes d'évaluation de la performance et d'acquisition Prix d'exercice ⁽²⁾	Conditions de performance évaluées sur 3 exercices ou années consécutifs déterminant le nombre d'options de souscription d'actions acquises	
				Condition interne (50%)	Condition externe (50%)
AG 27/06/18 (19 ^e résolution) CA 17/12/18	Claude Guillemot	3 606 options de souscription d'actions ⁽¹⁾	Conditions de performance interne et externe : 3 exercices ou années consécutifs	EBIT moyen Groupe ⁽³⁾ en valeur apprécié sur les EBIT Groupe annoncés au marché au cours des 3 exercices couvrant la période d'acquisition (exercices 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021)	Positionnement du rendement total de l'Action Ubisoft (le « TSR Ubisoft ») par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index, les TSR du Groupe et des sociétés du NASDAQ Composite Index étant calculés entre la date d'attribution et la veille de la troisième date anniversaire de l'attribution, soit du 17 décembre 2018 au 16 décembre 2021.
	Michel Guillemot	3 606 options de souscription d'actions ⁽¹⁾			
	Gérard Guillemot	3 606 options de souscription d'actions ⁽¹⁾	Période d'acquisition : 4 années		
	Christian Guillemot	3 606 options de souscription d'actions ⁽¹⁾	Prix d'exercice : 68,59€		

⁽¹⁾ Sous réserve de la réalisation de conditions de performance évaluées sur 3 exercices ou années consécutifs

⁽²⁾ 68,59 € correspondant à la moyenne des cours d'ouverture de l'Action Ubisoft sur Euronext Paris constatés aux vingt séances précédant le Conseil d'administration d'attribution

⁽³⁾ Non-IFRS, EBIT moyen des exercices couvrant la période d'acquisition (sur la base des objectifs d'EBIT Groupe annuels annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice en fonction des normes en vigueur)

♦ Des jetons de présence

En leur qualité d'administrateur, les Directeurs généraux délégués perçoivent des jetons de présence.

Par ailleurs, en sa qualité de Président/membre du Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale instauré le 12 septembre 2018, M. Gérard Guillemot perçoit également des jetons de présence (Cf. 4.2.1 du Document de référence 2019).

¹² La date d'acquisition correspond, pour les options de souscription d'actions, à la date d'ouverture des droits d'exercice

♦ Rémunération et avantages dus à raison de la cessation des fonctions de mandataire social de la société (Nomenclature AMF : Tableau 11)

Nom	Cumul du mandat avec un contrat de travail de la Société		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus en raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Claude Guillemot Directeur général délégué		✓		✓		✓		✓
Michel Guillemot Directeur général délégué		✓		✓		✓		✓
Gérard Guillemot Directeur général délégué		✓		✓		✓		✓
Christian Guillemot Directeur général délégué		✓		✓		✓		✓

Synthèse des éléments de rémunération des Directeurs généraux délégués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 (Nomenclature AMF)

♦ Tableau 1 : Synthèse des rémunérations et des options et/ou actions attribuées à chaque Directeur général délégué

Claude Guillemot, Directeur général délégué	31/03/2019		31/03/2018	
	Ubisoft	Autres sociétés	Ubisoft	Autres sociétés
Rémunérations dues au titre de l'exercice ⁽¹⁾	105 621 €	-	102 496 €	-
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-	62 496 €	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	65 395 €	-	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-	-	-
TOTAL	171 016 €	-	164 992 €	-

Michel Guillemot, Directeur général délégué	31/03/2019		31/03/2018	
	Ubisoft	Autres sociétés	Ubisoft	Autres sociétés
Rémunérations dues au titre de l'exercice ⁽¹⁾	105 621 €	-	102 496 €	-
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-	62 496 €	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	65 395 €	-	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-	-	-
TOTAL	171 016 €	-	164 992 €	-

Gérard Guillemot, Directeur général délégué	31/03/2019		31/03/2018	
	Ubisoft	Autres sociétés	Ubisoft	Autres sociétés
Rémunérations dues au titre de l'exercice ⁽¹⁾	99 121 €	599 293 € ⁽³⁾	102 496 €	595 352 € ⁽³⁾
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-	62 496 €	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	65 395 €	-	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-	-	-
TOTAL	164 516 €	599 293 €	164 992 €	595 352 €

Christian Guillemot, Directeur général délégué	31/03/2019		31/03/2018	
	Ubisoft	Autres sociétés	Ubisoft	Autres sociétés
Rémunérations dues au titre de l'exercice ⁽¹⁾	105 621 €	-	102 496 €	-
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-	62 496 €	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	65 395 €	-	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	-	-	-	-
TOTAL	171 016 €	-	164 992 €	-

⁽¹⁾ Détail tableau 2 ci-après « Récapitulatif des rémunérations »

⁽²⁾ Juste valeur IFRS au moment de l'attribution

⁽³⁾ Au titre de ses fonctions de CEO de l'activité cinéma

♦ **Tableau 2 : Récapitulatif des rémunérations des Directeurs généraux délégués versées par l'Emetteur et par toute société (article L. 233-16 du Code de commerce)**

		31/03/19		31/03/18	
Claude Guillemot Directeur général délégué		Montants versés (en euros) ⁽¹⁾	Montants dus (en euros) ⁽²⁾	Montants versés (en euros) ⁽¹⁾	Montants dus (en euros) ⁽²⁾
Rémunération fixe brute avant impôt		65 621	65 621	62 496	62 496
Rémunération variable annuelle		-	-	-	-
Rémunération variable pluriannuelle		-	-	-	62 496 ⁽³⁾
Rémunération exceptionnelle		-	-	-	-
Jetons de présence	Part fixe ⁽⁴⁾	16 000	16 000	16 000	16 000
Ubisoft	Part variable ⁽⁴⁾	24 000	24 000	24 000	24 000
Avantages en nature		-	-	-	-
TOTAL		105 621	105 621	102 496	164 992

		31/03/19		31/03/18	
Michel Guillemot Directeur général délégué		Montants versés (en euros) ⁽¹⁾	Montants dus (en euros) ⁽²⁾	Montants versés (en euros) ⁽¹⁾	Montants dus (en euros) ⁽²⁾
Rémunération fixe brute avant impôt		65 621	65 621	62 496	62 496
Rémunération variable annuelle		-	-	-	-
Rémunération variable pluriannuelle		-	-	-	62 496 ⁽³⁾
Rémunération exceptionnelle		-	-	-	-
Jetons de présence	Part fixe ⁽⁴⁾	16 000	16 000	16 000	16 000
Ubisoft	Part variable ⁽⁴⁾	24 000	24 000	24 000	24 000
Avantages en nature		-	-	-	-
TOTAL		105 621	105 621	102 496	164 992

		31/03/19		31/03/18	
Gérard Guillemot Directeur général délégué		Montants versés (en euros) ⁽¹⁾	Montants dus (en euros) ⁽²⁾	Montants versés (en euros) ⁽¹⁾	Montants dus (en euros) ⁽²⁾
Rémunération fixe brute avant impôt		664 914 ⁽⁵⁾	664 914 ⁽⁵⁾	657 848 ⁽⁵⁾	657 848 ⁽⁵⁾
Rémunération variable annuelle		-	-	-	-
Rémunération variable pluriannuelle		-	-	-	62 496 ⁽³⁾
Rémunération exceptionnelle		-	-	-	-
Jetons de présence	Part fixe ⁽⁴⁾	18 500 ⁽⁶⁾	18 500 ⁽⁶⁾	16 000	16 000
Ubisoft	Part variable ⁽⁴⁾	15 000 ⁽⁶⁾	15 000 ⁽⁶⁾	24 000	24 000
Avantages en nature		-	-	-	-
TOTAL		698 414	698 414	697 848	760 344

		31/03/19		31/03/18	
Christian Guillemot Directeur général délégué		Montants versés (en euros) ⁽¹⁾	Montants dus (en euros) ⁽²⁾	Montants versés (en euros) ⁽¹⁾	Montants dus (en euros) ⁽²⁾
Rémunération fixe brute avant impôt		65 621	65 621	62 496	62 496
Rémunération variable annuelle		-	-	-	-
Rémunération variable pluriannuelle		-	-	-	62 496 ⁽³⁾
Rémunération exceptionnelle		-	-	-	-
Jetons de présence	Part fixe ⁽⁴⁾	16 000	16 000	16 000	16 000
Ubisoft	Part variable ⁽⁴⁾	24 000	24 000	24 000	24 000
Avantages en nature		-	-	-	-
TOTAL		105 621	105 621	102 496	164 992

⁽¹⁾ Intégralité des rémunérations versées au Dirigeant mandataire social au titre de ses fonctions au cours de l'exercice

⁽²⁾ Rémunérations attribuées au Dirigeant mandataire social au titre de ses fonctions au cours de l'exercice quelle que soit la date de versement

⁽³⁾ Soumis à l'atteinte de conditions de performance internes et externes

⁽⁴⁾ 40 % fixe et 60 % variable

⁽⁵⁾ Dont 599 293 € (FY2019) et 595 352 € (FY2018) au titre de ses fonctions de CEO de l'activité cinéma

⁽⁶⁾ Dont une partie fixe prorata temporis et une partie variable en qualité de Président/membre du Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale instauré le 12 septembre 2018 (Cf. 4.2.1.1 du Document de référence 2019)

Tableau de synthèse des éléments de rémunération des Directeurs généraux délégués soumis au vote des actionnaires (Vote « Ex Post »)												
Claude GUILLEMOT, Directeur général délégué												
Éléments de la rémunération due ou attribuée	Montants ou valorisation comptable	Présentation										
Rémunération fixe brute	65 621 €	Rémunération en vigueur depuis le 1 ^{er} avril 2018 La rémunération fixe a été augmentée de 5% par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2018 afin de prendre en compte l'évolution du Groupe Ubisoft notamment en termes de chiffre d'affaires, de capitalisation boursière et d'effectif.										
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu										
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu										
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Pas d'attribution de rémunération variable pluriannuelle en faveur de Claude Guillemot au cours de l'exercice										
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu										
Options d'action	65 395 € (valorisation comptable)	La rémunération variable long terme prend la forme d'une attribution de 3 606 options de souscription d'actions dont le prix d'exercice a été fixé à 68,59 € ⁽¹⁾ . L'acquisition des options de souscription d'actions est conditionnée : (i) pour 50 % sur la base d'un EBIT moyen Groupe en valeur (indicateur à caractère non strictement comptable) (les « Conditions Internes ») calculé en tenant compte des EBIT Groupe non-IFRS des exercices 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 ; et (ii) pour 50 % sur la base du positionnement du rendement total de l'Action Ubisoft (le « TSR Ubisoft ») par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index, le TSR Ubisoft et les TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index étant calculés entre le 17 décembre 2018 et le 16 décembre 2021 (les « Conditions Externes »). Pour chaque critère, l'acquisition des options de souscription d'actions suit la logique suivante :										
		<table><tr><th></th><th>< 80% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 100% EBIT moyen Groupe cible</th></tr><tr><td>EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)</td><td>0% de l'attribution sur ce critère</td><td>30% de l'attribution sur ce critère</td><td>50% de l'attribution sur ce critère</td><td>100% de l'attribution sur ce critère</td></tr></table>		< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible	EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère
			< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible						
		EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère						
		La rémunération variable long terme conditionnée à l'atteinte d'un EBIT moyen Groupe est acquise par palier. Le niveau de la cible d'EBIT moyen Groupe définie est conforme aux objectifs annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice. Le détail des conditions de performance et le niveau d'atteinte attendu, établis et prédéfinis de manière précise, visant trois exercices non clôturés, ne peuvent être rendus publics pour des raisons de confidentialité sur la stratégie du Groupe. Le Groupe s'engage à communiquer l'atteinte des conditions de performance dans le document de référence publié au titre de l'exercice au cours duquel intervient la date d'acquisition des droits à exercice.										
		<table><tr><th></th><th>< 50^{ème} pourcentile</th><th>≥ 50^{ème} et ≤ 60^{ème} pourcentile</th><th>> 60^{ème} pourcentile</th></tr><tr><td>Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)</td><td>0% de l'attribution sur le critère</td><td>50% de l'attribution sur le critère</td><td>100% de l'attribution sur le critère</td></tr></table>		< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile	Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur le critère	50% de l'attribution sur le critère	100% de l'attribution sur le critère		
			< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile							
Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur le critère	50% de l'attribution sur le critère	100% de l'attribution sur le critère									
La rémunération variable long terme conditionnée au positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index est acquise par palier. L'atteinte de ces critères est évaluée sur une période de trois exercices ou années consécutifs conditionnant l'acquisition de la rémunération long terme. Le plan d'options de souscription d'actions sera définitivement acquis suite à une période d'acquisition de quatre années ⁽²⁾ . L'acquisition sera également subordonnée au maintien de la fonction de Dirigeant mandataire social.												
Actions de performance	N/A	Pas d'attribution d'actions de performance en faveur de Claude Guillemot au cours de l'exercice										
Autre élément rémunération long terme	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice										
Jetons de présence (brut)	40 000 €	40 K€ maximum au total Fixe : 40 % versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1 ^{er} avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1 ^{er} octobre au 31 mars. Variable ⁽³⁾ : 60 % versés en mars proratisés en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après : ♦ participation inférieure à 50 % aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable ♦ participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable ♦ participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable										
Avantages de toute nature	N/A	Claude Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature										
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type										
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence										
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Claude Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire										

⁽¹⁾ Moyenne des cours d'ouverture de l'Action Ubisoft sur Euronext Paris aux vingt séances précédant le Conseil d'administration d'attribution

⁽²⁾ Date d'acquisition pour les options de souscription d'actions correspond à la date d'ouverture des droits d'exercice

⁽³⁾ Taux de présence aux réunions du Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31/03/19 visé à la page 16 de la présente Brochure

⁽¹⁾ Moyenne des cours d'ouverture de l'Action Ubisoft sur Euronext Paris aux vingt séances précédant le Conseil d'administration d'attribution

⁽²⁾ Date d'acquisition pour les options de souscription d'actions correspond à la date d'ouverture des droits d'exercice

⁽³⁾ Taux de présence aux réunions du Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31/03/19 visé à la page 16 de la présente Brochure



Michel GUILLEMOT, Directeur général délégué																				
Éléments de la rémunération due ou attribuée	Montants ou valorisation comptable	Présentation																		
Rémunération fixe brute	65 621 €	Rémunération en vigueur depuis le 1 ^{er} avril 2018. La rémunération fixe a été augmentée de 5% par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2018 afin de prendre en compte l'évolution du Groupe Ubisoft notamment en termes de chiffre d'affaires, de capitalisation boursière et d'effectif.																		
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu																		
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu																		
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Pas d'attribution de rémunération variable pluriannuelle en faveur de Michel Guillemot au cours de l'exercice																		
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu																		
Options d'action	65 395 € (valorisation comptable)	<p>La rémunération variable long terme prend la forme d'une attribution de 3 606 options de souscription d'actions dont le prix d'exercice a été fixé à 68,59 € ⁽¹⁾. L'acquisition des options de souscription d'actions est conditionnée :</p> <p>(i) pour 50 % sur la base d'un EBIT moyen Groupe en valeur (indicateur à caractère non strictement comptable) (les « Conditions Internes ») calculé en tenant compte des EBIT Groupe non-IFRS des exercices 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 ; et</p> <p>(ii) pour 50 % sur la base du positionnement du rendement total de l'Action Ubisoft (le « TSR Ubisoft ») par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index, le TSR Ubisoft et les TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index étant calculés entre le 17 décembre 2018 et le 16 décembre 2021 (les « Conditions Externes »).</p> <p>Pour chaque critère, l'acquisition des options de souscription d'actions suit la logique suivante :</p> <table><tr><th></th><th>< 80% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 100% EBIT moyen Groupe cible</th></tr><tr><td>EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)</td><td>0% de l'attribution sur ce critère</td><td>30% de l'attribution sur ce critère</td><td>50% de l'attribution sur ce critère</td><td>100% de l'attribution sur ce critère</td></tr></table> <p>La rémunération variable long terme conditionnée à l'atteinte d'un EBIT moyen Groupe est acquise par palier. Le niveau de la cible d'EBIT moyen Groupe définie est conforme aux objectifs annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice.</p> <p>Le détail des conditions de performance et le niveau d'atteinte attendu, établis et prédéfinis de manière précise, visant trois exercices non clôturés, ne peuvent être rendus publics pour des raisons de confidentialité sur la stratégie du Groupe. Le Groupe s'engage à communiquer l'atteinte des conditions de performance dans le document de référence publié au titre de l'exercice au cours duquel intervient la date d'acquisition des droits à exercice.</p> <table><tr><th></th><th>< 50^{ème} pourcentile</th><th>≥ 50^{ème} et ≤ 60^{ème} pourcentile</th><th>> 60^{ème} pourcentile</th></tr><tr><td>Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)</td><td>0% de l'attribution sur le critère</td><td>50% de l'attribution sur le critère</td><td>100% de l'attribution sur le critère</td></tr></table> <p>La rémunération variable long terme conditionnée au positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index est acquise par palier.</p> <p>L'atteinte de ces critères est évaluée sur une période de trois exercices ou années consécutifs conditionnant l'acquisition de la rémunération long terme. Le plan d'options de souscription d'actions sera définitivement acquis suite à une période d'acquisition de quatre années ⁽²⁾. L'acquisition sera également subordonnée au maintien de la fonction de Dirigeant mandataire social.</p>		< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible	EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère		< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile	Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur le critère	50% de l'attribution sur le critère	100% de l'attribution sur le critère
	< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible																
EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère																
	< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile																	
Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur le critère	50% de l'attribution sur le critère	100% de l'attribution sur le critère																	
Actions de performance	N/A	Pas d'attribution d'actions de performance en faveur de Michel Guillemot au cours de l'exercice																		
Autre élément rémunération long terme	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice																		
Jetons de présence (brut)	40 000 €	<p>40 K€ maximum au total</p> <p>Fixe : 40 % versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1er avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1er octobre au 31 mars</p> <p>Variable ⁽³⁾ : 60 % versés en mars proratisés en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">♦ participation inférieure à 50 % aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable♦ participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable♦ participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable																		
Avantages de toute nature	N/A	Michel Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature																		
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type																		
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence																		
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Michel Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire																		

⁽¹⁾ Moyenne des cours d'ouverture de l'Action Ubisoft sur Euronext Paris aux vingt séances précédant le Conseil d'administration d'attribution

⁽²⁾ Date d'acquisition pour les options de souscription d'actions correspond à la date d'ouverture des droits d'exercice

⁽³⁾ Taux de présence aux réunions du Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31/03/19 visé à la page 16 de la présente Brochure

⁽¹⁾ Moyenne des cours d'ouverture de l'Action Ubisoft sur Euronext Paris aux vingt séances précédant le Conseil d'administration d'attribution

⁽²⁾ Date d'acquisition pour les options de souscription d'actions correspond à la date d'ouverture des droits d'exercice

⁽³⁾ Taux de présence aux réunions du Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31/03/19 visé à la page 16 de la présente Brochure

GERARD GUILLEMOT, Directeur général délégué												
Éléments de la rémunération due ou attribuée	Montants ou valorisation comptable	Présentation										
Rémunération fixe brute	65 621€	Rémunération en vigueur depuis le 1 ^{er} avril 2018. La rémunération fixe a été augmentée de 5% par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2018 afin de prendre en compte l'évolution du Groupe Ubisoft notamment en termes de chiffre d'affaires, de capitalisation boursière et d'effectif.										
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu										
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu										
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Pas d'attribution de rémunération variable pluriannuelle en faveur de Gérard Guillemot au cours de l'exercice										
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu										
Options d'action	65 395 € (valorisation comptable)	La rémunération variable long terme prend la forme d'une attribution de 3 606 options de souscription d'actions dont le prix d'exercice a été fixé à 68,59 € ⁽¹⁾ . L'acquisition des options de souscription d'actions est conditionnée : (i) pour 50 % sur la base d'un EBIT moyen Groupe en valeur (indicateur à caractère non strictement comptable) (les « Conditions Internes ») calculé en tenant compte des EBIT Groupe non-IFRS des exercices 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 ; et (ii) pour 50 % sur la base du positionnement du rendement total de l'Action Ubisoft (le « TSR Ubisoft ») par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index, le TSR Ubisoft et les TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index étant calculés entre le 17 décembre 2018 et le 16 décembre 2021 (les « Conditions Externes »). Pour chaque critère, l'acquisition des options de souscription d'actions suit la logique suivante :										
		<table><tr><th></th><th>< 80% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible</th><th>≥ 100% EBIT moyen Groupe cible</th></tr><tr><td>EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)</td><td>0% de l'attribution sur ce critère</td><td>30% de l'attribution sur ce critère</td><td>50% de l'attribution sur ce critère</td><td>100% de l'attribution sur ce critère</td></tr></table>		< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible	EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère
			< 80% EBIT moyen Groupe cible	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	≥ 100% EBIT moyen Groupe cible						
		EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère						
		La rémunération variable long terme conditionnée à l'atteinte d'un EBIT moyen Groupe est acquise par palier. Le niveau de la cible d'EBIT moyen Groupe définie est conforme aux objectifs annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice.										
		<table><tr><th></th><th>< 50^{ème} pourcentile</th><th>≥ 50^{ème} et ≤ 60^{ème} pourcentile</th><th>> 60^{ème} pourcentile</th></tr><tr><td>Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)</td><td>0% de l'attribution sur le critère</td><td>50% de l'attribution sur le critère</td><td>100% de l'attribution sur le critère</td></tr></table>		< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile	Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur le critère	50% de l'attribution sur le critère	100% de l'attribution sur le critère		
	< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile									
Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur le critère	50% de l'attribution sur le critère	100% de l'attribution sur le critère									
Le détail des conditions de performance et le niveau d'atteinte attendu, établis et prédéfinis de manière précise, visant trois exercices non clôturés, ne peuvent être rendus publics pour des raisons de confidentialité sur la stratégie du Groupe. Le Groupe s'engage à communiquer l'atteinte des conditions de performance dans le document de référence publié au titre de l'exercice au cours duquel intervient la date d'acquisition des droits à exercice. La rémunération variable long terme conditionnée au positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index est acquise par palier. L'atteinte de ces critères est évaluée sur une période de trois exercices ou années consécutifs conditionnant l'acquisition de la rémunération long terme. Le plan d'options de souscription d'actions sera définitivement acquis suite à une période d'acquisition de quatre années ⁽²⁾ . L'acquisition sera également subordonnée au maintien de la fonction de Dirigeant mandataire social.												
Actions de performance	N/A	Pas d'attribution d'actions de performance en faveur de Gérard Guillemot au cours de l'exercice										
Autre élément rémunération long terme	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice										
Jetons de présence (brut)	33 500 €	<u>Conseil d'administration</u> : 40 K€ maximum au total Fixe : 40 % versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1er avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1er octobre au 31 mars. Variable ⁽³⁾ : 60 % versés en mars proratisés en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après : ♦ participation inférieure à 50 % aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable ♦ participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable ♦ participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable <u>Comité Responsabilité Sociale, Environnementale et Sociétale</u> ⁽⁴⁾ : Fixe (Président) : 5 000 € maximum au total ⁽⁵⁾ Variable (membre) : 1 500 € par séance (plafond 4 séances maximum par exercice)										
Avantages de toute nature	N/A	Gérard Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature										
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type										
Indemnité de non-concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence										
Régime de retraite supplémentaire	N/A	Gérard Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire										

⁽¹⁾ Moyenne des cours d'ouverture de l'Action Ubisoft sur Euronext Paris aux vingt séances précédant le Conseil d'administration d'attribution

⁽²⁾ Date d'acquisition pour les options de souscription d'actions correspond à la date d'ouverture des droits d'exercice

⁽³⁾ Taux de présence aux réunions du Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31/03/19 visé à la page 16 de la présente Brochure

⁽⁴⁾ Instauré le 12 septembre 2018

⁽⁵⁾ Prorata temporis

⁽¹⁾ Moyenne des cours d'ouverture de l'Action Ubisoft sur Euronext Paris aux vingt séances précédant le Conseil d'administration d'attribution

⁽²⁾ Date d'acquisition pour les options de souscription d'actions correspond à la date d'ouverture des droits d'exercice

⁽³⁾ Taux de présence aux réunions du Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31/03/19 visé à la page 16 de la présente Brochure

⁽⁴⁾ Instauré le 12 septembre 2018

⁽⁵⁾ Prorata temporis

Christian GUILLEMOT, Directeur général délégué												
Éléments de la rémunération due ou attribué	Montants ou valorisation comptable	Présentation										
Rémunération fixe (brute)	65 621 €	Rémunération en vigueur depuis le 1 ^{er} avril 2018. La rémunération fixe a été augmentée de 5% par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2018 afin de prendre en compte l'évolution du Groupe Ubisoft notamment en termes de chiffre d'affaires, de capitalisation boursière et d'effectif.										
Rémunération variable annuelle	N/A	Le principe d'une rémunération variable annuelle n'est pas prévu										
Rémunération variable différée	N/A	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu										
Rémunération variable pluriannuelle	N/A	Pas d'attribution de rémunération variable pluriannuelle en faveur de Christian Guillemot au cours de l'exercice										
Rémunération exceptionnelle	N/A	Le principe d'une rémunération exceptionnelle n'est pas prévu										
Options d'action	65 395 € (valorisation comptable)	La rémunération variable long terme prend la forme d'une attribution de 3 606 options de souscription d'actions dont le prix d'exercice a été fixé à 68,59 € ⁽¹⁾ . L'acquisition des options de souscription d'actions est conditionnée : (i) pour 50 % sur la base d'un EBIT moyen Groupe en valeur (indicateur à caractère non strictement comptable) (les « Conditions Internes ») calculé en tenant compte des EBIT Groupe non-IFRS des exercices 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021 ; et (ii) pour 50 % sur la base du positionnement du rendement total de l'Action Ubisoft (le « TSR Ubisoft ») par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index, le TSR Ubisoft et les TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index étant calculés entre le 17 décembre 2018 et le 16 décembre 2021 (les « Conditions Externes »). Pour chaque critère, l'acquisition des options de souscription d'actions suit la logique suivante :										
		<table><tr><th colspan="2">< 80% EBIT moyen Groupe cible</th><th>>= 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible</th><th>>= 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible</th><th>>= 100% EBIT moyen Groupe cible</th></tr><tr><td>EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)</td><td>0% de l'attribution sur ce critère</td><td>30% de l'attribution sur ce critère</td><td>50% de l'attribution sur ce critère</td><td>100% de l'attribution sur ce critère</td></tr></table>	< 80% EBIT moyen Groupe cible		>= 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	>= 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	>= 100% EBIT moyen Groupe cible	EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère
		< 80% EBIT moyen Groupe cible		>= 80% et < 90% EBIT moyen Groupe cible	>= 90% et < 100% EBIT moyen Groupe cible	>= 100% EBIT moyen Groupe cible						
		EBIT moyen Groupe non-IFRS (50%)	0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère						
		La rémunération variable long terme conditionnée à l'atteinte d'un EBIT moyen Groupe est acquise par palier. Le niveau de la cible d'EBIT moyen Groupe définie est conforme aux objectifs annoncés par le Groupe au titre du communiqué annuel au début de chaque exercice. Le détail des conditions de performance et le niveau d'atteinte attendu, établis et prédéfinis de manière précise, visant trois exercices non clôturés, ne peuvent être rendus publics pour des raisons de confidentialité sur la stratégie du Groupe. Le Groupe s'engage à communiquer l'atteinte des conditions de performance dans le document de référence publié au titre de l'exercice au cours duquel intervient la date d'acquisition des droits à exercice.										
		<table><tr><th>< 50^{ème} pourcentile</th><th>>= 50^{ème} et <= 60^{ème} pourcentile</th><th>> 60^{ème} pourcentile</th></tr><tr><td>Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)</td><td>0% de l'attribution sur le critère</td><td>50% de l'attribution sur le critère</td><td>100% de l'attribution sur le critère</td></tr></table>	< 50 ^{ème} pourcentile	>= 50 ^{ème} et <= 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile	Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur le critère	50% de l'attribution sur le critère	100% de l'attribution sur le critère			
		< 50 ^{ème} pourcentile	>= 50 ^{ème} et <= 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile								
		Positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (50%)	0% de l'attribution sur le critère	50% de l'attribution sur le critère	100% de l'attribution sur le critère							
		La rémunération variable long terme conditionnée au positionnement du TSR Ubisoft par rapport aux TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index est acquise par palier. L'atteinte de ces critères est évaluée sur une période de trois exercices ou années consécutifs conditionnant l'acquisition de la rémunération long terme. Le plan d'options de souscription d'actions sera définitivement acquis suite à une période d'acquisition de quatre années ⁽²⁾ . L'acquisition sera également subordonnée au maintien de la fonction de Dirigeant mandataire social.										
		Actions de performance	N/A	Pas d'attribution d'actions de performance en faveur de Christian Guillemot au cours de l'exercice								
Autre élément rémunération long terme	N/A	Aucune attribution intervenue au cours de l'exercice										
Jetons de présence (brut)	40 000 €	40 K€ maximum au total Fixe : 40 % versés pour moitié en avril rémunérant la période du 1er avril au 30 septembre et pour moitié en octobre rémunérant la période du 1er octobre au 31 mars Variable ⁽³⁾ : 60 % versés en mars proratisés en fonction de la présence des administrateurs aux réunions du Conseil au cours de l'exercice dans les proportions ci-après : ♦ participation inférieure à 50 % aux réunions du Conseil : aucun versement pour la part variable ♦ participation comprise entre 50 % et 75 % aux réunions du Conseil : versement de la moitié de la part variable ♦ participation supérieure à 75 % aux réunions du Conseil : versement de l'intégralité de la part variable										
Avantages de toute nature	N/A	Christian Guillemot ne bénéficie pas d'avantage en nature										
Indemnité de départ	N/A	Aucun engagement de ce type										
Indemnité de non concurrence	N/A	Il n'existe pas de clause de non-concurrence										
Régime de retrait supplémentaire	N/A	Christian Guillemot n'est pas éligible à un régime de retraite supplémentaire										

⁽¹⁾ Moyenne des cours d'ouverture de l'Action Ubisoft sur Euronext Paris aux vingt séances précédant le Conseil d'administration d'attribution

⁽²⁾ Date d'acquisition pour les options de souscription d'actions correspond à la date d'ouverture des droits d'exercice

⁽³⁾ Taux de présence aux réunions du Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31/03/19 visé à la page 16 de la présente Brochure

⁽¹⁾ Moyenne des cours d'ouverture de l'Action Ubisoft sur Euronext Paris aux vingt séances précédant le Conseil d'administration d'attribution

⁽²⁾ Date d'acquisition pour les options de souscription d'actions correspond à la date d'ouverture des droits d'exercice

⁽³⁾ Taux de présence aux réunions du Conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31/03/19 visé à la page 16 de la présente Brochure

AUTORISATIONS EN VIGUEUR OU UTILISEES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

Nature	Date de l'assemblée Résolution	Durée Échéance	Plafond d'utilisation	Date de l'utilisation 2018/2019	Émission ou annulation du 01/04/18 au 31/03/19
Rachat d'actions	22/09/17 20 ^e résolution ⁽¹⁾	18 mois 21/03/19	10 % du capital Prix d'achat maximum : 75 €	Cf. 7.2.4 du Document de référence 2019	
	27/06/18 12 ^e résolution	18 mois 26/12/19	10 % du capital Prix d'achat maximum : 120 €		
Réduction de capital par annulation d'actions autodétenues	27/06/18 13 ^e résolution	18 mois 26/12/19	10 % du capital par période de 24 mois	Cf. 7.2.4 du Document de référence 2019	
				24/09/18 01/02/19	- 3 088 154
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres	22/09/17 22 ^e résolution	26 mois 21/11/19	10 M€	28/06/18 ⁽²⁾ 24/09/18 ⁽²⁾ 17/12/18 ⁽²⁾	699 826
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	22/09/17 23 ^e résolution ⁽³⁾	26 mois 21/11/19	En capital : 1 450 K€ Titres de créance : 400 M€ ⁽⁴⁾	N/A	N/A
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public	22/09/17 24 ^e résolution ⁽³⁾	26 mois 21/11/19	En capital : 850 K€ ⁽⁵⁾ Titres de créance : 400 M€ ⁽⁴⁾	N/A	N/A
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par placement privé	22/09/17 25 ^e résolution ⁽³⁾	26 mois 21/11/19	En capital : 850 K€ ⁽⁵⁾ Titres de créance : 400 M€ ⁽⁴⁾	N/A	N/A
Détermination du prix de souscription dans le cadre d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription	22/09/17 26 ^e résolution ^{(3) (6)}	26 mois 21/11/19	En capital : 850 K€ ⁽⁵⁾ Titres de créance : 400 M€ ⁽⁴⁾	N/A	N/A
Augmentation de capital en vue de rémunérer des apports en nature	22/09/17 27 ^e résolution ⁽³⁾	26 mois 21/11/19	10 % du capital au 22/09/17 ^{(4) (5)} 887 410 €	N/A	N/A
Augmentation de capital en faveur des salariés adhérant à un plan d'épargne (PEG)	22/09/17 28 ^e résolution ^{(1) (3)}	26 mois 21/11/19			
Augmentation de capital réservée aux salariés des filiales hors de France et hors plan d'épargne (PEG)	22/09/17 29 ^e résolution ^{(1) (3)}	18 mois 21/03/19	1,50 % du capital au jour de la décision du Conseil ⁽⁷⁾ 1 676 949 actions 129 963,55 € de nominal	25/01/18 22/05/18 28/06/18	1 671 481 actions émises ⁽⁸⁾
Augmentation de capital réservée à catégories de bénéficiaires dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié	22/09/17 30 ^e résolution ^{(1) (3)}	18 mois 21/03/19			
Augmentation de capital en faveur des salariés adhérant à un plan d'épargne (PEG)	27/06/2018 14 ^e résolution ⁽³⁾	26 mois 26/08/20			
Augmentation de capital réservée aux salariés des filiales hors de France et hors plan d'épargne (PEG)	27/06/2018 15 ^e résolution ⁽³⁾	18 mois 26/12/19	1,50 % du capital au jour de la décision du Conseil ⁽⁹⁾	01/02/2019	1 114 712 actions maximum à émettre ⁽¹⁰⁾
Augmentation de capital réservée à catégories de bénéficiaires dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié	27/06/2018 16 ^e résolution ⁽³⁾	18 mois 26/12/19			

Octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions	23/09/15 22 ^e résolution ⁽¹¹⁾	38 mois 22/11/18	1,30 % du capital au jour de la décision du Conseil	13/04/18 27/06/18	31 079 options attribuées
	♦ Salariés ♦ Comité exécutif				
	27/06/18 18 ^e résolution ⁽³⁾	38 mois 26/08/21	1 % du capital au jour de la décision du Conseil ⁽¹²⁾	27/06/18	188 454 options attribuées
	♦ Salariés ♦ Comité exécutif				
Attribution gratuite d'actions	27/06/18 19 ^e résolution ⁽³⁾	38 mois 26/08/21	0,2 % du capital au jour de la décision du Conseil ⁽¹³⁾	17/12/18	56 031 options attribuées
	♦ Dirigeants mandataires sociaux				
	27/06/18 17 ^e résolution ⁽³⁾	38 mois 26/08/21	1,50 % du capital au jour de la décision du Conseil	27/06/18 12/09/18 30/10/18 17/12/18 01/02/19	728 150 actions ordinaires attribuées
	♦ Salariés ♦ Comité exécutif				
	23/09/15 21 ^e résolution ⁽¹¹⁾	38 mois 22/11/18	0,05 % du capital au jour de la décision du Conseil (actions de préférence uniquement)	N/A	N/A
	♦ Dirigeants mandataires sociaux				

⁽¹⁾ Il a été mis fin à cette délégation (pour la fraction non utilisée) par l'Assemblée du 27 juin 2018 ayant approuvé une résolution de même nature

⁽²⁾ Plans d'attribution gratuite d'actions ordinaires (4+0) : 1^{er} juillet 2014, 24 septembre 2014 et 16 décembre 2014 et/ou plans d'attribution gratuite d'actions de préférence : 23 septembre 2015 et 16 septembre 2015 (3+2+1) (cf. 4.2.3.5 du Document de référence 2019)

⁽³⁾ Imputation sur le plafond global de 4 M€ fixé par l'Assemblée du 22 septembre 2017 (33^e résolution)

⁽⁴⁾ Plafond commun à l'ensemble des titres de créances visés aux 23^e, 24^e, 25^e, 26^e et 27^e résolutions de l'Assemblée du 22 septembre 2017

⁽⁵⁾ Plafond commun aux 24^e, 25^e, 26^e et 27^e résolutions de l'Assemblée du 22 septembre 2017

⁽⁶⁾ Dernier cours de clôture connu avant la date de fixation du prix diminué d'une décote maximale de 5%

⁽⁷⁾ Plafond commun aux 28^e, 29^e et 30^e résolutions de l'Assemblée du 22 septembre 2017

⁽⁸⁾ 1 671 481 actions émises le 28 juin 2019 sur les 1 676 949 actions maximum pouvant être émises en vertu de la décision de mise en œuvre en date du 22 mai 2018 ayant fixé le prix de souscription à 41,77 € et la période de souscription

⁽⁹⁾ Plafond commun aux 14^e, 15^e et 16^e résolutions de l'Assemblée du 27 juin 2018

⁽¹⁰⁾ Plafond fixé à 1 % du capital au jour du Conseil d'administration de lancement du 1^{er} février 2019 (soit un nombre maximum de 1 114 712 actions ordinaires à émettre) sous réserve de la mise en œuvre par le Conseil d'administration fixant le prix de souscription et la période de souscription : Augmentation du capital social prévue le 4 juillet 2019

⁽¹¹⁾ Imputation sur le plafond global de 4 M€ fixé par l'Assemblée du 23 septembre 2015 (24^e résolution)

⁽¹²⁾ Plafond commun aux 18^e et 19^e résolutions de l'Assemblée du 27 juin 2018

⁽¹³⁾ Imputation sur le plafond de la 18^e résolution de l'Assemblée du 27 juin 2018

PRESENTATION ET TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS

RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

COMPTES ANNUELS ET AFFECTATION DU RESULTAT (Résolutions 1 à 3)	
PRESENTATION	Objet et finalité : Les 1 ^{ère} et 3 ^{ème} résolutions concernent l'approbation des comptes sociaux de la Société ainsi que des comptes consolidés du Groupe UBISOFT .
	Ces comptes ont été certifiés sans réserve par les Commissaires aux comptes . Ils figurent au Chapitre 6 du Document de référence 2019 .
	Sous la 2 ^{ème} résolution, il est proposé de procéder à l' affectation du résultat bénéficiaire tel que ressortant des comptes sociaux au crédit du compte « Autres Réserves ».

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2019)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, approuve les comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 mars 2019 tels qu'ils ont été présentés, lesquels font apparaître un **bénéfice** de **159 159 022,58€**, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2019)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31 mars 2019, comme suit :

Résultat bénéficiaire	159 159 022,58€
Affectation au compte Autres Réserves	+ 159 159 022,58€

L'Assemblée générale prend, en outre, acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes, ni de revenus ouvrant droit à l'abattement de 40% mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts (ainsi que des revenus n'ouvrant pas droit à cet abattement) au cours des trois exercices précédents.

TROISIEME RESOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2019)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 tels qu'ils ont été présentés, lesquels font apparaître un **bénéfice** de **99 984 865€**, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES (Résolution 4)	
PRESENTATION	Objet et finalité : La 4 ^{ème} résolution porte sur l'approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes relatif aux conventions réglementées et engagements (articles L. 225-38, L. 225-40 et suivants du Code de commerce).
	Au titre de l' exercice clos le 31 mars 2019 :
	<ul style="list-style-type: none"> ■ aucune nouvelle convention ni aucun engagement n'a été autorisé par le Conseil d'administration ; ■ les conventions et engagements autorisés au titre de l'exercice antérieur par le Conseil d'administration conclus dans le cadre de la cession par VIVENDI SA de sa participation dans le capital social de la Société se sont poursuivis jusqu'au 20 septembre 2018.
	Le rapport spécial des Commissaires aux comptes figure à la section 6.5 du Document de référence 2019 .

QUATRIEME RESOLUTION

(Approbation des conventions et engagements réglementés)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements soumis aux articles L. 225-38 et L. 225-40 et suivants du Code de commerce, prend acte des informations relatives aux conventions conclues et/ou engagements pris au titre de l'exercice antérieur qui se sont poursuivis au titre de l'exercice écoulé.

REMUNERATIONS DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL ET DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

VOTE *Ex-Post*
(Résolutions 5 à 9)

PRESENTATION

Objet et finalité :

Conformément à l'article L. 225-100, II du Code de commerce, il est proposé d'**approuver** les **éléments fixes, variables et exceptionnels** composant la **rémunération totale** et les **avantages de toute nature versés ou attribués** au titre de l'**exercice clos le 31 mars 2019**, à :

- Yves GUILLEMOT, **Président Directeur général** (5^{ème} résolution), et
- Claude, Michel, Gérard et Christian GUILLEMOT, **Directeurs généraux délégués** (6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} résolutions),

tels que ces **éléments** sont **détaillés** en **pages 30 à 41** et/ou **résumés** dans les **tableaux** figurant en **pages 33/34 et 38/41** de la présente Brochure.

CINQUIEME RESOLUTION

(Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 à M. Yves GUILLEMOT, Président Directeur général)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application des dispositions de l'article L. 225-100, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Yves GUILLEMOT, en raison de son mandat de Président Directeur général, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019, tels que présentés dans le Document de référence, chapitre 4, section 4.2.2.2.

SIXIEME RESOLUTION

(Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 à M. Claude GUILLEMOT, Directeur général délégué)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application des dispositions de l'article L. 225-100, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Claude GUILLEMOT, en raison de son mandat de Directeur général délégué, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019, tels que présentés dans le Document de référence, chapitre 4, section 4.2.2.2.

SEPTIEME RESOLUTION

(Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 à M. Michel GUILLEMOT, Directeur général délégué)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application des dispositions de l'article L. 225-100, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Michel GUILLEMOT, en raison de son mandat de Directeur général délégué, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019, tels que présentés dans le Document de référence, chapitre 4, section 4.2.2.2.

HUITIEME RESOLUTION

(Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 à M. Gérard GUILLEMOT, Directeur général délégué)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application des dispositions de l'article L. 225-100, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Gérard GUILLEMOT, en raison de son mandat de Directeur général délégué, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019, tels que présentés dans le Document de référence, chapitre 4, section 4.2.2.2.

NEUVIEME RESOLUTION

(Approbation des éléments de la rémunération et des avantages versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019 à M. Christian GUILLEMOT, Directeur général délégué)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, approuve en application des dispositions de l'article L. 225-100, II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à M. Christian GUILLEMOT, en raison de son mandat de Directeur général délégué, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019, tels que présentés dans le Document de référence, chapitre 4, section 4.2.2.2.

VOTE <i>EX-ANTE</i> (Résolutions 10 et 11)	
PRESENTATION	<p>Objet et finalité :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président Directeur général et aux Directeurs généraux délégués doivent être soumis au moins chaque année au vote des actionnaires.</p> <p>Il est donc proposé sous les 10^{ème} et 11^{ème} résolutions d'arrêter la politique de rémunération applicable au Président Directeur général et aux Directeurs généraux délégués, telle que présentée pages 24 à 29 de la présente Brochure.</p>

DIXIEME RESOLUTION

(Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président Directeur général)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application des dispositions de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables en raison de son mandat au Président Directeur général, tels que présentés dans le Document de référence, chapitre 4, section 4.2.2.1.

ONZIEME RESOLUTION

(Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux Directeurs généraux délégués)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application des dispositions de l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables en raison de leur mandat aux Directeurs généraux délégués, tels que présentés dans le Document de référence, chapitre 4, section 4.2.2.1.

PRESENTATION ET TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS

RENOUVELLEMENT DES MANDATS DE DEUX ADMINISTRATRICES INDEPENDANTES (Résolutions 12 et 13)					
PRESENTATION	<p>Objet et finalité :</p> <p>Il est proposé, conformément aux recommandations du Comité des nominations et des rémunérations, de renouveler au titre des 12^{ème} et 13^{ème} résolutions, les mandats d'administratrice de Mme Virginie HAAS et de Mme Corinne FERNANDEZ-HANDELSMAN, pour une durée statutaire de quatre années.</p> <p>Ces renouvellements permettant ainsi au Conseil d'administration de continuer à bénéficier de leurs expertises respectives :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Virginie HAAS</th><th>Corinne FERNANDEZ-HANDELSMAN</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td> <ul style="list-style-type: none"> Nouvelles technologies et services informatiques Marché international du Cloud computing Développement de start-ups </td><td> <ul style="list-style-type: none"> Évaluation, recrutement et accompagnement des talents Management d'un réseau international de chasseurs de têtes </td></tr> </tbody> </table> <p>Leur biographie respective figure en page 19 de la présente Brochure.</p>	Virginie HAAS	Corinne FERNANDEZ-HANDELSMAN	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelles technologies et services informatiques Marché international du Cloud computing Développement de start-ups 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation, recrutement et accompagnement des talents Management d'un réseau international de chasseurs de têtes
Virginie HAAS	Corinne FERNANDEZ-HANDELSMAN				
<ul style="list-style-type: none"> Nouvelles technologies et services informatiques Marché international du Cloud computing Développement de start-ups 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation, recrutement et accompagnement des talents Management d'un réseau international de chasseurs de têtes 				

DOUZIEME RESOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administratrice de Mme Virginie HAAS)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et constatant que le mandat d'administratrice de Mme Virginie HAAS arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023.

TREIZIEME RESOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administratrice de Mme Corinne FERNANDEZ-HANDELSMAN)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et constatant que le mandat d'administratrice de Mme Corinne FERNANDEZ-HANDELSMAN arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023.

ARRIVEE A ECHEANCE DES MANDATS DE COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE (KPMG SA) ET SUPPLEANT (KPMG AUDIT IS SAS) (Résolutions 14 et 15)

PRESENTATION

Objet et finalité :

Les mandats de Commissaire aux comptes titulaire de KPMG SA et suppléant de KPMG AUDIT IS SAS arrivant à échéance à l'issue de l'Assemblée, il est proposé :

- d'une part, sous la 14^{ème} résolution, de renouveler, conformément à la proposition du Comité d'audit, le mandat de Commissaire aux comptes titulaire de KPMG SA pour une durée de six exercices ; et
- d'autre part, de ne pas procéder au renouvellement ni au remplacement du mandat de Commissaire aux comptes suppléant de KPMG AUDIT IS SAS sous la 15^{ème} résolution (sous réserve de l'adoption de la 30^{ème} résolution afférente à la modification de l'article 14 des statuts).

QUATORZIEME RESOLUTION

(Renouvellement du mandat de KPMG SA en qualité de Commissaire aux comptes titulaire)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, prenant acte que le mandat de Commissaire aux comptes titulaire de la société KPMG SA, arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025.

QUINZIEME RESOLUTION

(Non-renouvellement et non-remplacement du mandat de KPMG AUDIT IS SAS en qualité de Commissaire aux comptes suppléant)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris acte que la Société n'est plus tenue de procéder à la nomination d'un Commissaire aux comptes suppléant, en application des dispositions de l'article L. 823-1, I, alinéa 2 du Code de commerce, décide, sous la condition suspensive de l'adoption de la trentième résolution de la présente Assemblée, de ne pas renouveler le mandat et ne pas procéder au remplacement de KPMG AUDIT IS SAS en qualité de Commissaire aux comptes suppléant, dont le mandat arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS ET ANNULATION DES ACTIONS AUTO-DETENUES (Résolutions 16 et 17)

PRESENTATION

Objet et finalité :

La 16^{ème} résolution renouvelle l'autorisation octroyée au Conseil d'administration pour une durée de dix-huit mois – hors période d'offre publique d'achat, relative au rachat par la Société de ses propres actions.

Le prix maximal d'achat dans le cadre de ce programme de rachat d'actions reste fixé à 120€ et le nombre maximum d'actions pouvant être acquises à 10% du nombre d'actions composant son capital social à la date du rachat.

Au 30 avril 2019, la Société détenait 1,39% de son capital social, soit 1.555.227 actions principalement liées à la couverture de ses plans d'actionnariat salarié.

Les objectifs du programme de rachat d'actions sont détaillés ci-dessous dans la 16^{ème} résolution ainsi que dans le descriptif du programme de rachat figurant à la section 7.2.4.4 du Document de référence 2019.

Parmi ces objectifs figure l'annulation d'actions auto-détenues par la Société. Il est donc proposé sous la 17^{ème} résolution de renouveler l'autorisation donnée au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, aux fins d'annuler tout ou partie des actions auto-détenues par la Société par voie de réduction de son capital, dans la limite de 10% de son capital par période de 24 mois.

SEIZIEME RESOLUTION

(Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration - incluant le descriptif du programme de rachat d'actions propres conformément aux articles 241-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et au Règlement n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à acheter ou faire acheter par la Société ses propres actions, dans la limite d'un nombre d'actions représentant :

- 10% du capital social existant, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée (étant précisé que lorsque les actions sont rachetées aux fins d'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité dans les conditions visées ci-après, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de la présente autorisation) ; ou
- 5% du capital social s'agissant d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe (fusion, scission ou apport), conformément à la loi ;

2. décide que cette autorisation pourra être utilisée en vue des finalités suivantes :

- assurer la liquidité et animer le marché de l'action UBISOFT ENTERTAINMENT SA par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la décision de l'AMF n° 2018-01 du 2 juillet 2018,
- honorer des obligations liées aux programmes d'options d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions ou de procéder à toutes autres allocations ou cessions d'actions au profit des salariés et/ou Dirigeants mandataires sociaux du Groupe ou au profit de certains d'entre eux, notamment dans le cadre de tout plan d'épargne d'entreprise et/ou groupe ou de la participation aux résultats de l'entreprise,
- les conserver pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe,
- les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès, par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, au capital social de la Société par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière,
- annuler totalement ou partiellement les actions ainsi rachetées dans les conditions prévues par la loi, sous réserve de l'adoption de la dix-septième résolution par l'Assemblée générale extraordinaire,
- mettre en œuvre toute pratique de marché reconnue ou qui viendrait à être admise par la loi ou l'AMF postérieurement à la présente Assemblée et plus généralement la réalisation de toute opération conforme à la réglementation en vigueur ;

3. décide que :

- le prix unitaire maximal d'achat autorisé, hors frais, ne pourra excéder 120€, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves suivie de l'attribution et la création d'actions gratuites et/ou de division ou regroupement des actions, le prix unitaire maximal d'achat et le montant maximum du programme seront ajustés en conséquence – ainsi à titre indicatif, le montant maximum que la Société serait susceptible de payer dans l'hypothèse d'achats au prix maximal de 120€ s'élèverait à 1 153 033 920€ sur la base du capital social au 30 avril 2019 composé de 111 638 435 actions et compte tenu des 1 555 227 actions auto-détenues par la Société à cette date soit, au regard de ces éléments, un nombre maximal d'actions à acquérir de 9 608 616 actions,
- les acquisitions réalisées par la Société en vertu de la présente autorisation ne pourront avoir pour effet de porter le nombre d'actions détenues directement ou indirectement par la Société à plus de 10% du nombre d'actions composant le capital social,

- les actions pourront être rachetées, cédées, transférées ou échangées, en une ou plusieurs fois, directement ou par tout tiers dans les conditions prévues à l'article L. 225-206 du Code de commerce sur tout marché ou hors marché, y compris sur les systèmes multilatéraux de négociation (MTF) ou via un « internalisateur » systématique ou de gré à gré, par tous moyens, y compris par acquisition ou cession de blocs d'actions, par l'intermédiaire d'instruments financiers dérivés ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et par la mise en place de stratégies optionnelles, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la date des opérations considérées ;

4. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale, faire usage de la présente autorisation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période de l'offre ;

5. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires :

- pour décider et mettre en œuvre la présente autorisation, arrêter les modalités de sa mise en œuvre, passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, effectuer, conformément aux dispositions légales, toute affectation ou réaffectation des actions acquises, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour la mise en œuvre de la présente autorisation,
- pour le cas où la loi ou l'AMF venait à étendre ou à compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de préparer un descriptif du programme rectificatif comprenant ces objectifs modifiés.

Le Conseil d'administration devra informer, dans les conditions légales, l'Assemblée générale annuelle des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation.

La présente autorisation est octroyée pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

(Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions propres détenues par la Société)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à procéder, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la réduction du capital social, dans la limite de 10% du capital de la Société par période de vingt-quatre mois, par annulation de tout ou partie des actions que la Société détient ou pourrait détenir en conséquence des diverses autorisations d'achat d'actions octroyées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration ;
2. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour réaliser ces opérations dans les limites et aux époques qu'il déterminera, en fixer les modalités et conditions, procéder aux imputations nécessaires sur tous postes de réserves ou de primes disponibles, en constater la réalisation, procéder à la modification corrélative des statuts et généralement prendre toutes décisions et effectuer toutes formalités.

La présente autorisation est octroyée pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

AUTORISATIONS FINANCIERES (Résolutions 18 à 23)

PRESENTATION

Objet et finalité :

Les **délégations de compétence et de pouvoirs** dites « **financières** » consenties **au Conseil d'administration** par l'Assemblée générale du 22 septembre 2017 (l'« **AG 2017** ») **arrivant à expiration le 21 novembre 2019**, il est proposé de **les renouveler** pour une **période de vingt-six mois** – étant précisé que leur renouvellement priverait d'effet pour la partie non utilisée les résolutions de même nature octroyées par l'AG 2017.

Ces résolutions permettraient à la Société **d'augmenter ses capitaux propres** au moyen de l'**émission d'actions** (les « **Actions UBISOFT** ») ou de toutes **valeurs mobilières représentatives de titres de créance** donnant accès, immédiatement ou à terme, à des Actions UBISOFT (les « **Valeurs Mobilières** »), **avec maintien** ou **suppression du droit préférentiel de souscription** (« **DPS** »), ou encore **par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres**.

Les **montants proposés** sont présentés **en nominal**, étant rappelé que la valeur nominale de l'action UBISOFT est de 0,0775€.

Le **tableau synthétique** de l'**utilisation des délégations et autorisations financières** en vigueur à ce jour figure en **pages 42 et 43** de la présente Brochure.

L'ensemble de ces délégations **ne pourraient être utilisées en période d'offre publique visant les titres de la Société**.

AUGMENTATIONS DE CAPITAL PAR INCORPORATION DE RESERVES, BENEFICES, PRIMES OU AUTRES (Résolution 18)

Objet et finalité :

La **18^{ème}** résolution offre la possibilité d'**augmenter le capital** de la Société **par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise**, dans la limite du montant nominal global de **10.000.000€**.

L'existence d'un **plafond distinct et autonome** se justifie par la **nature** tout à fait **différente** des incorporations intervenant soit par l'attribution d'actions gratuites aux actionnaires, soit par l'augmentation du nominal des actions existantes, c'est-à-dire **sans dilution pour les actionnaires** et **sans modification du volume des fonds propres de la Société**.

DIX-HUITIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres dont la capitalisation serait admise)

L'Assemblée générale, statuant en la forme extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment les articles L. 225-129-2 et L. 225-130 dudit Code :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, sa compétence pour décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par incorporation de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes ou toutes autres sommes dont la capitalisation serait admise, à réaliser par élévation de la valeur nominale des actions existantes ou sous forme d'attribution d'actions gratuites ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;
2. décide que :
 - le montant nominal maximal de la ou des augmentations de capital social, immédiatement et/ou à terme, susceptibles d'être décidées par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 10.000.000€,
 - le plafond de la présente délégation est autonome et distinct du plafond global prévu à la vingt-huitième résolution de la présente Assemblée,
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
3. décide que le Conseil d'administration ne pourra faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de période de l'offre ;
4. délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment :

- fixer les conditions d'émission, le montant et la nature des sommes à incorporer au capital,
- fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont la valeur nominale des actions existantes composant le capital social sera augmenté,
- arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation de la valeur nominale portera effet,
- décider, le cas échéant et conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 du Code de commerce, que les droits formant rompus ne seront ni négociables, ni cessibles et que les titres correspondants seront vendus – les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans le délai et les conditions prévus par la loi et la réglementation applicables,
- de fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- de constater la réalisation de chaque augmentation de capital et de procéder aux modifications corrélatives des statuts,
- d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées.

La présente délégation est octroyée pour une période de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

EMISSION D' ACTIONS OU DE VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL AVEC MAINTIEN DU DPS
(Résolution 19)

PRESENTATION

Objet et finalité :

La 19^{ème} résolution offre la possibilité d'**augmenter le capital** de la Société **avec maintien du DPS**, par émission d'Actions UBISOFT ou de Valeurs Mobilières donnant accès au capital d'UBISOFT ou de l'une de ses filiales.

Tel qu'indiqué en introduction, **cette résolution permettrait** à la Société **de lever**, si nécessaire et avec souplesse, **des fonds** en **sollicitant l'ensemble des actionnaires** afin de **disposer des moyens nécessaires** au **développement de la Société et du Groupe**.

Les actionnaires auront, proportionnellement au nombre de leurs actions, un **droit préférentiel de souscription** à titre **irréductible** et, si le Conseil le décide, à titre **réductible**, aux Actions UBISOFT et aux Valeurs Mobilières qui seraient émises sur le fondement de cette résolution.

Plafonds :

- **Augmentation de capital : 1.450.000€** s'imputant sur le plafond global de 4.000.000€ (28^{ème} résolution)
- **Titres de créance donnant accès immédiatement ou à terme au capital : 1.000.000.000€** - montant commun aux 19^{ème}, 20^{ème}, 21^{ème}, 22^{ème} et 23^{ème} résolutions.

Durée : 26 mois

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou de l'une de ses filiales et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment les articles L. 225-129-2 et L. 225-132 à L. 225-134 ainsi qu'aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants dudit Code :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires :

- a) d'actions ordinaires de la Société, et/ou
- b) de valeurs mobilières qui sont (i) des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social (une « **Filiale** ») et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou d'une Filiale, et/ou (ii) des titres de créance susceptibles de donner accès ou donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale,

étant précisé que la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;

2. décide de fixer comme suit les montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation :

- a) le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1.450.000€ (ou sa contrevalet en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies), étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond global de 4.000.000€ prévu à la vingt-huitième résolution de la présente Assemblée.

A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société.

- b) le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1.000.000.000€ (ou la contre-valeur de ce montant à la date d'émission), étant précisé que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créance dont l'émission est déléguée au Conseil d'administration par la présente Assemblée ;
3. décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible et que le Conseil d'administration aura, en outre, la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre d'actions et/ou de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;
 4. décide que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital émises en vertu de la présente résolution, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce, ou certaines d'entre elles seulement, et notamment celle d'offrir au public sur le marché français ou à l'étranger tout ou partie des titres non souscrits ;
 5. décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription mais également par attribution gratuite aux titulaires d'actions de la Société, étant précisé que le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables ni cessibles et que les titres correspondants seront vendus ;
 6. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
 7. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement et/ou à terme ;
 8. décide que le Conseil d'administration a tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment :
 - arrêter les caractéristiques, montants et modalités de toutes émissions ainsi que des valeurs mobilières et/ou titres à émettre,
 - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, déterminer la catégorie des titres émis et fixer leur prix de souscription, avec ou sans prime, les modalités de leur libération, leur date de jouissance même rétroactive ou les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis (le cas échéant, notamment, droits de conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs tels que des valeurs mobilières déjà émises par la Société ou une Filiale),
 - décider, en outre, en cas d'émission de titres de créance, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêts à taux fixe ou variable, ou à coupon zéro ou indexé) et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, prévoir leur durée, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissements (y compris de remboursement par remise d'actifs), fixer les conditions dans lesquelles ces titres donneront accès au capital de la Société ; prévoir que les titres pourront faire l'objet de rachat en bourse ou d'une offre publique d'achat ou d'échange par la Société ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,
 - à sa seule initiative, imputer sur la ou les primes d'émission notamment les frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions,
 - prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières émises en conformité avec les dispositions légales et réglementaires,
 - déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations notamment sur les capitaux propres de la Société et fixer toutes modalités permettant d'assurer, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire),
 - prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toute mesure et effectuer toutes formalités utiles au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés, constater la réalisation de la ou des augmentation(s) de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts et procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des titres émis.

La présente délégation est octroyée pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

EMISSION D' ACTIONS OU DE VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL AVEC SUPPRESSION DU DPS
(Résolutions 20 et 21)

PRESENTATION

Objet et finalité :

Les 20^{ème} et 21^{ème} résolutions offrent la possibilité d'**augmenter le capital** de la Société **avec suppression du DPS**, par émission d'Actions UBISOFT ou de Valeurs Mobilières donnant accès au capital d'UBISOFT ou de l'une de ses filiales.

Les **émissions** réalisées en vertu de ces résolutions que ce soit **par offre au public** avec faculté d'octroyer **un délai de priorité** aux actionnaires (20^{ème} résolution) ou **par placement privé** (21^{ème} résolution) pourraient être utilisées pour réaliser **un placement** de titres **dans les meilleures conditions**, notamment lorsque la **rapidité des opérations** constitue **une condition essentielle** à leur réussite ou lorsque les **émissions** sont effectuées **sur les marchés financiers étrangers**.

La 20^{ème} résolution **permettrait également** pour le cas où la **Société** déciderait de **lancer une offre publique d'échange** en **FRANCE** ou à **l'étranger** sur une **société** cible dont les **actions** sont **admissibles aux négociations** sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 du Code de commerce, de **remettre des titres de la Société** en contrepartie des titres de la société cible reçus.

Plafonds :

■ **Augmentation de capital : 850.000€** - montant commun aux 20^{ème} et 21^{ème} résolutions s'imputant sur le plafond global de 4.000.000€ (28^{ème} résolution)

■ **Titres de créance donnant accès immédiatement ou à terme au capital : 1.000.000.000€** - montant commun aux 19^{ème}, 20^{ème}, 21^{ème}, 22^{ème} et 23^{ème} résolutions.

Durée : 26 mois

VINGTIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou de l'une de ses filiales et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment les articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 ainsi qu'aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants dudit Code :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies par voie d'offre au public, à l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires :

- a) d'actions ordinaires de la Société, et/ou
 - b) de valeurs mobilières qui sont (i) des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social (une « **Filiale** ») et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou d'une Filiale, et/ou (ii) des titres de créance susceptibles de donner accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale, étant précisé que la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
2. décide que les émissions réalisées par voie d'offre au public en vertu de la présente délégation pourront être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions réalisées conjointement, à une ou des offres visées à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier décidées en application de la vingt-et-unième résolution soumise à la présente Assemblée ;
 3. décide de fixer comme suit les montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation :
 - a) le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 850.000€ (ou sa contrevalet en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies), étant précisé que (i) ce montant est un plafond global pour toutes les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en application des vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions soumises à la présente Assemblée et que (ii) ce montant s'imputera sur le plafond global de 4.000.000€ prévu à la vingt-huitième résolution de la présente Assemblée. A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société,
 - b) le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder le plafond fixé au 2-b) de la dix-neuvième résolution sur lequel il s'imputera ;
 4. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières donnant accès au capital social ou donnant droit à l'attribution de titres de créance pouvant être émis en vertu de la présente délégation, étant entendu que le Conseil d'administration aura la faculté, en application des articles L. 225-135 alinéa 5 et R. 225-131 du Code de Commerce, de conférer aux actionnaires pour tout ou partie de l'émission, un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre d'actions possédées

par chaque actionnaire, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera ;

5. décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce, ou certaines d'entre elles seulement ;
6. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
7. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement ou à terme ;
8. prend acte du fait et sans préjudice des termes de la vingt-deuxième résolution ci-après que :
 - le prix d'émission des actions sera au moins égal au minimum prévu par les dispositions législatives et réglementaires applicables au moment de l'utilisation de la présente délégation (soit, à titre indicatif, au jour de la présente Assemblée, un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours cotés de l'action ordinaire de la Société lors des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'EURONEXT PARIS précédant la date de fixation de ce prix, éventuellement diminuée de la décote maximale de 5%), après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance, et
 - le prix d'émission des valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum visé à l'alinéa précédent ;
9. décide que le Conseil d'administration a tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment :
 - arrêter les caractéristiques, montants et modalités de toutes émissions ainsi que des valeurs mobilières et/ou titres à émettre,
 - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, déterminer la catégorie des titres émis et fixer leur prix de souscription, avec ou sans prime, les modalités de leur libération, leur date de jouissance même rétroactive ou les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis (le cas échéant, droits de conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs tels que des valeurs mobilières déjà émises par la Société ou une Filiale),

- décider, en outre, en cas d'émission de titres de créance, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêts à taux fixe ou variable, ou à coupon zéro ou indexé) et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, prévoir leur durée, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissements (y compris de remboursement par remise d'actifs), fixer les conditions dans lesquelles ces titres donneront accès au capital de la Société ; prévoir que les titres pourront faire l'objet de rachat en bourse ou d'une offre publique d'achat ou d'échange par la Société ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,
- à sa seule initiative, imputer sur la ou les primes d'émission, notamment les frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions,
- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières émises en conformité avec les dispositions légales et réglementaires,
- déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations notamment sur les capitaux propres de la Société et fixer toutes modalités permettant d'assurer, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire),
- prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toute mesure et effectuer toutes formalités utiles au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés, constater la réalisation de la ou des augmentation(s) de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts et procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des titres émis.

La présente délégation est octroyée pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou de l'une de ses filiales et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription par placement privé visé au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment les articles L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136 ainsi qu'aux dispositions des articles L. 228-91 et suivants dudit du Code :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, par placement privé répondant aux conditions visées à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier, à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires :
 - a) d'actions ordinaires de la Société, et/ou
 - b) de valeurs mobilières qui sont (i) des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social (une « **Filiale** ») et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société ou d'une Filiale, et/ou (ii) des titres de créance susceptibles de donner ou donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une Filiale,
 étant précisé que la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
2. décide que les offres visées à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier réalisées en vertu de la présente délégation pourront être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions réalisées conjointement, à une ou des offres au public décidées en application de la vingtième résolution soumise à la présente Assemblée ;
3. décide de fixer comme suit les montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation :
 - a) le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 850.000€ (ou sa contrevalet en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies), étant précisé que (i) ce montant est un plafond global pour toutes les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en application des vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions soumises à la présente Assemblée et que (ii) ce montant s'imputera sur le plafond global de 4.000.000€ prévu à la vingt-huitième résolution de la présente Assemblée.

A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société.

En tout état de cause, les émissions de titres de capital réalisées en vertu de la présente délégation par une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier ne pourront pas excéder les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission (à titre indicatif, au jour de la présente Assemblée, l'émission de titres de capital réalisée par une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier est limitée à 20% du capital de la Société par an) étant précisé que cette limite sera appréciée au jour de la décision du Conseil d'administration d'utiliser la présente délégation,

- b) le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives des titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder le plafond fixé au 2-b) de la dix-neuvième résolution sur lequel il s'imputera ;
4. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et/ou valeurs mobilières à émettre en vertu de la présente délégation ;
5. décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce, ou certaines d'entre elles seulement ;
6. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
7. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement et/ou à terme ;
8. prend acte du fait et sans préjudice des termes de la vingt-deuxième résolution ci-après que :
 - le prix d'émission des actions sera au moins égal au minimum prévu par les dispositions législatives et réglementaires applicables au moment de l'utilisation de la présente délégation (soit à titre indicatif au jour de la présente Assemblée, un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours cotés de l'action ordinaire de la Société lors des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'EURONEXT PARIS précédant la date de fixation de ce prix, éventuellement diminuée de la décote maximale de 5%) après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance, et
 - le prix d'émission des valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la

FIXATION DU PRIX D'EMISSION (Résolution 22)

PRESENTATION

Objet et finalité :

La 22^{ème} résolution offre la possibilité de **déroger**, aux **conditions de fixation du prix (20^{ème} et 21^{ème} résolutions)** et de fixer le prix d'émission **au cours de clôture de l'action** de la Société lors de la dernière séance de bourse sur Euronext Paris précédant sa fixation.

Plafonds :

▪ **Augmentation de capital : 10%** du capital par période de **12 mois** - plafond s'imputant sur le plafond de 850.000€ (20^{ème} et 21^{ème} résolutions) et sur le plafond global de 4.000.000€ (28^{ème} résolution)

▪ **Titres de créance donnant accès immédiatement ou à terme au capital : 1.000.000.000€** - montant commun aux 19^{ème}, 20^{ème}, 21^{ème}, 22^{ème} et 23^{ème} résolutions.

Durée : 26 mois

- Société majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix minimum visé à l'alinéa précédent ;
9. décide que le Conseil d'administration a tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment :
- arrêter les caractéristiques, montants et modalités de toutes émissions ainsi que des valeurs mobilières et/ou titres à émettre,
 - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, déterminer la catégorie des titres émis et fixer leur prix de souscription, avec ou sans prime, les modalités de leur libération, leur date de jouissance même rétroactive ou les modalités d'exercice des droits attachés aux titres émis (le cas échéant, droits de conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs tels que des valeurs mobilières déjà émises par la Société ou une Filiale),
 - décider, en outre, en cas d'émission de titres de créance, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêts à taux fixe ou variable, ou à coupon zéro ou indexé) et prévoir, le cas échéant, des cas obligatoires ou facultatifs de suspension ou de non-paiement des intérêts, prévoir leur durée, la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissements (y compris de remboursement par remise d'actifs), fixer les conditions dans lesquelles ces titres donneront accès au capital de la Société ; prévoir que les titres pourront faire l'objet de rachat en bourse ou d'une offre publique d'achat ou d'échange par la Société ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,
 - à sa seule initiative, imputer sur la ou les primes d'émission notamment les frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions,
 - prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toute mesure et effectuer toutes formalités utiles au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés, constater la réalisation de la ou des augmentation(s) de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts et procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des titres émis.

La présente délégation est octroyée pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION

(Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de déterminer, dans la limite de 10% du capital social par an, le prix d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission sans droit préférentiel de souscription par offre au public et/ou par offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément à l'article L. 225-136-1° alinéa 2 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, en cas d'usage des délégations de compétence objet des vingtième et vingt-et-unième résolutions et dans la limite de 10% du capital social de la Société, à la date d'émission, par période de douze mois (étant précisé que cette limite s'apprécie à quelque moment que ce soit, à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée), à déroger aux conditions de fixation de prix prévues par lesdites résolutions et à fixer le prix d'émission selon les modalités suivantes :
 - le prix d'émission des actions ordinaires à émettre de la Société ne pourra être inférieur au cours de clôture de l'action de la Société de la dernière séance de bourse sur Euronext Paris précédant sa fixation, éventuellement diminué d'une décote maximale de 5% et sous la limite que les sommes à percevoir pour chaque action soient au moins égales à la valeur nominale ;
 - le prix des autres valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égal au prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent ;

2. décide que le montant nominal des actions émises ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les valeurs mobilières émises en application de la présente résolution ne pourra excéder le plafond fixé par les vingtième et vingt-et-unième résolutions soumises à la présente Assemblée sur lequel il s'impute ;
3. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation.

La présente autorisation est octroyée au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

AUGMENTATIONS DE CAPITAL EN VUE DE REMUNERER DES APPORTS EN NATURE CONSTITUES DE TITRES DE CAPITAL (Résolution 23)

PRESENTATION

Objet et finalité :

La 23^{ème} résolution offre la possibilité d'**augmenter le capital** de la Société, par émission d'Actions UBISOFT ou de Valeurs Mobilières donnant accès au capital d'UBISOFT en vue de rémunérer des **apports en nature** (titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital) **consentis à la Société**.

Cette résolution pourrait s'avérer nécessaire à la Société dans le cadre d'opérations de **croissance externe** en **France** ou à **l'étranger**. En revanche, elle **ne serait pas utilisable** dans le cas où la **Société procéderait** à une émission réalisée en vue de rémunérer des titres apportés à la Société dans le cadre d'**une offre publique d'échange** (opération relevant de la 20^{ème} résolution).

Plafonds :

- **Augmentation de capital : 10%** du capital - plafond commun aux 20^{ème}, 21^{ème}, 22^{ème} et 23^{ème} résolutions et s'imputant sur le plafond global de 4.000.000€ (28^{ème} résolution)
- **Titres de créance donnant accès immédiatement ou à terme au capital : 1.000.000.000€** - montant commun aux 19^{ème}, 20^{ème}, 21^{ème}, 22^{ème} et 23^{ème} résolutions.

Durée : 26 mois

VINGT-TROISIEME RESOLUTION

(Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément à l'article L. 225-147 alinéa 6 du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionnés aux 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, à l'émission (i) d'actions de la Société, (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou (iii) de valeurs mobilières qui sont des titres de créance susceptibles de donner

accès ou donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des titres de capital de la Société à émettre, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;

2. décide de fixer comme suit les montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation :

a) décide que le plafond du montant nominal des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 10% du capital de la Société tel qu'existant à la date de la présente Assemblée, étant précisé que (i) ce montant est un plafond global pour toutes les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en application des vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions soumises à la présente Assemblée et que (ii) ce montant s'imputera sur le plafond global de 4.000.000€ fixé dans la vingt-huitième résolution de la présente Assemblée ;

b) le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives des titres de créance susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder le plafond fixé au 2-b) de la dix-neuvième résolution sur lequel il s'imputera ;

3. décide, en tant que de besoin, de supprimer au profit des actionnaires le droit préférentiel de souscription aux titres émis en vertu de la présente délégation, ces derniers ayant exclusivement vocation à rémunérer des apports en nature consentis à la Société au titre de la présente résolution ;
4. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourraient donner droit ;
5. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
6. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment pour :

- fixer la nature et le nombre des valeurs mobilières à créer, leurs caractéristiques et les modalités de leur émission, décider, en cas d'émission de titres de créance, de leur caractère subordonné ou non (et le cas échéant de leur rang de subordination), modifier pendant la durée de vie des titres concernés les modalités visées ci-dessus dans le respect des modalités applicables, statuer sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionnés aux 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers,

- constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports.

La présente délégation est octroyée pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

ACTIONNARIAT SALARIE (Résolutions 24 à 27)

PRESENTATION

Objet et finalité :

Les 24^{ème}, 25^{ème} et 26^{ème} résolutions visent à offrir aux salariés du groupe UBISOFT en FRANCE et à l'étranger la possibilité de souscrire à des actions de la Société à des conditions préférentielles, afin de les associer plus étroitement au développement de la Société.

La 27^{ème} résolution vise à renouveler l'autorisation octroyée au Conseil d'administration par l'Assemblée du 27 juin 2018 aux fins d'attribuer des actions gratuites de performance (« AGA ») au profit des salariés et/ou des membres du Comité Exécutif du Groupe. Les Dirigeants mandataires sociaux de la Société ne pouvant bénéficier d'attribution en vertu de cette résolution.

Plafond : imputation sur le plafond global de 4.000.000€ fixé par la 28^{ème} résolution

AUGMENTATIONS DE CAPITAL SOCIAL RESERVEES (Résolutions 24 à 26)

PRESENTATION

Objet et finalité :

Les 24^{ème}, 25^{ème} et 26^{ème} résolutions visent à offrir aux salariés du groupe UBISOFT en FRANCE et à l'étranger la possibilité de souscrire à des actions de la Société à des conditions préférentielles, afin de les associer plus étroitement au développement de la Société.

Ces résolutions sont identiques, dans leur formulation, aux résolutions correspondantes approuvées par l'Assemblée générale mixte du 27 juin 2018.

Elles auraient vocation à être utilisées pour la mise en œuvre d'une ou plusieurs opération(s) d'actionnariat salarié classique(s) et/ou à effet levier.

La 24^{ème} résolution permet en outre de respecter les dispositions légales requérant qu'une telle résolution soit soumise au vote dès lors que l'ordre du jour de l'Assemblée prévoit une résolution portant sur une augmentation de capital social par apport en numéraire.

Le prix d'émission des nouvelles actions pourrait éventuellement être diminué d'une décote maximum de 15%.

Plafond : 1,50% du capital - étant précisé que ce plafond est commun aux 24^{ème}, 25^{ème} et 26^{ème} résolutions et s'impute sur le plafond global de 4.000.000€ fixé par la 28^{ème} résolution

Durée : 26 mois (24^{ème} résolution) et 18 mois (25^{ème} et 26^{ème} résolutions)

VINGT-QUATRIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des adhérents à un(des) plan(s) d'épargne entreprise ou groupe)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138 et L. 225-138-1 du Code de commerce et aux articles L. 3332-1 et L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

- délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de procéder à des augmentations de capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, dans les conditions prévues par la loi, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens, immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, à souscrire en numéraire, réservées aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou groupe de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail ; étant précisé que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est exclue ;
- décide que le Conseil d'administration pourra procéder au profit des bénéficiaires mentionnés ci-dessus à l'attribution à titre gratuit d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société dans les conditions légales et réglementaires, à titre de substitution de tout ou partie de la décote visée au paragraphe 5. ci-dessous et/ou à titre d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites prévues aux articles L. 3332-21 et L. 3332-11 du Code du travail ;
- décide que le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiat ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation (i) ne pourra excéder 1,50% du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration de procéder à l'augmentation de capital social, étant précisé que ce plafond est un plafond global pour toutes les augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées en application des vingt-quatrième, vingt-cinquième et vingt-sixième résolutions soumises à la présente Assemblée et est fixé compte non tenu du nominal des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital, et (ii) s'imputera sur le plafond global de 4.000.000€ prévu à la vingt-huitième résolution de la présente Assemblée ;

4. décide que le prix de souscription des actions ou valeurs mobilières émises sera déterminé dans les conditions définies aux articles L. 3332-18 à L. 3332-23 du Code du travail ;
5. décide de fixer la décote maximum offerte dans le cadre d'un plan d'épargne à **15%** de la moyenne des cours cotés de l'action UBISOFT ENTERTAINMENT SA sur Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions ; toutefois, l'Assemblée générale autorise expressément le Conseil d'administration, s'il le juge opportun, à réduire ou supprimer la décote susmentionnée, dans les limites légales et réglementaires, afin notamment de tenir compte, *inter alia*, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement ;
6. décide de supprimer, au profit des adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou valeurs mobilières pouvant être émises en vertu de la présente délégation ; lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux actions et valeurs mobilières donnant accès au capital pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente délégation ;
7. constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de parts de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et donnant accès au capital social de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
8. prend acte que chaque augmentation de capital ne sera réalisée qu'à concurrence du montant des actions souscrites par les bénéficiaires mentionnés ci-dessus, individuellement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) ou de sociétés d'investissement à capital variable ou autres structures permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables, étant précisé que la présente résolution pourra être utilisée aux fins de mettre en œuvre des formules à effet de levier dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié de la Société ;
9. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation dans le respect des conditions qui viennent d'être arrêtées et notamment de :
 - arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission,
 - décider si les actions pourront être souscrites directement par les adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou de sociétés d'investissement à capital variable ou autres structures permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables,
 - déterminer les sociétés et les bénéficiaires concernés,
 - le cas échéant, fixer les conditions d'ancienneté que devront remplir les bénéficiaires pour souscrire aux actions ou valeurs mobilières nouvelles à émettre dans le cadre des augmentations de capital objets de la présente résolution,
 - fixer les montants de ces émissions et arrêter les prix de souscription dans les limites fixées dans la présente résolution, les conditions et modalités des émissions d'actions ou de valeurs mobilières qui seront réalisées en vertu de la présente délégation et notamment leur date de jouissance, les règles de réduction applicables aux cas de sursouscription ainsi que autres conditions et modalités de leur libération et de leur livraison,
 - arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
 - en cas d'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières, fixer la nature, les caractéristiques et le nombre à attribuer à chaque bénéficiaire et arrêter les dates, délais, modalités et conditions d'attribution de ces actions ou valeurs mobilières dans les limites légales et réglementaires en vigueur, et notamment, soit de choisir de substituer totalement ou partiellement l'attribution gratuite de ces actions ou valeurs mobilières à la décote prévue ci-dessus, soit d'imputer la contrevaletur de ces actions ou valeurs mobilières de la Société sur le montant de l'abondement, soit de combiner ces deux possibilités,
 - constater la réalisation de l'augmentation de capital par émission d'actions à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites,
 - assurer la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital de la Société, et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables,
 - sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
 - d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes mesures ou décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires (i) pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence, et notamment pour l'émission, la souscription, la livraison, la jouissance, l'admission aux négociations des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, (ii) pour constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital, apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, (iii) pour procéder aux formalités consécutives à la réalisation des augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

La présente délégation est valable vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

VINGT-CINQUIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée aux salariés et/ou mandataires sociaux de certaines filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France, hors plan d'épargne entreprise ou groupe)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de procéder à des augmentations de capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, dans les conditions prévues par la loi, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, par tous moyens, immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital de la Société, à souscrire en numéraire, réservées aux catégories et/ou à l'une des catégories de bénéficiaires définies ci-après ; étant précisé que la souscription peut être réalisée directement ou par le biais d'un FCPE et que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est exclue ;
2. décide que le montant nominal d'augmentation de capital de la Société réalisée en vertu de la présente délégation (i) ne pourra excéder **1,50%** du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration décidant de procéder à l'augmentation de capital social, étant précisé que ce plafond est un plafond global pour toutes les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en application des vingt-quatrième, vingt-cinquième et vingt-sixième résolutions soumises à la présente Assemblée et est fixé compte non tenu du nominal des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; et (ii) s'impute sur le plafond global de 4.000.000€ prévu à la vingt-huitième résolution de la présente Assemblée ;
3. décide que le prix de souscription des actions nouvelles à émettre en application de la présente délégation sera fixé par le Conseil d'administration le jour où il fixera la date d'ouverture des souscriptions, selon l'une des deux modalités suivantes, au choix du Conseil d'administration :
 - prix de souscription égal à la moyenne des cours cotés de l'action UBISOFT ENTERTAINMENT SA sur Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration, éventuellement diminuée d'une décote maximale de **15%**, ou

- prix de souscription égal au cours de l'action UBISOFT ENTERTAINMENT SA sur Euronext Paris le jour de la décision du Conseil d'administration, éventuellement diminué d'une décote maximale de **15%** ;
4. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et/ou valeurs mobilières pouvant être émises en vertu de la présente délégation et de réserver le droit d'y souscrire aux salariés et/ou mandataires sociaux de sociétés du Groupe UBISOFT liées à la Société dans les conditions de l'article L. 233-16 du Code de commerce, ayant leur siège social hors de France ; étant précisé que la souscription peut être réalisée directement ou par le biais d'un FCPE et que la présente résolution pourra être utilisée aux fins de mettre en œuvre des formules à effet de levier dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié de la Société ;
 5. constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de parts de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et donnant accès au capital social de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
 6. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation dans le respect des conditions qui viennent d'être arrêtées et notamment :
 - déterminer les dates, les conditions et les modalités de la ou des émissions avec ou sans prime, déterminer le nombre global de titres à émettre dans les limites fixées dans la présente résolution, déterminer les formules de souscription qui seront présentées aux salariés dans chaque pays concerné au vu des contraintes de droit local applicables, et sélectionner les pays retenus parmi ceux dans lesquels la Société dispose de filiales ainsi que lesdites filiales dont les salariés pourront participer à l'opération,
 - arrêter la liste des bénéficiaires au sein des catégories susvisées et déterminer le nombre d'actions pouvant être souscrites par chacun d'entre eux,
 - arrêter le prix de souscription des actions, conformément aux modalités fixées au paragraphe 3. de la présente résolution,
 - arrêter les modalités de libération des actions dans les limites légales,
 - fixer le cas échéant une période de conservation obligatoire des actions et la date de jouissance des actions à émettre,
 - constater la réalisation de l'augmentation de capital par émission d'actions,
 - assurer la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital de la Société, et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables,

- sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
- d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes mesures ou décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires (i) pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence, et notamment pour l'émission, la souscription, la jouissance, l'admission aux négociations des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, (ii) pour constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital, apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, (iii) pour procéder aux formalités consécutives à la réalisation des augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

La présente délégation est valable pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

VINGT-SIXIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières composées, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, réservée à des catégories de bénéficiaires dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. constate que, dans certains pays, des difficultés ou incertitudes juridiques ou fiscales pourraient rendre difficile la mise en œuvre de formules d'actionnariat salarié structurées par l'intermédiaire de fonds commun de placement d'entreprise et qu'il serait souhaitable d'y mettre en œuvre des formules alternatives à celles offertes aux salariés des sociétés adhérents d'un plan d'épargne ;
2. délègue en conséquence au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, sa compétence à l'effet de procéder à des augmentations de capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, dans les conditions prévues par la loi, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, par tous moyens, immédiatement et/ou à terme à d'autres titres de capital de la Société, à souscrire en numéraire, réservées à tout établissement financier ou filiale contrôlée dudit établissement ou à toutes entités de droit français ou étranger, dotées ou non de la personnalité morale, ayant pour objet exclusif de souscrire, détenir et céder des actions et/ou toutes

autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, pour la mise en œuvre de formules à effet de levier dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié de la Société ; étant précisé que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est exclue ;

3. décide que le montant nominal d'augmentation de capital de la Société réalisée en vertu de la présente délégation (i) ne pourra excéder **1,50%** du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration de procéder à l'augmentation de capital, étant précisé que ce plafond est un plafond global pour toutes les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en application des vingt-quatrième, vingt-cinquième et vingt-sixième résolutions soumises à la présente Assemblée et est fixé compte non tenu du nominal des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; et (ii) s'impute sur le plafond global de 4.000.000€ prévu à la vingt-huitième résolution de la présente Assemblée ;
4. décide que le prix de souscription des actions nouvelles à émettre en application de la présente délégation sera égal à la moyenne des cours cotés de l'action UBISOFT ENTERTAINMENT SA sur Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions, éventuellement diminuée d'une décote maximale de **15%** ; toutefois, l'Assemblée générale autorise expressément le Conseil d'administration, s'il le juge opportun, à réduire ou supprimer la décote, dans les limites légales et réglementaires, afin notamment de tenir compte, *inter alia*, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement ;
5. décide de supprimer, au profit de la catégorie des bénéficiaires susvisée, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et/ou valeurs mobilières pouvant être émises en vertu de la présente délégation ;
6. constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
7. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation dans le respect des conditions qui viennent d'être arrêtées et notamment :
 - déterminer les dates, les conditions et les modalités de la ou des émissions avec ou sans prime, déterminer le nombre global de titres à émettre dans les limites fixées dans la présente résolution,
 - arrêter la liste des bénéficiaires au sein de la catégorie susvisée et déterminer le nombre d'actions pouvant être souscrites par chacun d'entre eux,

- arrêter le prix de souscription des actions, conformément aux modalités fixées au paragraphe 4. de la présente résolution,
- arrêter les modalités de libération des actions dans les limites légales,
- fixer la date de jouissance des actions à émettre,
- constater la réalisation de l'augmentation de capital par émission d'actions,
- assurer la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital de la Société, et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables,
- sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
- d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes mesures ou décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires (i) pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence, et notamment pour l'émission, la souscription, la jouissance, l'admission aux négociations des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, (ii) pour constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital, apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, (iii) pour procéder aux formalités consécutives à la réalisation des augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

La présente délégation est valable pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS SALARIES/COMITE EXECUTIF (Résolution 27)

PRESENTATION

Objet et finalité :

La 27^{ème} résolution vise à renouveler l'autorisation octroyée au Conseil d'administration par l'Assemblée du 27 juin 2018 aux fins d'attribuer des **actions gratuites de performance (« AGA »)** au profit des **salarisés** et/ou des membres du **Comité Exécutif** du Groupe. Les **Dirigeants mandataires sociaux** de la Société **ne pouvant bénéficier d'attribution** en vertu de cette résolution.

Ces **attributions** visent à **renforcer la motivation** et **fidéliser les bénéficiaires** tout **en favorisant l'alignement** de leurs intérêts **avec ceux des actionnaires et l'intérêt social** de la Société.

L'**attribution** des **AGA** serait assortie d'une **période d'acquisition de 4 ans minimum** et de **conditions de performance** individuelle et/ou interne et externe telles que définies au 2. de la résolution ci-après.

Cette **autorisation emporterait**, au profit des bénéficiaires, **renonciation des actionnaires à leur DPS**.

Plafond : 2% du capital - étant précisé que ce plafond s'impute sur le plafond global de 4.000.000€ fixé par la 28^{ème} résolution

Durée : 38 mois

VINGT-SEPTIEME RESOLUTION

(Autorisation au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société visées aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce au profit des salariés, en ce inclus tout ou partie des membres du Comité Exécutif du Groupe UBISOFT visés au 4.1.2.4 du Document de référence, à l'exclusion des Dirigeants mandataires sociaux de la Société, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions ordinaires, existantes et/ou à émettre de la Société, au profit des membres du personnel ou de certaines catégories d'entre eux qu'il déterminera parmi les salariés, en ce inclus tout ou partie des membres du Comité Exécutif du Groupe UBISOFT visés au 4.1.2.4 du Document de référence, à l'exclusion des Dirigeants mandataires sociaux de la Société ;
- décide que le Conseil d'administration procèdera aux attributions et déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et les critères d'attribution des actions dans les limites fixées dans la présente autorisation – étant précisé que concernant :
 - les membres du Comité Exécutif, l'attribution définitive de la totalité des actions réalisée en vertu de la présente résolution :
 - ✓ sera conditionnée à l'atteinte des objectifs suivants :
 - pour 1/3 de l'attribution : la réalisation d'une condition de performance appréciée sur une période de trois exercices au moins établie sur la base d'un EBIT moyen Groupe non-IFRS (indicateur à caractère non strictement comptable) (condition interne) avec une acquisition par palier, à savoir :

< 80% EBIT moyen Groupe	≥ 80% et < 90% EBIT moyen Groupe	≥ 90% et < 100% EBIT moyen Groupe	≥ 100% EBIT moyen Groupe
0% de l'attribution sur ce critère	30% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère

- pour 1/3 de l'attribution : la réalisation d'une condition de performance appréciée sur une période de trois ans au moins en fonction de la performance de l'action UBISOFT ENTERTAINMENT SA (« TSR UBISOFT ») par rapport au TSR des sociétés du NASDAQ Composite Index (condition externe) avec une acquisition par palier ci-après définie :

< 50 ^{ème} pourcentile	≥ 50 ^{ème} et ≤ 60 ^{ème} pourcentile	> 60 ^{ème} pourcentile
0% de l'attribution sur ce critère	50% de l'attribution sur ce critère	100% de l'attribution sur ce critère

- (iii) pour 1/3 de l'attribution : l'atteinte d'une ou plusieurs condition(s) de performance individuelle déterminée(s) par le Conseil d'administration et appréciée(s) sur une période de quatre ans au moins.
 - ✓ interviendra au terme d'une période d'acquisition au minimum de quatre ans, étant entendu que le Conseil d'administration pourra prévoir des périodes d'acquisition d'une durée supérieure à la durée minimale fixée ci-avant et/ou assortir ladite période d'acquisition d'une période de conservation ;
 - les salariés, l'attribution définitive de la totalité des actions :
 - ✓ sera subordonnée à l'atteinte d'une ou plusieurs condition(s) de performance individuelle déterminée(s) par le Conseil d'administration appréciée(s) sur une période de quatre ans au moins,
 - ✓ interviendra au terme d'une période d'acquisition au minimum de quatre ans, étant entendu que le Conseil d'administration pourra prévoir des périodes d'acquisition d'une durée supérieure à la durée minimale fixée ci-avant et/ou assortir ladite période d'acquisition d'une période de conservation ;
3. décide que :
- les attributions gratuites d'actions ordinaires effectuées en vertu de cette autorisation ne pourront porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à **2%** du nombre d'actions ordinaires composant le capital de la Société au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration.
Sur ce plafond s'imputera la valeur nominale des actions ordinaires de la Société à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société,
 - le montant nominal d'augmentation de capital de la Société résultant des émissions d'actions ordinaires réalisées en vertu de la présente autorisation s'impute sur le plafond global de 4.000.000€ prévu à la vingt-huitième résolution de la présente Assemblée ;
4. prend acte qu'en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, la présente autorisation emportera de plein droit, au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires et renonciation corrélative des actionnaires au profit des bénéficiaires à leur droit préférentiel de souscription sur lesdites actions ;
5. décide qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions gratuites lui seront définitivement attribuées avant l'expiration de la période d'acquisition restant à courir, et seront immédiatement cessibles ;

6. délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur, et notamment :

- déterminer l'identité des bénéficiaires, ou la catégorie de bénéficiaires, et le nombre d'actions ordinaires attribuées gratuitement à chacun d'eux dans les limites fixées dans la présente résolution,
- fixer les modalités et conditions des attributions gratuites d'actions qui seraient effectuées en vertu de la présente autorisation ainsi que les conditions de performance auxquelles sera conditionnée l'attribution définitive aux membres du Comité Exécutif ou autres bénéficiaires dans les termes et conditions visés dans la présente résolution,
- prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution dans les conditions prévues par la loi et les règlements applicables,
- inscrire les actions gratuites attribuées sur un compte nominatif au nom de leur titulaire, mentionnant, le cas échéant, l'indisponibilité et la durée de celles-ci, et de lever l'indisponibilité des actions pour toute circonstance pour laquelle la présente résolution ou la réglementation applicable permettrait la levée de l'indisponibilité,
- procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires,
- en cas d'émission d'actions nouvelles, imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission de son choix, les sommes nécessaires à la libération desdites actions, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence,
- et, plus généralement, accomplir toutes les formalités utiles à l'émission, à l'admission aux négociations et au service financier des titres émis en vertu de la présente résolution et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'Assemblée générale ordinaire, dans les conditions légales et réglementaires, en particulier l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution.

Cette autorisation est octroyée pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente Assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

PLAFOND GLOBAL DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL SOCIAL (Résolution 28)	
PRESENTATION	<p>Objet et finalité :</p> <p>Sous la 28^{ème} résolution, il vous est proposé de fixer le montant global cumulé des augmentations de capital susceptibles de résulter de l'utilisation des 19^{ème} à 27^{ème} résolutions à un montant nominal de 4 millions d'euros (plafond global), correspondant à 46,23% du capital au 30 avril 2019, dont un maximum de 850.000 euros (soit 9,82% du capital au 30 avril 2019) pour les délégations d'augmentation de capital sans DPS réalisées en vertu des 20^{ème}, 21^{ème}, 22^{ème} et 23^{ème} résolutions.</p>

VINGT-HUITIEME RESOLUTION

(Plafond global des augmentations de capital)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, fixe, conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, le plafond global des augmentations de capital qui pourraient résulter, immédiatement ou à terme, de l'ensemble des émissions réalisées en vertu des délégations de compétence ou autorisations prévues par les dix-neuvième, vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième résolutions de la présente Assemblée, et sur le fondement d'émissions autorisées par des résolutions de même nature qui pourrait leur succéder durant la validité de la présente délégation, à un montant nominal de **4.000.000€**, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera le montant nominal maximal des augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres dont la capitalisation serait admise, réalisées en vertu de la dix-huitième résolution de la présente Assemblée, sous réserve de son adoption par l'Assemblée et sur le fondement d'émissions autorisées par des résolutions de même nature qui pourrait leur succéder durant la validité de la présente délégation, et étant rappelé que dans la limite de ce plafond global :

- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec **maintien** du droit préférentiel de souscription des actionnaires, objet de la **dix-neuvième résolution** de la présente Assemblée, ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **1.450.000€**,
- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec **suppression** du droit préférentiel de souscription des actionnaires, objet des **vingtième, vingt-et-unième et vingt-deuxième résolutions**, ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **850.000€**,

- le montant des titres de capital et des valeurs mobilières émis en vue de rémunérer des apports en nature, constitués de titres de capital ou valeurs mobilières, consentis à la Société, objet de la **vingt-troisième résolution** ne pourra excéder 10% du capital social de la Société, étant précisé que ce montant est un plafond global pour toutes les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en application des **vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions** et ne pourra donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **850.000€**,
- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit (i) des adhérents à un plan d'épargne objet de la **vingt-quatrième résolution**, (ii) des salariés et/ou mandataires sociaux de certaines filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France, hors plan d'épargne objet de la **vingt-cinquième résolution** et (iii) réservée à des catégories de bénéficiaires dans le cadre d'une offre d'actionnariat salarié objet de la **vingt-sixième résolution**, ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **1,50%** du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration,
- le nombre d'actions ordinaires susceptibles d'être attribuées gratuitement au titre de la **vingt-septième résolution** ne pourra excéder **2%** du nombre d'actions ordinaires existant au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration.

Etant précisé que le montant visé ci-dessus ne tient pas compte du montant nominal des titres de capital à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

MODIFICATION DES STATUTS (ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES SALARIES ACTIONNAIRES) (Résolution 29)	
PRESENTATION	Objet et finalité : Sous la 29^{ème} résolution, il vous est proposé de modifier l'article 8 des statuts afin de déterminer les modalités de désignation par les salariés actionnaires visés à l'article L. 225-102 du Code de commerce du ou des candidats devant les représenter , conformément à l'article L. 225-23 du Code de commerce.
	Au 31 mars 2019 , le nombre de salariés actionnaires visés à l'article L. 225-102 du Code de commerce est de 4,11% .
	La nomination du ou des candidats ainsi désigné(s) sera soumise au vote des actionnaires lors de l' Assemblée générale appelée à se tenir en 2020 .
	La durée du mandat de l'administrateur représentant les salariés actionnaires serait de 4 ans .

VINGT-NEUVIEME RESOLUTION

(Modification de l'article 8 des statuts afin de permettre la nomination d'un administrateur représentant les salariés actionnaires conformément aux dispositions de l'article L. 225-23 du Code de commerce)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide d'ajouter un paragraphe 8.3 à l'article 8 des statuts conformément à l'article L. 225-23 du Code de commerce :

ARTICLE 8 :

[.../...]

8.3 Administrateur représentant les salariés actionnaires

Lorsqu'à la clôture d'un exercice, le rapport établi en application de l'article L. 225-102 du Code de commerce fait apparaître que les actions détenues par le personnel de la Société le cas échéant, ainsi que par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, représentent plus de trois pourcent (3 %) du capital social de la Société, un (1) administrateur représentant les salariés actionnaires est élu par l'Assemblée générale des actionnaires selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur ainsi que par les présents statuts.

- (i) Le mandat de l'administrateur représentant les salariés actionnaires prend effet à compter de la nomination par l'Assemblée générale ordinaire pour une durée de quatre (4) ans expirant à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes sociaux de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Toutefois, le mandat prend fin et l'administrateur représentant les salariés actionnaires est réputé démissionnaire d'office, en cas de perte de sa qualité :

- a) de salarié de la Société, si applicable, ou d'une société qui lui est liée au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, ou
- b) d'actionnaire ou de porteur de parts d'un fonds commun de placement investi en actions de la Société;

En cas de vacance par suite de décès, démission, départ à la retraite ou rupture du contrat de travail de l'administrateur élu par l'Assemblée générale des actionnaires, il est fait appel au suppléant, tel que visé au (iii) ci-après, qui exerce les fonctions d'administrateur représentant les salariés actionnaires pour la durée du mandat restant à courir.

L'administrateur représentant les salariés actionnaires n'est pas pris en compte pour la détermination du nombre maximal d'administrateurs prévu audit article 8.1 des présents statuts.

Sous réserve des stipulations du présent article ou des dispositions de la Loi, l'administrateur représentant les salariés actionnaires a le même statut, les mêmes droits et les mêmes responsabilités que les autres administrateurs.

- (ii) Préalablement à la désignation du ou des candidats au poste d'administrateur représentant les salariés actionnaires, le Président du Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, arrête le règlement précisant les modalités de désignation du ou des candidat(s) non définies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou par les présents statuts dont notamment le calendrier et l'organisation des procédures de désignation du ou des candidat(s).

Les candidats doivent être titulaires d'un contrat de travail avec la Société, le cas échéant, ou avec une société qui lui est liée au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce.

La liste des candidats valablement désignés est annexée à l'avis de convocation de l'Assemblée générale appelée à statuer sur la nomination de l'administrateur représentant les salariés actionnaires.

- (iii) L'Assemblée générale statue au vue d'une liste de candidats proposés par les salariés actionnaires et désignés selon les modalités suivantes :

- a) lorsque les actions sont détenues directement par les salariés visés à l'article L. 225-102 précité, en ce inclus via un plan épargne groupe, et que les droits de vote y afférents sont exercés directement par ces derniers, les candidats sont désignés à l'occasion de consultations organisées par la Société. Ces consultations précédées d'appels à candidatures parmi les salariés actionnaires ci-avant visés sont organisées par la Société par tout moyen technique permettant d'assurer la fiabilité du vote.

Au terme de ces consultations, sont élus (scrutin majoritaire à un tour) un (1) représentant titulaire ainsi qu'un (1) représentant suppléant (à savoir le candidat ayant recueilli le plus grand nombre de voix après le représentant titulaire). Le représentant titulaire sera chargé de participer au vote du candidat parmi les membres du ou des conseil(s) de surveillance visé(s) au b) ci-après, en se réservant le droit de se présenter en tant que candidat également à l'issue dudit

vote, ce qui porterait ainsi à deux (2) le nombre de candidats au poste d'administrateur représentant les salariés actionnaires.

- b) lorsque les actions sont détenues par les salariés et anciens salariés visés à l'article L. 225-102 précité par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) et que les droits de vote y afférents sont exercés par le ou les conseil(s) de surveillance du ou des FCPE, le ou les conseil(s) de surveillance du ou des FCPE ainsi que le représentant titulaire des salariés actionnaires visé au a) ci-avant désignent conjointement à la majorité des voix un candidat choisi parmi les membres du conseil de surveillance ayant répondu à appels à candidature à cette fin – étant précisé que le candidat ayant recueilli le plus grand nombre de voix juste après le candidat ainsi désigné assumera le rôle de suppléant tel que visé à l'article 8.3 (i) ci-avant.

En cas de pluralité de candidats (soit en vertu des dispositions ci-avant un candidat représentant les salariés actionnaires visé au a) ci-avant et un candidat représentant les salariés actionnaires via un FCPE visé au b) ci-avant), les candidats seront présentés au vote des actionnaires par ordre décroissant au regard du nombre d'actions détenues à la clôture du dernier exercice par chacune des catégories visées au a) et b) ci-avant – étant précisé que le vote des actionnaires cessera dès qu'un poste d'administrateur représentant les salariés actionnaires sera pourvu.

Les dispositions du présent article cesseront de s'appliquer lorsque, à la clôture d'un exercice social, les actions détenues par le personnel de la Société le cas échéant, ainsi que par le personnel de sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce représentent moins de trois pourcent (3 %) du capital social de la Société, étant précisé que le mandat de tout administrateur représentant les salariés actionnaires nommé en application du présent article expirera à son terme.

TRENTIEME RESOLUTION

(Mise en harmonie de l'article 14 – Titre V des statuts de la Société « Commissaires aux comptes »)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 14 des statuts de la Société :

« L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne pour la durée et dans les conditions requises par les dispositions légales ou réglementaires en la matière, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et, le cas échéant, un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants remplissant les missions fixées par la loi et les règlements en vigueur. »

RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

POUVOIRS (Résolution 31)	
PRESENTATION	<p>Objet et finalité :</p> <p>La 31^{ème} résolution est une résolution usuelle permettant d'effectuer les formalités requises par la Loi dans le cadre des résolutions votées par l'Assemblée.</p>

TRENT-ET-UNIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir tous dépôts et formalités prévus par la loi où besoin sera.

MODIFICATION DES STATUTS (DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES) (Résolution 30)

PRESENTATION	<p>Objet et finalité :</p> <p>Aux termes de l'article L. 823-1, I-alinéa 2nd, du Code de commerce (modifié par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016), la désignation d'un Commissaire aux comptes suppléant n'est requise que si le Commissaire aux comptes titulaire désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle.</p> <p>La 30^{ème} résolution propose de modifier l'article 14 – Titre V des statuts de la Société afin de refléter cette mesure de simplification.</p> <p>Il est rappelé que la 15^{ème} résolution est soumise au vote des actionnaires sous la condition suspensive de l'adoption de cette résolution.</p>
--------------	--



DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

Article R. 225-83 du Code de commerce

Aidez-nous à préserver l'environnement en consommant moins de papier

Les documents mis à la disposition des actionnaires peuvent être consultés et téléchargés (Article R. 225-73-1 du Code de commerce) à l'adresse suivante : www.ubisoft.com – Groupe – Espace Investisseurs – Assemblées Générales – 2019.

Si vous souhaitez néanmoins les recevoir par courrier, vous pouvez retourner ce document dûment complété et signé : par mail à ag2019@ubisoft.com, ou fax au +33 (0) 2 99 93 20 68 ou courrier à **UBISOFT ENTERTAINMENT SA – Service Titres – 107, avenue Henri Fréville – CS 10704 – 35207 RENNES CEDEX 2**

Nom (ou dénomination sociale) :

Prénom :

Adresse :

Ville, Code postal, Pays :

Adresse e-mail :

Propriétaire de actions **UBISOFT ENTERTAINMENT SA** sous la forme :

☐ nominative *

et/ou

☐ au porteur (joindre une copie de l'attestation de participation délivrée par l'établissement financier habilité)

Demande l'envoi des documents et renseignements concernant **l'Assemblée générale mixte du 2 juillet 2019**, tels qu'ils sont visés par l'article R. 225-83 du Code de commerce, au format suivant :

☐ papier, à l'adresse postale indiquée ci-dessus

☐ électronique, à l'adresse e-mail indiquée ci-dessus

Fait à,

le

Signature

* **AVIS** : Conformément à l'article R. 225-88 du Code de commerce, les propriétaires d'actions nominatives peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi de documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce à l'occasion de chacune des assemblées générales ultérieures.



UBISOFT ENTERTAINMENT

Société anonyme à Conseil d'administration
au capital social de 8 649 921,24 €

Siège social : 107, avenue Henri Fréville

CS 10704 – 35207 RENNES CEDEX 2

335 186 094 RCS RENNES